

ENQUÊTE PUBLIQUE

PROJET DE PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES D'INCENDIE DE FORÊT SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE MARSEILLE

DÉCISION N° E17000132/13 DU PRÉSIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MARSEILLE DU 21 AOÛT 2017

ARRÊTÉ DU PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD PRÉFET DES BOUCHES DU RHÔNE DU 9 OCTOBRE 2017



COMPOSITION DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE

Président : M. Jean-Claude CICCARIELLO

Commissaires Enquêteurs : M. Marc MILLAUD

M. Jean-Claude REBOULIN

M. Marcel HUARD

M. Patrice MICHEL

JC CICCARIELLO

RAPPORT D'ENQUÊTE

RAPPORT DU VII^{ème} SECTEUR (13^{ème} et 14^{ème} arrondissements)

TABLE DES MATIERES

1 -	Présentation du secteur	: 343
2 -	Arrondissements et quartiers concernés	: 344
21 :	Le 13 ^{ème} arrondissement (13013) comprend 11 quartiers	: 344
22 :	Le 14 ^{ème} arrondissement (13014) comprend 7 quartiers	: 351
3 -	Géographie - Topographie - Surface et densité de population	: 357
31 :	Identification de la ligne ville/forêt	: 359
32 :	Accès aux arrondissements – quartiers	: 361
4 -	Le risque d’incendie de forêt : 13 ^{ème} et 14 ^{ème} arrondissements	: 364
41 :	Historique des incendies	: 364
42 :	Le plan de zonage	: 364
43 :	Amélioration de la défendabilité	: 366
5 -	Analyse des dossiers du VII ^{ème} secteur	: 370
6 -	Rapport d’enquête VII ^{ème} secteur	: 432

RAPPORT VII^{ème} SECTEUR DE MARSEILLE

1. Présentation du secteur.

La loi n° 75-1333 du 31 décembre 1975 regroupe les arrondissements de Marseille pour l'élection du conseil municipal : le VII^{ème} secteur est alors composé des 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements.

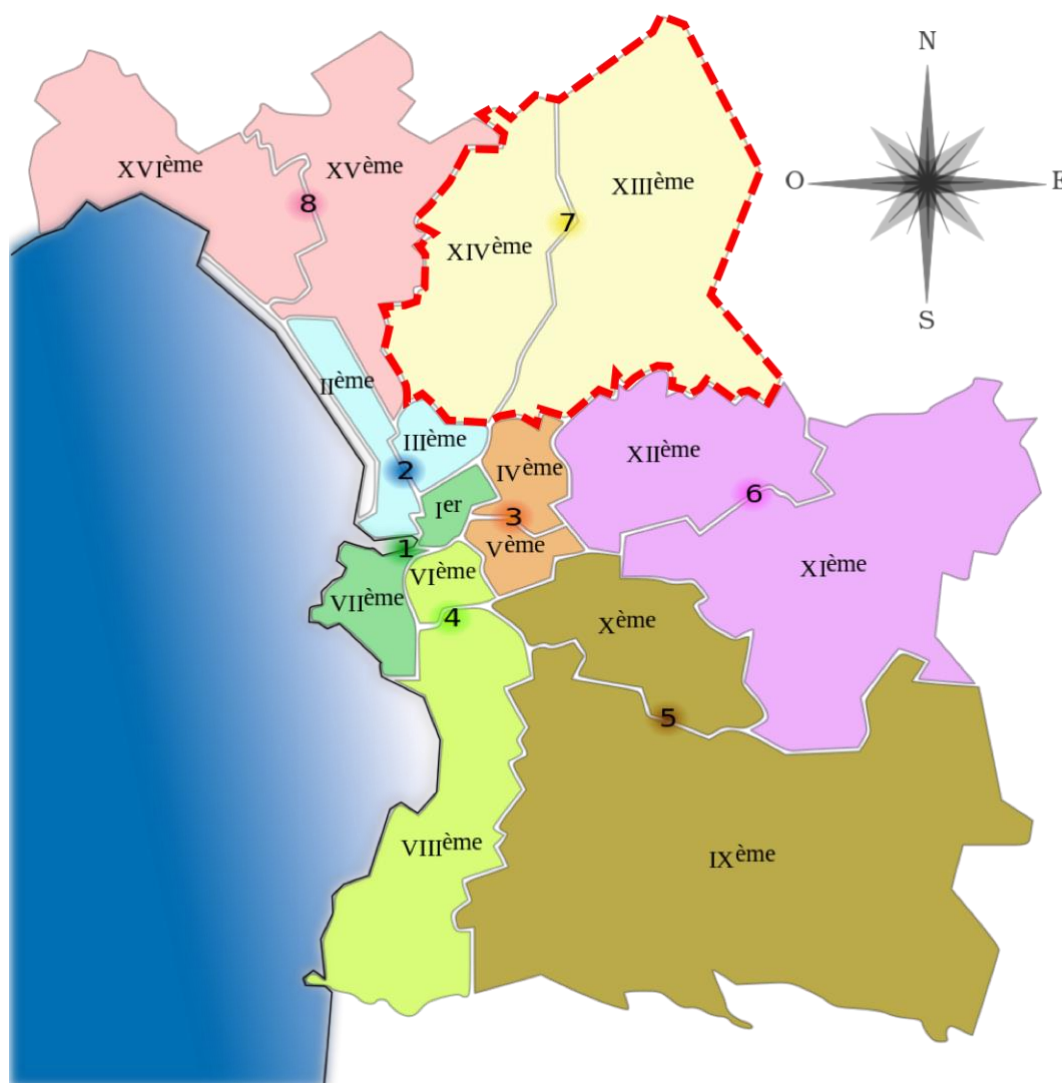
En 1982, le VII^{ème} secteur est supprimé et ses arrondissements rejoignent le I^{er} secteur.

Les secteurs sont de nouveau redécoupés en 1987 : le VII^{ème} secteur est recréé avec de nouveau les 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements.

Le VII^{ème} secteur de Marseille se situe au nord de la ville est fait partie, avec les 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements (VIII^{ème} secteur), des quartiers nord de la ville.

Le VII^{ème} secteur s'étend sur une superficie de 44,473 km², soit 18,5 % de la superficie totale de la ville. Sa population est de 150 971 habitants (chiffres de 2012), soit une densité de population de 3395 hab./km².

La mairie du VII^{ème} secteur est située dans le quartier Saint Joseph du 14^{ème} arrondissement à l'adresse suivante : 72, rue Paul Coxe 13014 Marseille.



2. Arrondissements et quartiers concernés.

Les **quartiers de Marseille** sont une subdivision des arrondissements de la ville.

Les quartiers sont souvent d'anciens hameaux et villages du terroir de la commune de Marseille. La morphologie urbaine de ces quartiers est souvent structurée autour de l'ancien noyau villageois avec sa place principale et son église ou bien des habitations se sont développées sur les anciens terrains d'une bastide. Beaucoup de quartier portent un nom de saint, rappelant le lien entre ces quartiers et les anciennes paroisses.

21. Le 13^{ème} arrondissement (13013) comprend 11 quartiers.



Quartier	Arrondissement	Population	Habitants par km ²	Superficie (km ²)
Château Gombert	13	5 708	2 046	2,790
La Croix Rouge	13	6 348	5 199	1,221
La Rose	13	15 181	9 274	1,637
Les Médecins	13	1 107	362	3,057
Les Mourets	13	1 645	444	3,702
Les Olives	13	15 181	4 769	3,183
Malpassé	13	11 148	8 615	1,294

Palama	13	2 513	450	5,578
Saint Jérôme	13	10 087	6 396	1,557
Saint Just	13	14 417	9 695	1,487
Saint Mitre	13	8 134	3 185	2,554

1. Château-Gombert.



Château-Gombert est un village situé dans les quartiers nord de la ville, à la limite de Plan-de-Cuques et au pied du massif de l'Étoile. Le quartier s'est développé autour de l'ancien village de Château-Gombert qui en reste le cœur.

C'est un quartier huppé et calme de la commune de Marseille. Les habitants sont en majorité des jeunes cadres dynamiques.

Château-Gombert est mentionné dès le XII^e siècle dans une bulle du pape Anastase IV (« Ecclesia Sancti Mitri ad Castrum Gumberti » 1153). Le château dont il tire son nom était vraisemblablement bâti sur la colline du Collet-Redon, mais il n'en reste rien. Le village occupe son site actuel depuis le XVI^e siècle seulement.

Au Moyen Âge, Château-Gombert faisait partie de la seigneurie ecclésiastique d'Allauch, mais en 1595 les habitants rachetèrent les droits seigneuriaux au chapitre de la cathédrale de Marseille et purent ainsi jouir des privilèges accordés aux citoyens de cette ville. Dès lors, et jusqu'à la Révolution, le quartier s'administra avec une réelle autonomie. L'assemblée générale des possédant-biens se réunissait tous les trois ans ; elle élisait deux syndics chargés de gérer les affaires du quartier et désignait un « exacteur » dont la fonction était de percevoir l'impôt sur les propriétés.

De 1790 à 1801 Château-Gombert fut l'un des chefs-lieux de canton des Bouches-du-Rhône. Le territoire de ce canton était très étendu, englobant Plan-de-Cuques et allant jusqu'aux Chartreux.

Depuis 1801 Château-Gombert n'est plus que l'un des villages de la commune de Marseille, mais conserve une forte identité.

Château-Gombert est aussi le nom du technopôle situé entre le village et la station de métro La Rose. Des enseignements dans le domaine scientifique (mathématiques, microélectronique, informatique, génie civil et mécanique) y sont dispensés. On y trouve notamment :

- l'école centrale de Marseille ;
 - le laboratoire d'astrophysique de Marseille ;
 - le centre de mathématiques et informatique (CMI) de l'université de Provence ;
 - l'école polytechnique universitaire de Marseille ;
 - l'institut de mécanique de Marseille ;
 - le CFA propreté PACA INHNI de Marseille, un des 9 en France métropolitaine.
- Plusieurs industriels s'y sont installés.

2. La Croix-Rouge.



La Croix-Rouge est un quartier situé à proximité des communes limitrophes de Plan-de-Cuques et de Allauch. C'est un quartier animé. Les habitants sont en majorité des familles. Ils sont très jeunes, plutôt propriétaires de leur logement et ont des revenus moyens. Le quartier est très calme.

3. La Rose



La Rose est un quartier du 13^{ème} arrondissement de Marseille.

C' est un quartier sensible et animé de la commune de Marseille. Les 15 181 habitants sont en majorité des personnes en difficultés d'emploi. Ils sont très jeunes, locataires de leur logement (75 %) et ont des très petits revenus. Il y a de très nombreux HLM (60 %). Le chômage est très élevé (25 %).

4. Les Médecins.



Les Médecins est un quartier du 13^{ème} arrondissement de Marseille.

C'est un quartier de personnes âgées isolées de la commune de Marseille. Les 1 107 habitants sont en majorité tous propriétaires de leur logement (92 %) et ont des revenus aisés. Il y a peu de commerçants.

5. Les Mourets.



Les Mourets est un quartier situé dans les quartiers nord de Marseille, il se trouve à proximité du quartier historique de Château Gombert.

Les Mourets est également un quartier de personnes. Les 1 645 habitants sont en majorité propriétaires de leur logement (89 %) et ont des revenus aisés. Le quartier est très calme et il y a des commerçants . La zone est un désert médical de généralistes.

6. Les Olives.



Les Olives est un quartier du 13^{ème} arrondissement de Marseille.

C' est un quartier calme. Les 15 181 habitants sont en majorité plutôt jeunes, souvent propriétaires de leur logement (55 %) et ont des revenus moyens.

7. Malpassé.



Malpassé est un quartier du 13^{ème} arrondissement de Marseille. Son nom lui vient du provençal « *Maupasset* »,signifiant littéralement « mauvais passage ».

Malpassé est un quartier sensible et animé de la commune. Les 11 148 habitants sont en majorité des personnes en difficultés d'emploi. Ils sont très jeunes, locataires de leur logement (77 %) et ont des très petits revenus. Il y a de très nombreux HLM (59 %). Le chômage est endémique (31 %).

8. Palama.



Palama est un quartier du 13^{ème} arrondissement de Marseille.

C'est un quartier huppé et calme. Les 2 513 habitants sont en majorité des familles aisées. Ils sont tous propriétaires de leur logement (90 %) et ont des revenus aisés. Le quartier est très calme.

9. Saint-Jérôme.



Saint-Jérôme est un quartier sensible du 13^{ème} arrondissement de Marseille.

Les 10 087 habitants sont en majorité des personnes en difficultés d'emploi. Ils sont très jeunes, plutôt locataires de leur logement (66 %) et ont des petits revenus. Le chômage est très élevé (22 %).

10. Saint-Just.



Saint-Just est un quartier du 13^{ème} arrondissement de Marseille Dans ce quartier se situe le Conseil Départemental des Bouches du Rhône.

Saint-Just est un ancien village aux portes de Marseille. C'est un quartier animé de la commune. Les 14 417 habitants sont en majorité jeunes, plutôt locataires de leur logement (55 %) et ont des petits revenus.

11. Saint-Mitre.



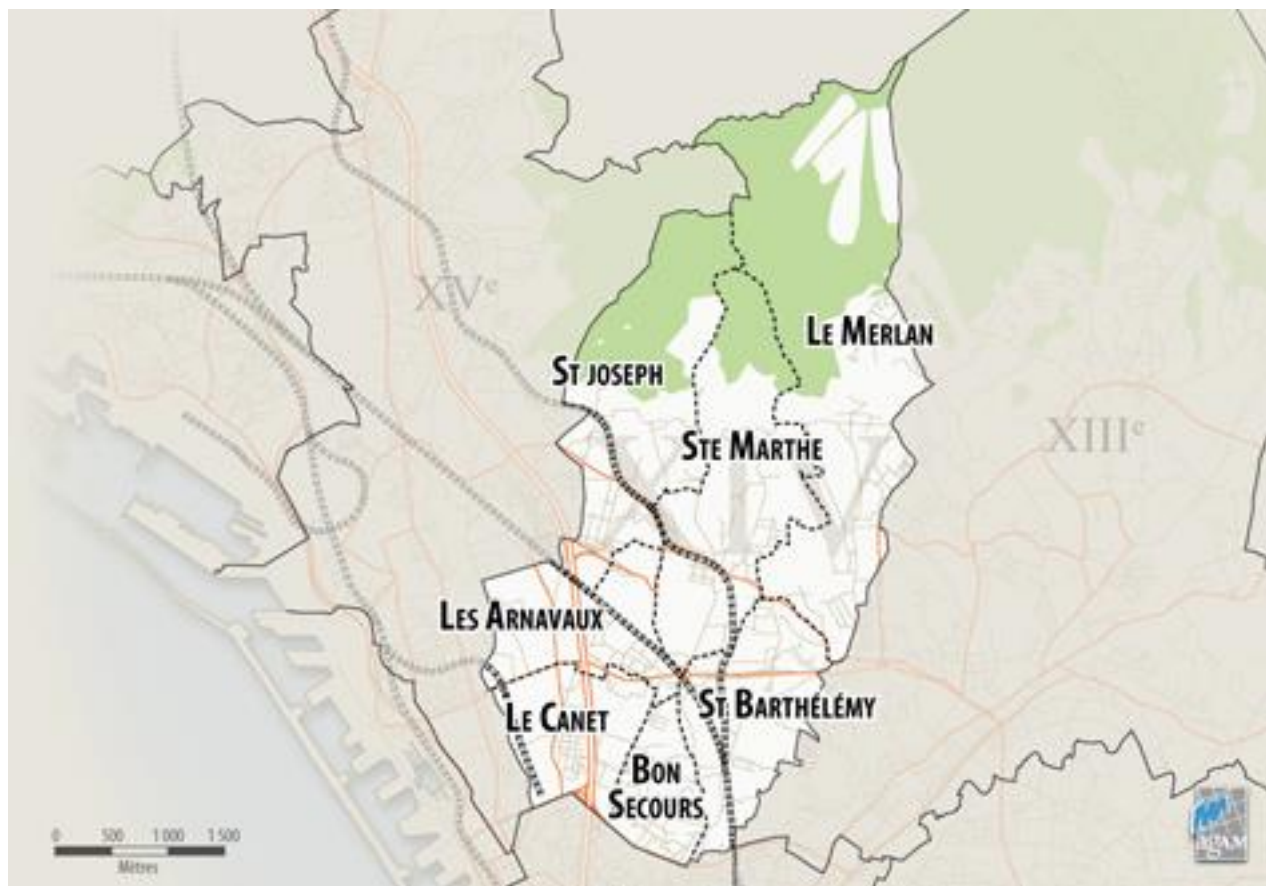
Saint-Mitre est un quartier du 13^{ème} arrondissement de Marseille Il est nommé ainsi en l'honneur de Mitre d'Aix, martyr en l'an 466.

Saint-Mitre est un quartier calme de la commune., dont les 8 134 habitants sont en majorité des familles. Ils sont plutôt jeunes, plutôt propriétaires de leur logement (54 %) et ont des revenus supérieurs.

Saint-Mitre est mentionné dans le cartulaire de Saint-Victor à la date du 23 avril 1113 sous la mention « *Cella Sancti Mitrii* ».

A l'emplacement de l'actuelle résidence « Les Prairies » se trouvait une bastide appelée l'Emerigone. Celle-ci, probablement reconstruite au XVII^e siècle, a été bâtie sur un terrain contenant de nombreuses sources, rendant ce dernier quasi marécageux.

22. Le 14^{ème} arrondissement (13014) comprend 7 quartiers.



Quartier	Arrondissement	Population	Habitants par km ²	Superficie (km ²)
Bon-Secours	14	11 318	12 970	0,873
Le Canet	14	7 431	6 510	1,141
Le Merlan	14	9 112	1 530	5,955
Les Arnavaux	14	5 378	4 280	1,256
Saint Barthélémy	14	18 655	9 930	1,879
Saint Joseph	14	5 246	2 040	2,571
Sainte Marthe	14	3 808	1 240	3,071

1. **Bon Secours.**



Bon-Secours est un quartier du 14^{ème} arrondissement de Marseille.

C'est un quartier sensible et animé de Marseille. Les 11 318 habitants sont en majorité des personnes en difficultés d'emploi. Ils sont plutôt jeunes, plutôt locataires de leur logement (55 %) et ont des très petits revenus. Le chômage est très élevé (25 %).

2. **Le Canet.**



Le Canet est un quartier sensible du 14^{ème} arrondissement de Marseille.

Les 7 431 habitants sont en majorité des personnes en difficultés d'emploi. Ils sont très jeunes, plutôt locataires de leur logement (67 %) et ont des très petits revenus (16300 euros par ménage). Le chômage est endémique (26 %).

Le quartier comporte une importante gare aux marchandises, la Gare de Marseille-Canet ouverte en 1848 et située sur la ligne Avignon-Marseille.

Le centre de rétention administrative du Canet a remplacé le centre d'Arenc en 2006.

« Cannelus » au XI^{ème} siècle, « Vallis de Canneto » au XIII^e, le nom du Canet viendrait des « roseaux » (cannae) qui poussaient dans les anciens marécages du ruisseau Caravelle (ou Caravel) au bord duquel le quartier fut construit. Ce toponyme est particulièrement répandu dans les pays occitans.

Le Canet s'est d'abord orthographié le Cannel. Ce n'est qu'en 1851 que le Canet commence à s'écrire avec un seul N.

Un noyau de village se forme autour de l'église Notre-Dame de l'Espérance. Mais le Canet sera pendant longtemps une terre à l'habitat dispersé, sur laquelle se sont installées de nombreuses campagnes appartenant à de riches familles marseillaises.

Avec la délocalisation du port et la construction de la Joliette, le Canet s'industrialise à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e.

Pourtant, à la fin du XIX^e siècle, on trouve encore plusieurs grandes propriétés : Décornis, Riboulet, Gros, Aubin, Dugas, Sauvaire ... Elles ne disparaîtront qu'avec l'urbanisation croissante et la construction du chemin de fer, puis de l'autoroute.

La propriété Aubin s'appelait la « Floride » depuis le début du XVII^e siècle. Ce nom lui avait été donné par Guillaume du Vair, premier président du parlement de Provence, qui en fut propriétaire de 1609 à 1616. Juriste émérite, mais aussi savant et lettré, il comptera parmi ses amis Malherbe quand celui-ci se fixera à Aix-en-Provence. Une corniche de la maison de Guillaume du Vair portait l'inscription latine suivante :

« FLORENTIEM.FLOREM.FLORIDA.FLORA.FLEAT » (« Que Flore la fleurie pleure la fleur qui fleurissait ici »). Sur l'ancien domaine, il a été construit un lycée d'enseignement professionnel qui a gardé le nom de « Floride ».

3. Le Merlan.



Le Merlan est un quartier du 14^{ème} arrondissement de Marseille.

Les 9 112 habitants sont en majorité des couples jeunes, plutôt locataires de leur logement (60 %) et ont des revenus moyens.

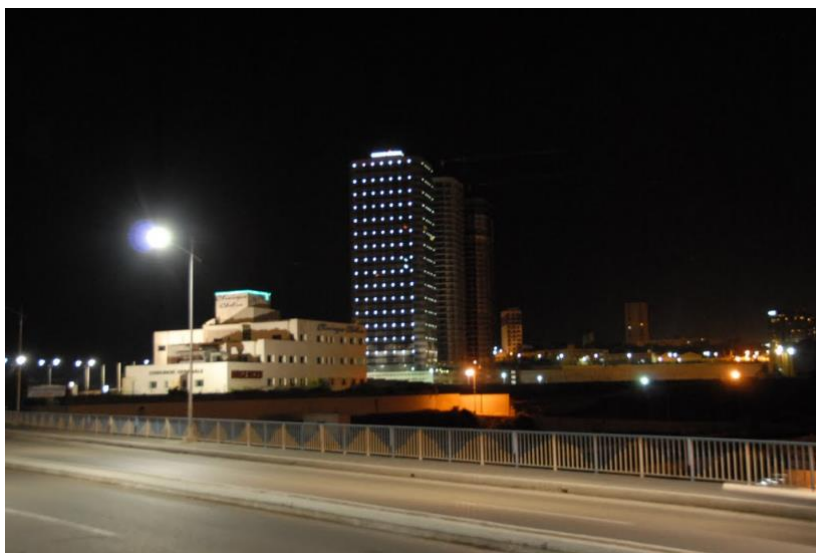
Le quartier longe l'avenue du Merlan et comporte différents édifices et institutions portant un tout autre nom : la Faculté de Saint Jérôme (Sciences et Droit), le bassin de Sainte-Marthe qui traite l'eau qui sera distribuée à toute la ville, entre autres.

Réciproquement, et paradoxalement, d'autres ne se trouvant pas sur les lieux en portent le nom du quartier : Centre urbain du Merlan (qui inclut le Théâtre du Merlan), Bibliothèque du Merlan, par exemple, localisés sur le quartier Saint-Barthélémy.

Autrefois, de nombreux moulins occupaient la place ; aujourd'hui rénovés, ils font office de logements pour étudiants.

Le nom du quartier vient d'un grand propriétaire à qui appartenait la plupart des terres du quartier, Mr *Mehlan*, nom transformé au fil du temps en *Merlan*.

4. Les Arnavaux.



Les Arnavaux est un quartier du 14^{ème} arrondissement de Marseille.

Le quartier, dont le nom provient de l'occitan *Arnavèu* désignant une ronce épineuse, accueille notamment le Marché d'Intérêt National de la ville de Marseille mais également une usine appartenant au groupe Pernod-Ricard ainsi que le siège français de la société Haribo.

Les Arnavaux est un quartier sensible et animé de Marseille. Les habitants sont en majorité des personnes en difficultés d'emploi. Ils sont très jeunes, locataires de leur logement (71 %) et ont des très petits revenus. Il y a de très nombreux HLM (56 %). Le chômage est endémique (28 %).

5. Saint-Barthélemy.



Saint-Barthélemy est un quartier du 14^{ème} arrondissement de Marseille.

Saint-Barthélemy est un quartier sensible et animé de la commune de Marseille. Les habitants sont en majorité des personnes en difficultés d'emploi. Ils sont très jeunes, locataires de leur logement (81 %) et ont des très petits revenus. Il y a de très nombreux HLM (60 %). Le chômage est endémique (33 %).

Il est après Sainte-Marguerite le deuxième quartier le plus peuplé de la ville. Saint-Barthélemy se trouve en bordure du centre de la commune. Son relief est varié, alternant plaines et petites collines. Aucun cours d'eau n'irrigue cette zone mais de petites sources donnaient lieu autrefois à une activité agricole. Dans certaines petites zones vertes préservées, il était encore possible d'observer quelques chevreuils en semi-liberté.

Au niveau urbanistique, Saint-Barthélemy est une zone d'habitat varié alternant pavillons, maisons de ville et habitat collectif (social et de standing). Par ailleurs une partie notable du paysage urbain est marqué par un héritage industriel et par la présence de friches. Le quartier en lui-même s'est développé autour de la gare de Saint-Barthélemy (à 3 km de Marseille Saint-Charles), ouverte le 15 janvier 1848 par la Compagnie du chemin de fer d'Avignon à Marseille. Elle est située sur la ligne Avignon - Marseille. Les voies seront électrifiées le 22 juin 1962 (source Wiki Trains).

Le quartier de Saint-Barthélemy peut être divisé en deux zones séparées par le tracé de la voie ferrée d'Aix en Provence :

- Le centre village

Il s'agit de la partie historique du quartier qui s'est développée après la création de la gare de Saint-Barthélemy qui reliait le village à la gare Saint-Charles. Le village est composé de petites maisons de ville de style marseillais traditionnel.

Autrefois très commerçant, le centre village a perdu tout dynamisme commercial dans les années 1980 à la suite de la concurrence d'un centre commercial proche. Les commerces en rez-de-chaussée ont alors été intégrés aux habitations. Malgré la proximité de grands axes de transports, l'atmosphère villageoise des lieux a été, en grande partie, préservée.

Il convient de noter que, dans le cadre de la pénurie de terrains constructibles, la mairie de Marseille a décidé d'urbaniser les terrains situés à proximité du village à partir de 2004 ; ainsi ont été créées les copropriétés de standing des Lavandins, du Parc de la Vigie et du Parc des Impressionnistes. Le quartier tend donc à se densifier fortement, cette évolution conduisant à la disparition de nombreux espaces verts ou agricole jusqu'alors préservés (alors même que tous ces terrains se trouvaient en bordure de centre ville). Les axes de circulation n'ont cependant pas été redimensionnés pérennisant l'ancien réseau rural sans adaptation.

En 2007, la gare de Saint-Barthélemy, dont l'activité était devenue quasi nulle faute de desserte, a été détruite dans le cadre de la création de voies destinées à accueillir le train express régional Aix-Marseille. Ces travaux considérables ont fortement modifié l'apparence du village ; le pont de pierre de taille de belle qualité qui surmontait le quartier a été détruit et remplacé par un ouvrage métallique. À l'occasion de ces travaux, plusieurs maisons situées près de la gare ont été abattues et l'accès du quartier n'a désormais plus rien à voir avec celui que l'on peut observer sur certaines cartes postales anciennes.

- Les cités de Saint-Barthélemy

Cette zone, dont la population est très jeune, a été très fortement urbanisée au XX^e siècle.

Les industries (savonneries) furent les premières à s'installer dans ce secteur situé à l'ouest des voies ferrées de la SNCF. Sous l'influence de Gaston Defferre, maire de Marseille, les terrains agricoles ont été urbanisés afin de créer une zone commerciale, un espace urbain collectif (secteur de la Poste) et de nombreuses unités d'habitat collectif social. La quasi-totalité des services publics sont implantés dans cette zone qui regroupe la majorité de la population de Saint-Barthélemy.

Ce secteur, très populaire dès l'origine, tend cependant à évoluer progressivement.

6. Saint-Joseph.



Saint-Joseph est un quartier du 14^{ème} arrondissement de Marseille.

C'est dans ce quartier que se trouve la mairie du VII^{ème} secteur de Marseille, réunissant le 13^{ème} et le 14^{ème} arrondissement de la ville.

Saint-Joseph est un quartier sensible. Les habitants sont en majorité des personnes en difficultés d'emploi. Ils sont jeunes, plutôt locataires de leur logement (53 %) et ont des petits revenus. Le chômage est endémique (28 %).

7. Sainte-Marthe.



Sainte-Marthe est un quartier du 14^{ème} arrondissement de Marseille.

Ste-Marthe est un quartier dont les habitants sont en majorité des familles. Ils sont plutôt propriétaires de leur logement (61 %) et ont des revenus moyens.

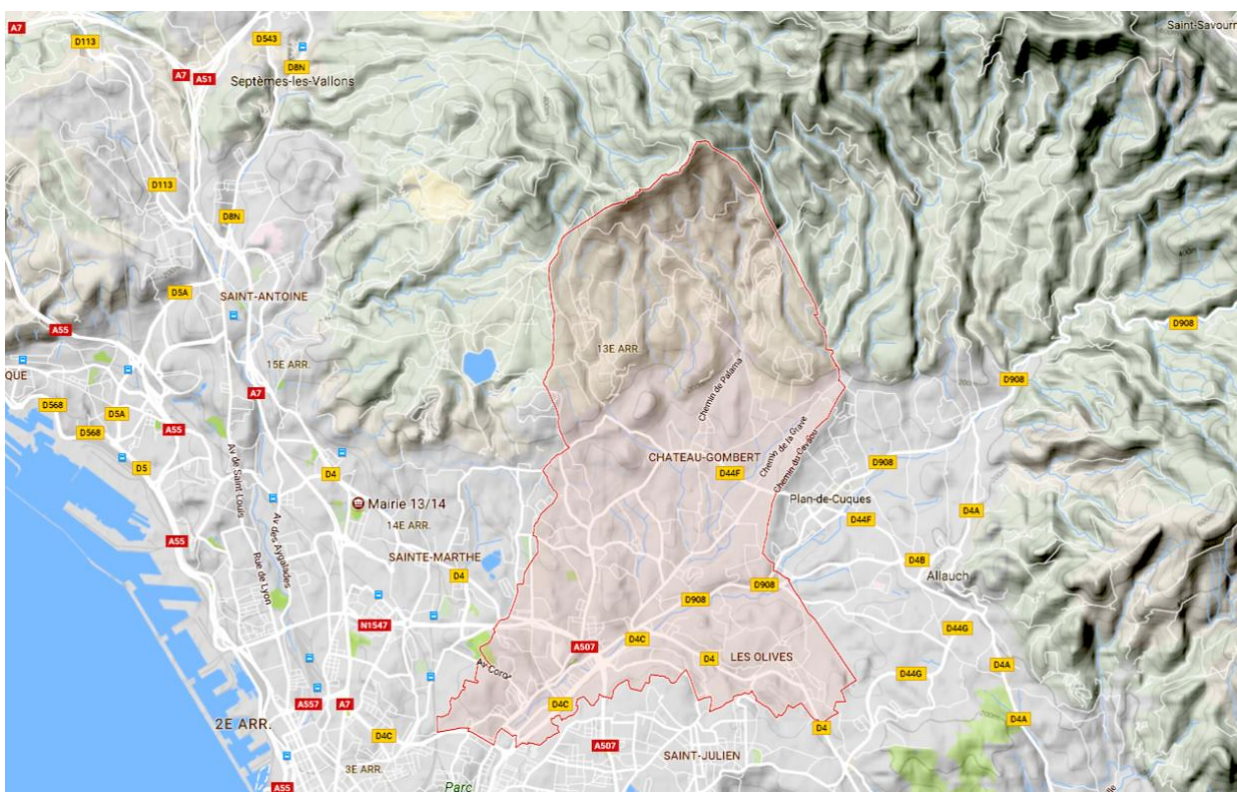
Le quartier tient son nom du petit village de Sainte-Marthe, établi au pied des petites collines bordant au sud-ouest le massif de l'Étoile. Ce village est lui-même ainsi nommé parce qu'une tradition locale rapporte que la sainte aurait fait étape dans les parages sur le chemin de la Sainte-Baume, et aurait bu à une fontaine dont l'emplacement est préservé.

Ce village est traversé par la voie ferrée d'Aix à Marseille, construite en 1877. À l'origine, un passage à niveau situé contre la gare assurait la continuité entre les deux parties du village, mais sa suppression dans les années 1970 a accentué la coupure.

Le quartier actuel associe au village : au sud-ouest un camp militaire, au sud-est un ensemble d'immeubles HLM jouxtant le complexe urbain de la Busserine, au nord un large espace récemment encore assez sauvage où subsistent quelques exploitations agricoles mais de plus en plus urbanisé sous forme de lotissements et de villas, jusqu'au-delà du canal de Marseille qui délimite approximativement la zone urbaine.

3. Géographie - Topographie - Surface et densité de population.

- Le 13^{ème} arrondissement de Marseille s'étend sur 28,080 km² et compte 90 022 habitants, soit une densité de population de 3 206 habitants par km².
Cet arrondissement est situé dans les quartiers nord de la ville. C'est l'arrondissement le plus peuplé avec ses 90 022 habitants. Il fait partie du septième secteur de Marseille, et comprend 11 quartiers.



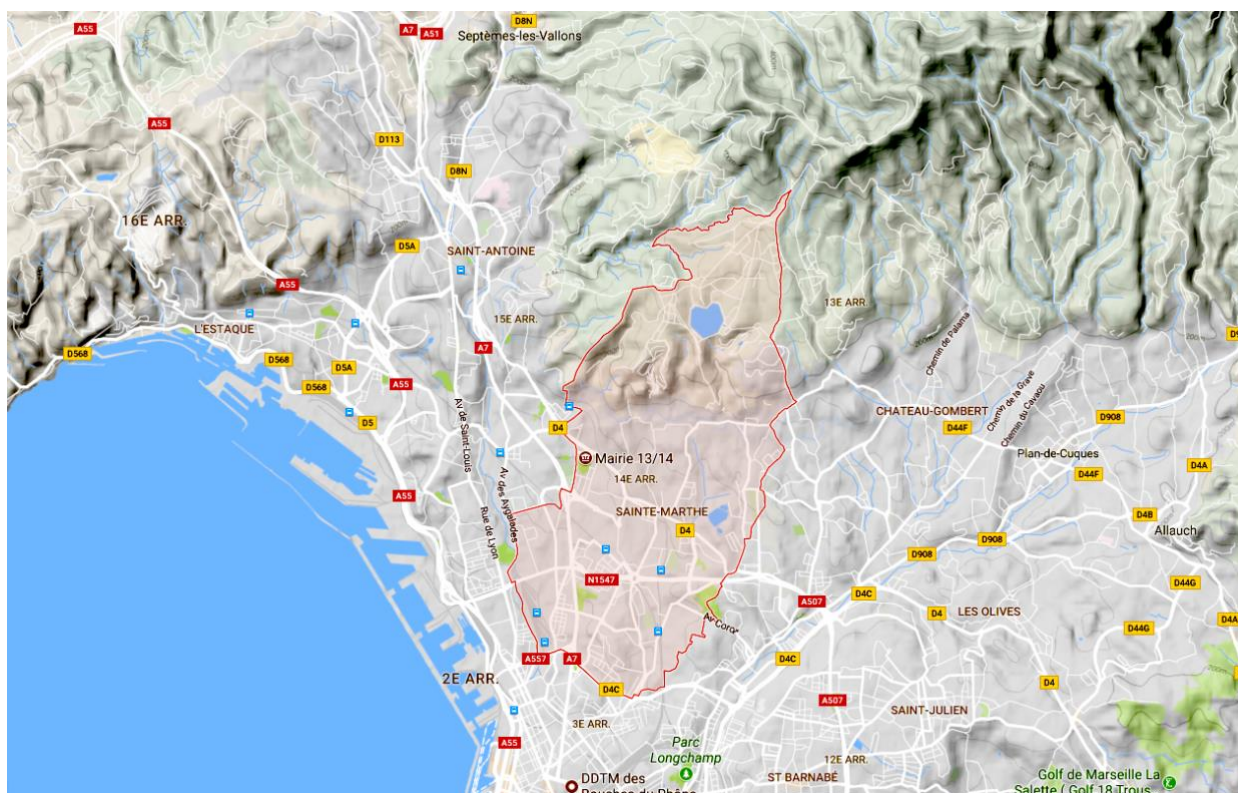
Étendu sur les contreforts de la barrière calcaire qui délimite le territoire du nord-est marseillais, cet imposant massif inhabité de l'Étoile qui culmine à 652 mètres, le 13^{ème} arrondissement s'étend au sud jusqu'aux quartiers Les Olives, La Croix-Rouge et Saint-Just. Ses quartiers forment une ceinture mi-rurale mi-urbaine des plus originales. Bien que très diversifié entre les grands ensembles de La Rose ou Malpassé et les zones résidentielles des Médecins, des Mourets ou encore de Palama, ce secteur reste très attaché aux traditions provençales. L'arrondissement est résidentiel, mais abrite également un campus, des écoles et un hôpital :

l'université de Provence Aix-Marseille 1, l'école polytechnique universitaire de Marseille, l'école centrale de Marseille, le laboratoire d'astrophysique de Marseille, le centre de mathématiques et informatique (CMI) de l'université de Provence, l'institut de mécanique de Marseille, le CFA propreté PACA INHNI de Marseille, un des 9 en France métropolitaine et l'hôpital Laveran.

Château-Gombert se révèle être aussi l'un des fers de lance de l'économie métropolitaine grâce à son Technopôle. Dédié à la formation supérieure et l'accueil d'entreprises, plus de 4 000 salariés et 2 600 étudiants s'y rendent quotidiennement. Sans oublier le Campus Saint-Jérôme voisin qui forme les étudiants d'Aix-Marseille Université 1 à un large spectre de métiers des domaines de la chimie, du génie des procédés, de la métrologie et de l'optique, du génie électrique et de l'informatique industrielle.

- Le 14ème arrondissement de Marseille s'étend sur 16,393 km² et compte 60 949 habitants, soit une densité de population de 3 718 habitants par km².

Le 14e arrondissement de Marseille, l'un des seize arrondissements de Marseille, est situé dans les quartiers nord de la ville. Il fait partie du septième secteur de Marseille et comprend sept quartiers.

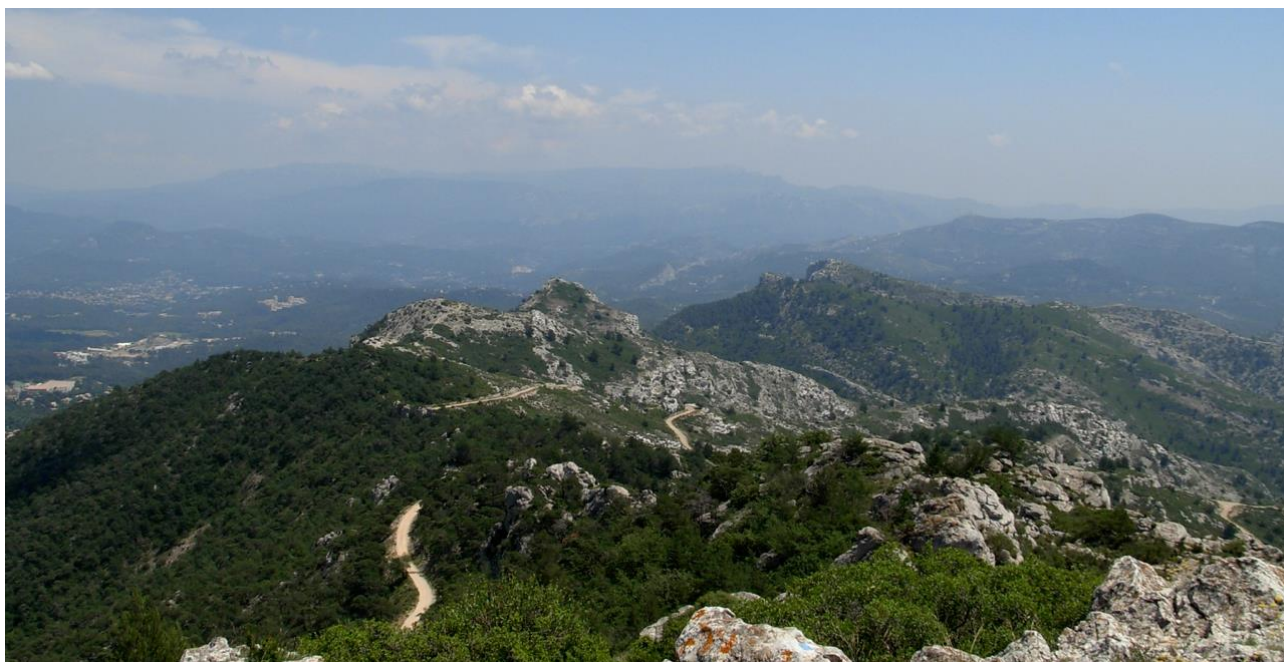


Visibles à des kilomètres pour peu qu'on prenne un peu de hauteur, les 17 hectares du réservoir du Vallon Dol, géré par la société du canal de Provence, est l'édifice le plus important du 14^{ème} arrondissement qui descend du pied de l'Étoile jusqu'aux abords du grand port de Marseille. Édifié sur le flanc sud du massif en 1973, cet équipement hydraulique est venu répondre aux besoins modernes de l'aire marseillaise via une nouvelle ressource, l'eau du Verdon, alors que la demande était jusque-là satisfaite par le seul canal de Marseille transportant l'eau de la Durance. Depuis plus de 40 ans désormais, 3 millions de m³ d'eau, soit deux fois la contenance du Vieux-Port, sont ici stockés avant d'être traités par le centre de production d'eau potable voisin. Qui assure 30 % de la consommation des Marseillais.

31. Identification de la ligne ville/forêt

Dans les Bouches-du-Rhône, le massif de l'Étoile forme une sorte de frontière naturelle de la région de Marseille au nord.

Les habitations des 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements de Marseille sont implantées jusqu'au pied de ce massif. Ses points culminants sont : à l'ouest le sommet de Grande-Étoile (altitude 590 mètres) et l'Étoile (652 mètres, point culminant de la commune de Marseille), à l'est la Tête du Grand-Puech (779 mètres, point culminant de la chaîne) et le mont Julien (647 mètres), tandis que le centre du massif est dominé par le Pilon du Roi (710 mètres).



Selon Frédéric Mistral, le nom *Mountagno de l'Estello* en provençal dont la traduction directe en français est « montagne de l'Étoile », proviendrait de l'orientation de ce massif par rapport à Marseille, au nord géographiquement de la cité phocéenne, et donc en direction de l'étoile polaire.

S'étalant d'ouest en est sur plus de 10 kilomètres, sa largeur maximale ne dépasse guère les 6 kilomètres. Il est limité à l'ouest par le couloir de Septèmes-les-Vallons, qui le sépare de la chaîne de l'Estaque, et au sud-est par le vallon du Jarret, qui le sépare du massif du Garlaban.

La chaîne de l'Étoile est un massif principalement composé de calcaires. Avec le massif du Garlaban, ils recèlent des ressources minérales qui ont très longtemps été exploitées par l'homme : le calcaire pour la chaux, le silex pour la chasse, le charbon, la bauxite et le gypse.

L'opposition de l'adret et de l'ubac est remarquable du point de vue de la végétation. L'adret aride est recouvert de garrigue et des restes d'une forêt de pin d'Alep rescapés de l'incendie de 1997 qui a ravagé 3 500 ha. L'ubac plus humide présente encore de belles forêts de pins d'Alep et de chênes vert. Entre Mimet et Cadolive à partir de 450 mètres, une belle forêt de pin sylvestre, la plus méridionale du Sud-Est de la France. Le site est composé essentiellement de maquis et garrigues (57 %), de forêts non résineuses (25 %), de pelouses sèches (10 %), de forêts de résineux (5 %), de rochers intérieurs et d'éboulis rocheux (3 %). La faune est assez pauvre : sangliers, lapins, renards, lièvres, quelques oiseaux.

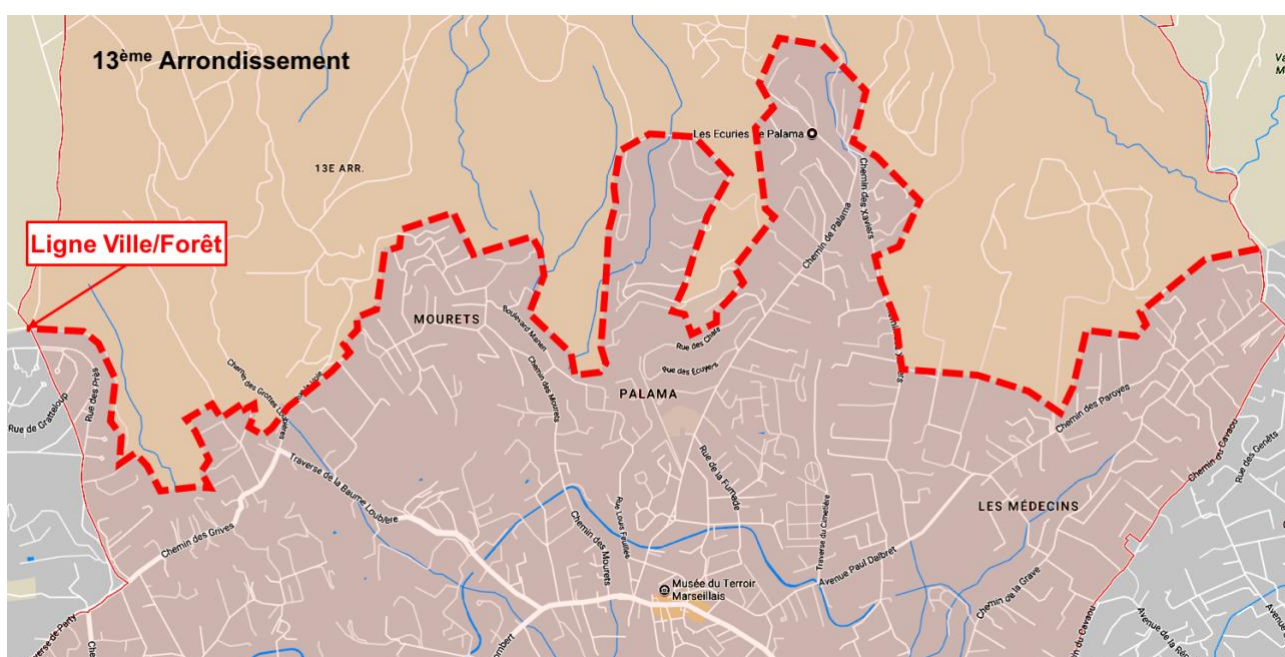


Le massif est partagé entre 7 communes qui l'entourent :

- à l'ouest, Septèmes-les-Vallons, d'où partent plusieurs chemins vers le sommet de Grande Étoile ;
- au nord, Simiane-Collongue et Mimet, niché sous le Baou Traouqua (littéralement falaise percée), et dont part l'unique route permettant aux véhicules d'accéder à la ligne de crête (au col Sainte-Anne) ;
- à l'est, Saint-Savournin et Cadolive, surplombés par les hautes falaises du Grand Puech et du mont Julien ;
- au sud, la commune d'Allauch, et les quartiers nord de Marseille (Les Médecins, Palama, Les Mourets, Château-Gombert, Le Merlan, Sainte-Marthe, Saint Joseph), d'où partent de nombreux chemins ou sentiers vers chacun des sommets de la chaîne.

Bien qu'enserré de toutes parts par les villes et villages qui l'entourent, le massif de l'Étoile ne contient quasiment aucun habitat. Il a longtemps été un espace de pâture pour les troupeaux, ainsi qu'une ressource en bois.

• Ligne ville/forêt : 13^{ème} arrondissement



- **Ligne ville/forêt : 14^{ème} arrondissement**



32. Accès aux arrondissements - quartiers.

- **13^{ème} arrondissement.**

1. Quartier Château-Gombert.

- Métro : Ligne M1 - Station *La Rose*

2. Quartier La Croix-Rouge.

- Bus RTM : Lignes 1 - 1S - 2 - 11 - 15 -142 - 143 - 144 - 145.

3. Quartier La Rose.

- Bus RTM : Lignes 1 - 1S - 2 - 3 - 4 - 4B - 5 - 6 - 11 - 27 - 39 - 42 - 42T - 142 - 143 - 144 - 145 - B3 - B3B.
- Métro : Ligne M1 - Stations *La Rose* et *Frais Vallon*.
- RD 4 : Transversale, relie les quartiers Nord et Est : *Saint-Louis* - *Saint-Joseph* - *Le Merlan* - *La Rose* - *La Valentine*.

4. Quartier Les Médecins.

- Bus RTM : Lignes 1 - 15.

5. Quartier Les Mourets.

- Bus RTM : Lignes 7 - 37S.

6. Quartier Les Olives.

- Bus RTM : Lignes 2 - 4 - 4B - 6 - 39.

7. Quartier Malpassé.

- Bus RTM : Lignes B3A - 27 - 32 - 33 - 34 - 37 - 37S - 38 - 42 - 42T - 533 - B3.
- Métro : Ligne M1 - Stations *Malpassé* et *Frais Vallon*.

8. Quartier Palama.

- Bus RTM : Lignes 1 - 1S.

9. Quartier Saint-Jérôme.

- Bus RTM : Lignes B3A - 3 - 27 - 32 - 33 - 34 - 37 - 37S - 533 - B3.

10. Quartier Saint-Just.

- Bus RTM : Lignes 32 - 38 - 42 - 42T - 53 - 81.
- Métro : Ligne M1- Stations *Saint-Just* et *Hôtel du Département*.

11. Quartier Saint-Mitre.

- Bus RTM : Lignes 3 - 5 - 11 - 37 - 37S - 42 - 42T.

• **14^{ème} arrondissement.**

1. Quartier Bon Secours.

- Bus RTM : Lignes 28 - 31 - 32 - 33 - 34 - 89 - 530 - 533.

2. Quartier Le Canet.

- Bus RTM : Lignes 28 - 38 - 70 - 72 - 89 - 530 - 535.
- Métro : Ligne M2 - Stations *Bougainville* et *Capitaine Gèze*.
- Autoroute A7 « Autoroute du Soleil » : Traverse le quartier dans l'axe Nord-Sud.
- Autoroute A 557 : Traverse le quartier dans l'axe Est-Ouest en limite Sud du quartier.
- Voie ferrée : En limite Ouest avec le quartier Les Crottes (15^{ème} arrondissement).

3. Quartier Le Merlan.

- Bus RTM : Lignes 27 - 32 - 33 - 34 - 37 - 37S - 38 - 53 - 533 - B3 - B3A.
- Autoroute A507 : Connue comme Rocade L2, en cours d'achèvement.
- RD 4 : Transversale, relie les quartiers Nord et Est : *Saint-Louis* - *Saint-Joseph* - *Le Merlan* - *La Rose* - *La Valentine*.

4. Quartier Les Arnavaux.

- Bus RTM : Lignes 28 - 30 - 31 - 33 - 38 - 89 - 530 - 535.
- Autoroute A7 « Autoroute du Soleil » : Traverse le quartier dans le sens Nord-Sud.
- RN 1547

5. Quartier Saint-Barthélemy.

- Bus RTM : Lignes 27 - 28 - 31 - 32 - 33 - 34 - 38 - 53 - 530 - 533.
- TER Marseille Saint-Charles - Aix en Provence - Pertuis : gare de Picon-Busserine.
- Autoroute A507 : Connue comme Rocade L2, en cours d'achèvement.
- RN 1547.

6. Quartier Saint-Joseph.

- Bus RTM : Lignes 27 - 28 - 31 - 38 - 530.
- TER Marseille Saint-Charles - Aix en Provence - Pertuis : gare de Saint-Joseph-le-Castellas.
- RD 4 : Transversale, relie les quartiers Nord et Est : *Saint-Louis - Saint-Joseph - Le Merlan - La Rose - La Valentine.*

7. Quartier Sainte-Marthe.

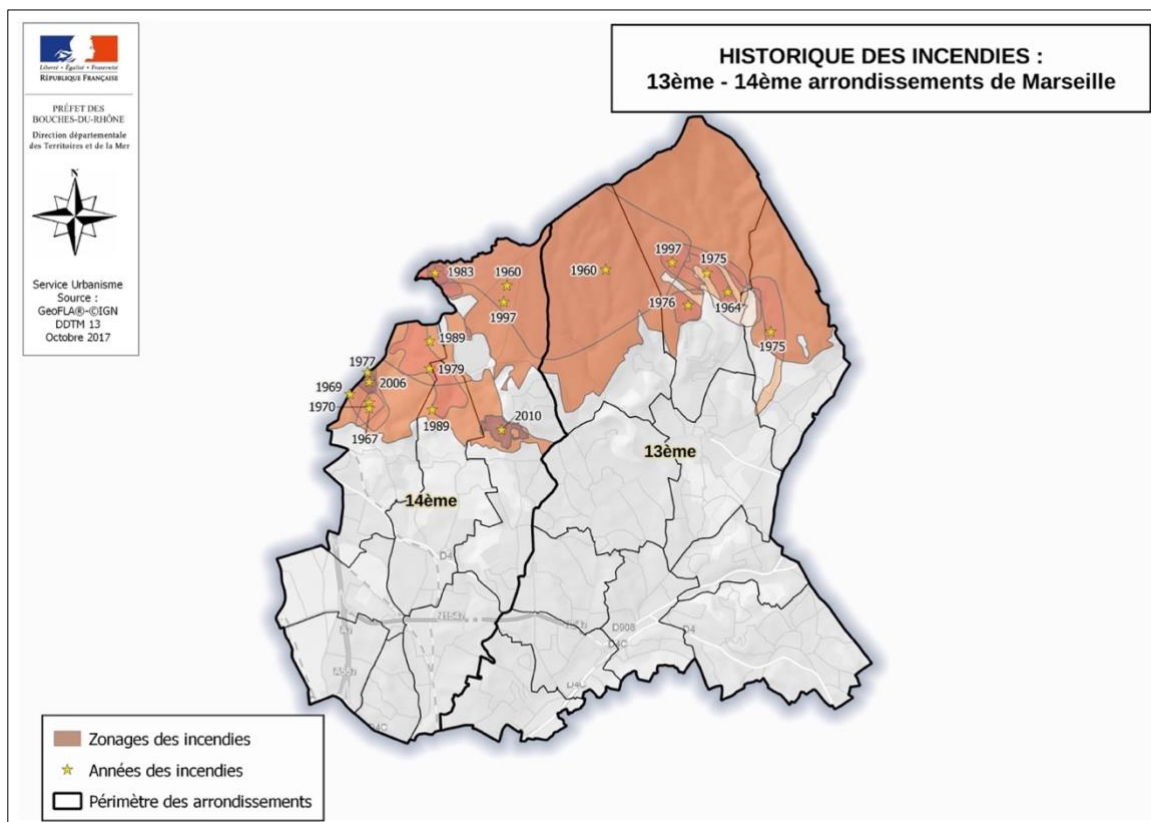
- Bus RTM : Lignes 27 - 28 - 31 - 33 - 38 - 530.
- TER Marseille Saint-Charles - Aix en Provence - Pertuis : gare de Sainte-Marthe-en-Provence.
- RD 4 : Transversale, relie les quartiers Nord et Est : *Saint-Louis - Saint-Joseph - Le Merlan - La Rose - La Valentine.*
- Autoroute A507 : connue comme Rocade L2, en cours d'achèvement assurera désormais cette liaison.



Mairie du VII^{ème} secteur : 72, rue Paul Coxe 13014 Marseille.

4. Le risque d'incendie de forêt : 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements.

41. Historique des incendies : 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements.



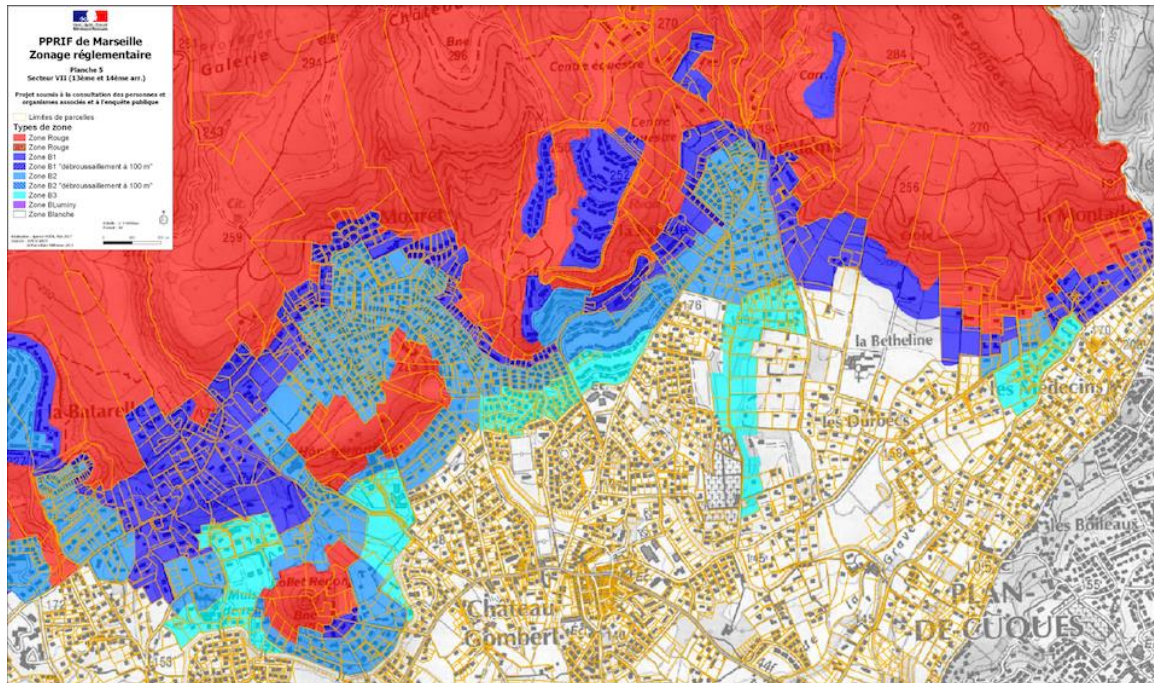
42. Le plan de zonage du PPRIF : 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements.

La méthode d'élaboration du plan de zonage basée sur le croisement automatique entre l'aléa, les enjeux et la défendabilité permet de construire une grille de croisement qui aboutit à un premier zonage brut.

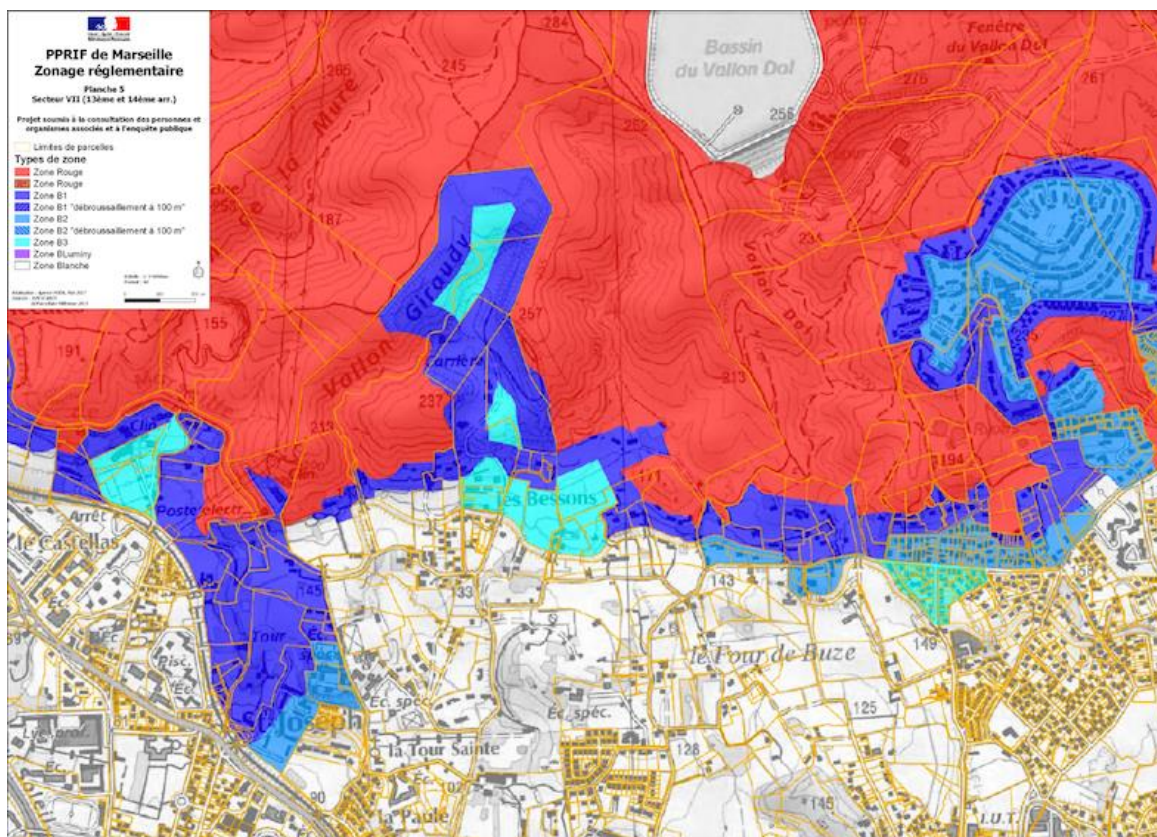
	ENJEUX	Zone déjà urbanisée ou avec projet d'urbanisation		Pas d'enjeux actuels (ou isolés) et pas de projets d'urbanisation	
	DÉFENDABILITÉ	NON DÉFENDABLE	DÉFENDABLE	NON DÉFENDABLE	DÉFENDABLE
A L É A S	EXCEPTIONNEL	R	R	R	R
	TRÈS FORT	R	R	R	R
	FORT	R	B1	R	R
	MOYEN	R	B2	R	B1
	FAIBLE	B3	B3	B3	B3
	TRÈS FAIBLE À NUL	NR	NR	NR	NR

Les échanges avec la commune permettent de recueillir des informations sur les aménagements prévus. Une expertise de terrain réalisée par les services de la commune et les services de secours permettent de prendre en compte les spécificités locales. Cette deuxième étape aboutit à la carte de zonage affiné.

- **Zonage du PPRIF : 13^{ème} arrondissement.**



- **Zonage du PPRIF : 14^{ème} arrondissement.**



43. Amélioration de la défendabilité : 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements.

Dans le rapport de présentation du Plan de Prévention des risques d'Incendie de Forêt (4^{ème} Partie), un certain nombre de mesures, d'amélioration de la défendabilité, sont déjà préconisés, en particulier dans le cadre des équipements de lutte contre les incendies de forêt à réaliser.

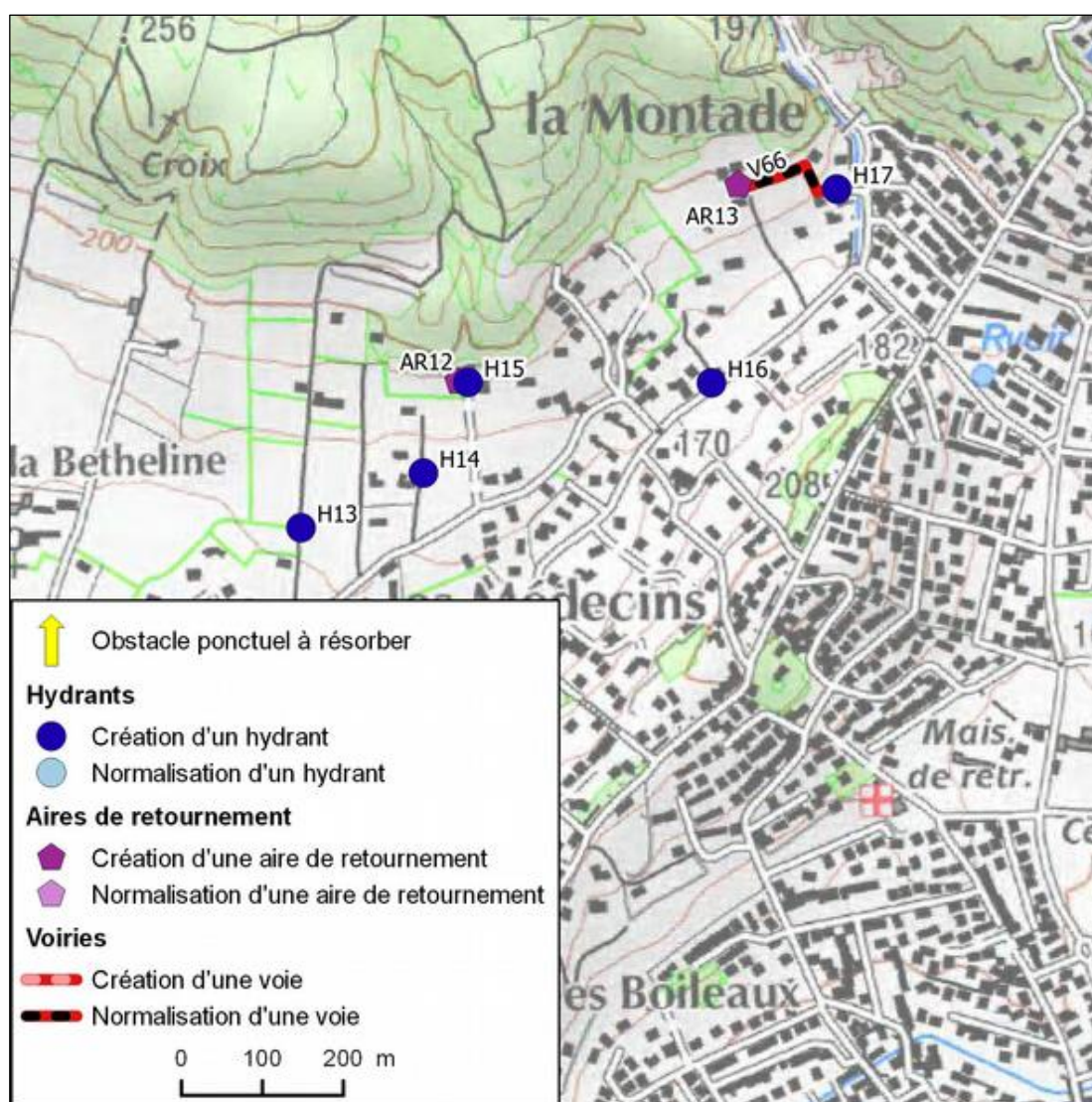
En vue d'améliorer la défendabilité générale des bâtiments et installations existants, les études de terrain ont permis de préconiser un certain nombre de travaux à effectuer

Les tracés des ouvrages à réaliser sont fournis à titre indicatif. Il est de la responsabilité de la personne publique ou privée, chargée de la création et de l'entretien de cet ouvrage, d'en définir le tracé le plus adapté au contexte local, en particulier topographique et foncier.

Les travaux arrêtés pour le VII^{ème} secteur de la ville de Marseille sont énumérés ci-dessous.

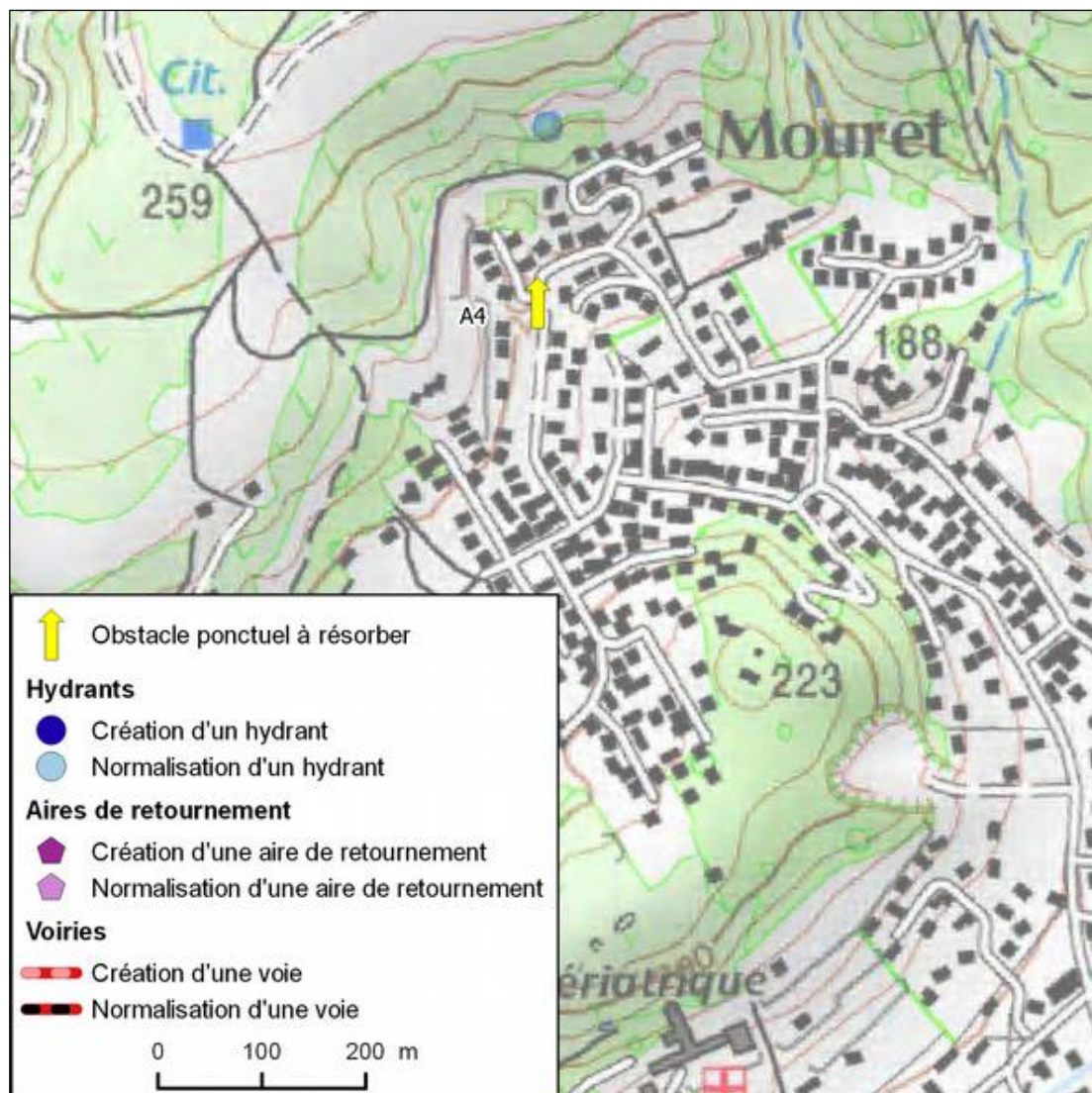
- **Amélioration de la défendabilité : 13^{ème} arrondissement.**

✓ **Quartier Les Médecins**



Carte des équipements de voirie et des hydrants à réaliser sur le quartier Les Médecins.

- ✓ Équipements de voirie :
 - Création d'une aire de retournement chemin des Paroyes (AR12).
 - Création d'une aire de retournement chemin de la Grave, en face du boulevard Léon Gambetta (AR13).
 - Normalisation de la voie V66.
- ✓ Hydrants :
 - Création de trois hydrants chemin des Paroyes (H13, H14 et H15).
 - Création d'un hydrant chemin de la Grave (H16).
 - Création d'un hydrant chemin de la Grave, en face du boulevard Léon Gambetta (H17).
- ✓ Rétablissement des accès : aucun
- ✓ Quartier Les Mourets

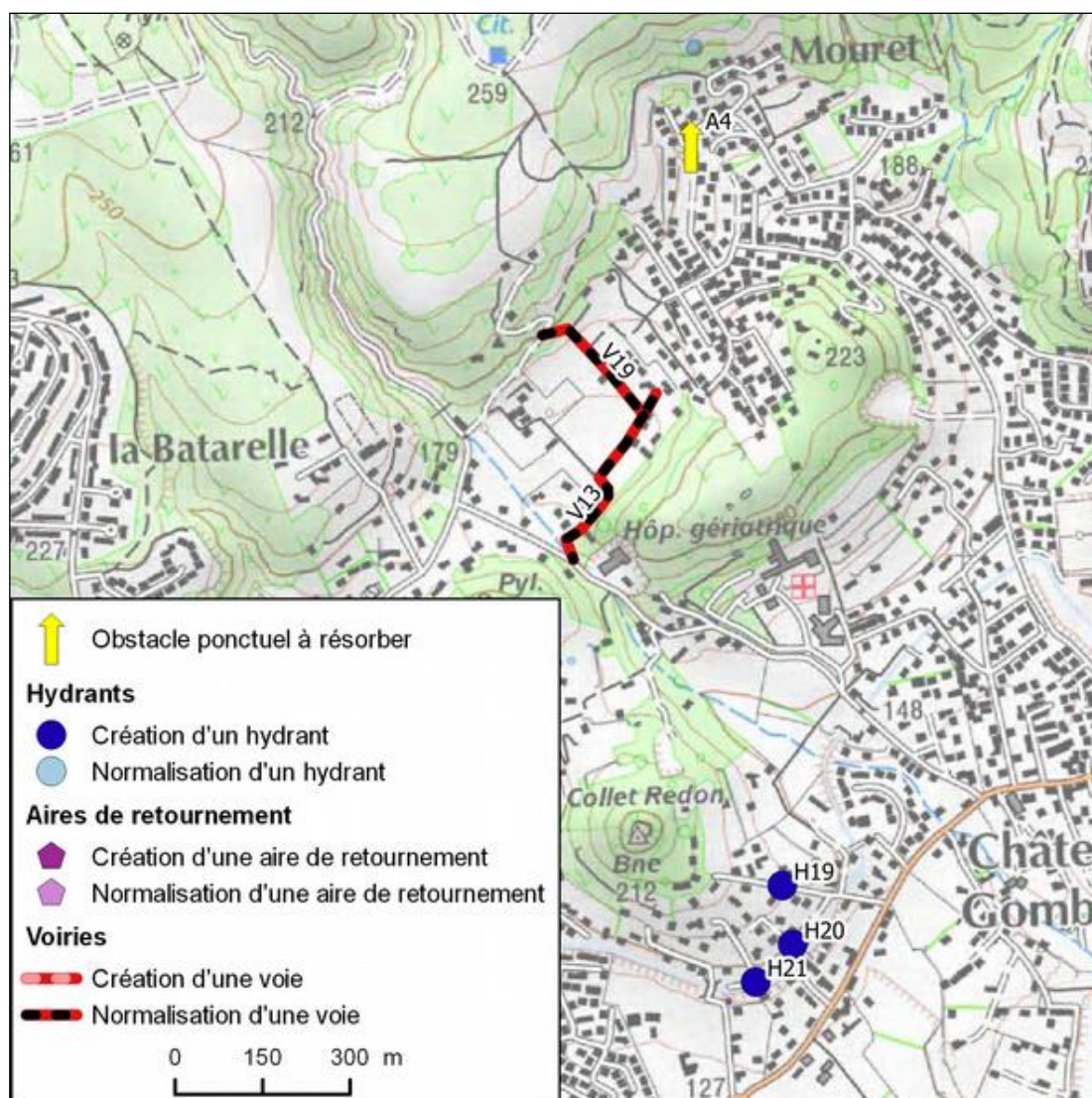


Carte des équipements de voirie et des hydrants à réaliser sur le quartier Les Mourets.

- ✓ Équipements de voirie :
 - Création d'un accès pompier dans le lotissement des Mourets entre l'impasse des Indépendants et les campagnes Mouret 2 (A4).
- ✓ Hydrants : aucun.
- ✓ Rétablissement des accès : aucun.

- **Amélioration de la défendabilité : 14^{ème} arrondissement.**

✓ **Quartier Château Gombert :**



Carte des équipements de voirie et des hydrants à réaliser sur le quartier Château Gombert.

✓ **Équipements de voirie :**

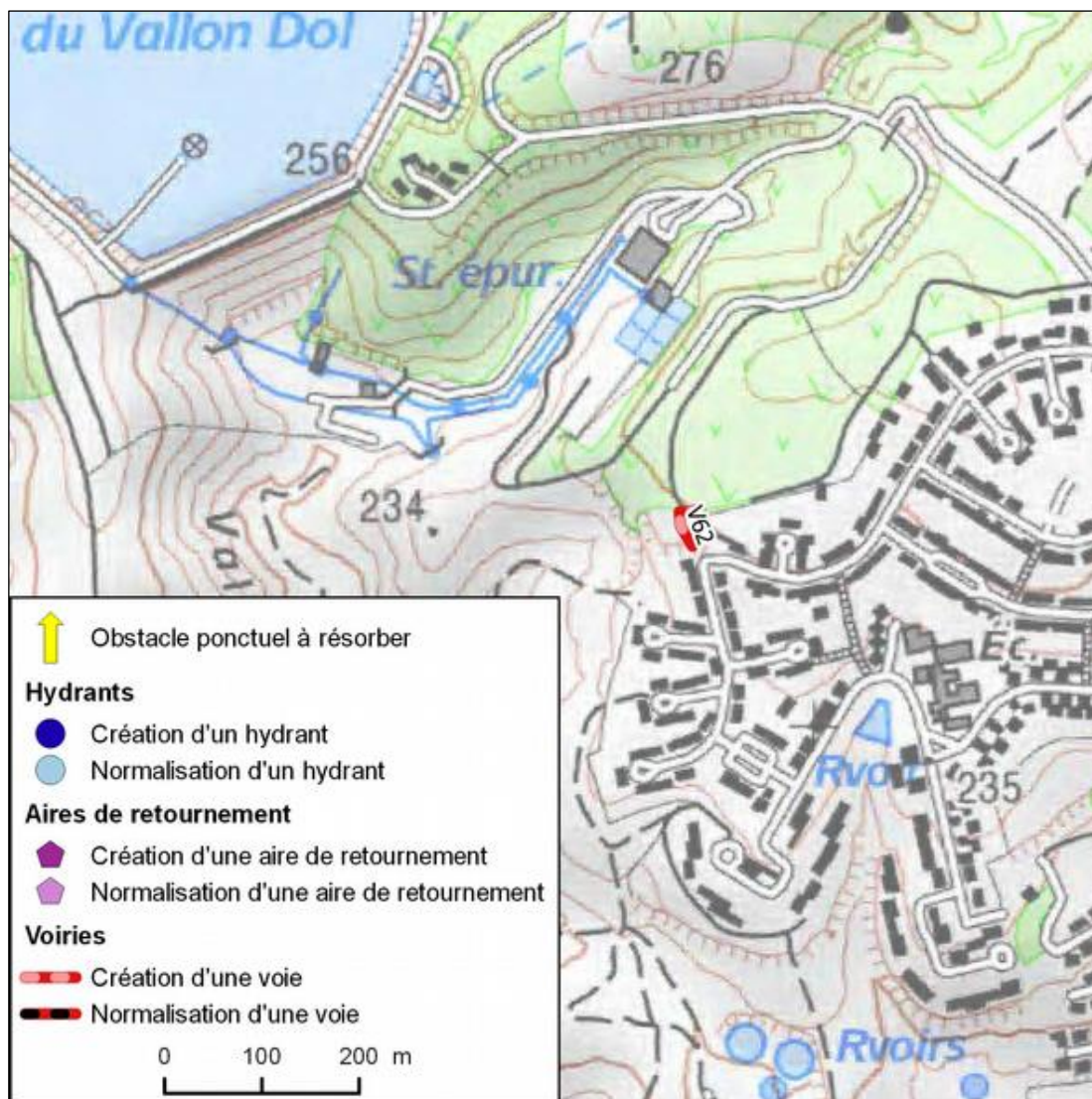
- Normalisation des voies V13 et V19 afin de relier le Chemin de Grotte Loubière au nord et la Traverse des Baumes Loubière au sud

✓ **Hydrants :**

- Création de deux hydrants Traverse Tastevin (H19 et H20).
- Création d'un hydrant Traverse Collet Redon (H21).

✓ **Rétablissement des accès :** aucun

✓ **Quartier Le Merlan :**

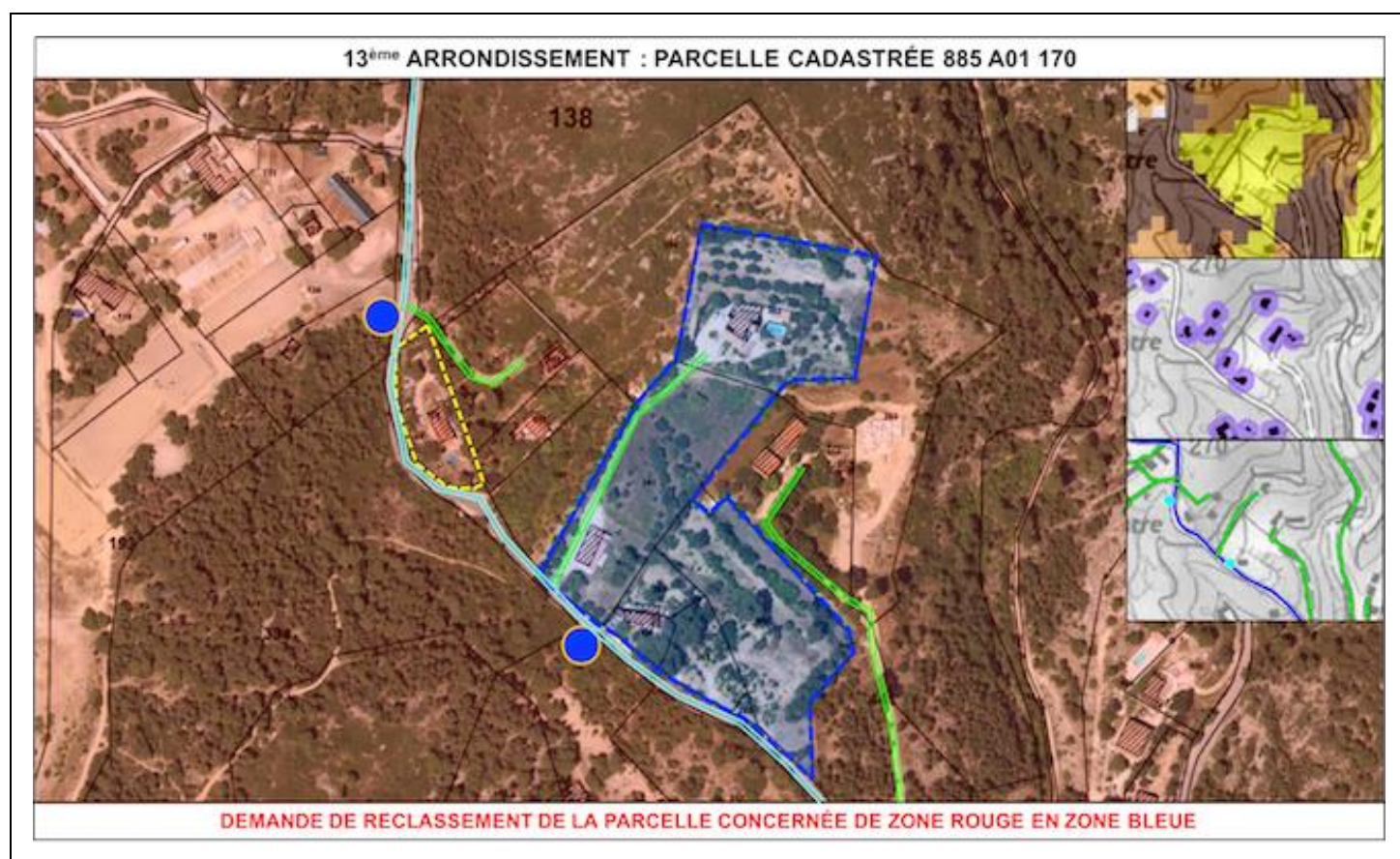


Carte des équipements de voirie et des hydrants à réaliser sur le quartier Le Merlan.

- ✓ **Équipements de voirie :**
 - Création d'une voie pour la voie existante au nord du quartier la Batarelle entre la rue de la Gardiette et la rue du Capelan (V62).
- ✓ **Hydrants :** aucun
- ✓ **Rétablissement des accès :** aucun

4. Analyse des dossiers de la mairie du VIIème secteur.

N°	DATE	ARR	MOYEN			IDENTITE DU DEMANDEUR	DEMANDE
			R	C	@		
701	02/11/17	13	X	X		M. et Mme Boris LECOMTE 210, chemin de Palama 13013 Marseille	<p>Demande de reclassement de la parcelle 885 A01 170 de zone rouge en zone bleue.</p> <p><u>Motifs invoqués</u> : desserte par un chemin de 5 mètres de large, une aire de retournement devant la maison et deux hydrants qui entourent la maison (l'un à 45 mètres et l'autre à 75 mètres).</p> <p>Un dossier a été déposé, il est joint au registre d'enquête.</p>



DOSSIER N° 701 : ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

La parcelle cadastrée 885 A01 170 est située en zone **d'aléa feux de forêt moyen**, la typologie du bâti est un **habitat groupé dense** et les moyens de protection sont optimaux (**voie simple d'au moins 3 mètres et 1 hydrant de part et d'autre de la parcelle et à moins de 200 mètres chacun**), elle est donc **défendable**.

Si je me réfère à la grille de croisement des données techniques (Rapport de Présentation du Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt - Page 73), **cette parcelle devrait être classée au minimum en zone bleue (B1) et même, en appliquant à la lettre la grille de croisement en zone bleue (B2)**. Ceci d'autant plus que les parcelles situées à l'Est (166, 262, 265, 380, 381, 382 et 383), avec les mêmes données (aléa, type d'habitat et protection) sont classées en zone bleue (B1).

Pour être cohérent, il faudrait d'ailleurs reclasser également de zone rouge en zone bleue les parcelles suivantes (167, 235, 236, 237, 387 et 388), voisines immédiates de la parcelle 885 A01 170.

Il est vrai que le secteur environnant la parcelle 885 A 170 est en aléa de niveau très fort et exceptionnel, mais c'est exactement le même environnement qui existe autour des parcelles 166, 262, 263, 265, 380, 381 et 382, dont la typologie du bâti et la défendabilité sont d'ailleurs également identiques. **Situation identique, mais zonages différents.**

RECOMMANDATION DU CE : **Modifier le zonage actuel et reclasser la parcelle 885 A01 170 en zone bleue (B1)**. Reclasser, par la même modification, les parcelles 167, 235, 236, 237, 387 et 388 également en zone bleue (B1).

A défaut de reclassement des parcelles ci-dessus identifiées, par souci de cohérence, il faudrait reclasser les parcelles 885 A01 166, 262, 263, 265, 380, 381 et 382 de zone bleue B1 en zone rouge.

DATE	16/01/2018	DOSSIER N° 701 : AVIS DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
<p>Le secteur environnant la parcelle 885 A 170 est en aléa de niveau très fort à exceptionnel.</p> <p>La parcelle est inscrite en rouge.</p> <p>Les parcelles plus à l'Est correspondent à un îlot bâti en aléa moyen. La défendabilité est bonne. Elles sont classées en zone B1.</p> <p>Le secteur environnant la parcelle 885 A 170 se situe plus au Nord que les parcelles 166, 262, 265, 380, 381, 382 et 383. L'aléa est calculé notamment avec la donnée du vent dominant (Mistral). Ainsi, la parcelle 885 A 170 est plus exposée que les parcelles plus au Sud Est.</p>		

DOSSIER N° 701 : AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

La parcelle située le plus au nord n'est pas la parcelle 885 A 170, mais la parcelle 885 A 382, de facto c'est donc elle qui est la plus exposée au vent dominant. De plus, les parcelles 882 A 166, 263, 265 et 381 sont soumises au sud-sud ouest de cette zone, tout comme la parcelle 885 A 170, à un aléa exceptionnel.

Donc, pour un même aléa, une même typologie du bâti, une même défendabilité et un même environnement immédiat en aléa très fort à exceptionnel ; les parcelles cadastrées 885 A01 166, 262, 263, 265, 380, 381 et 382 sont classées en zone bleue B1 et Les parcelles cadastrées 885 A01 167, **170**, 235, 236, 237, 387 et 388 sont classées en zone rouge.

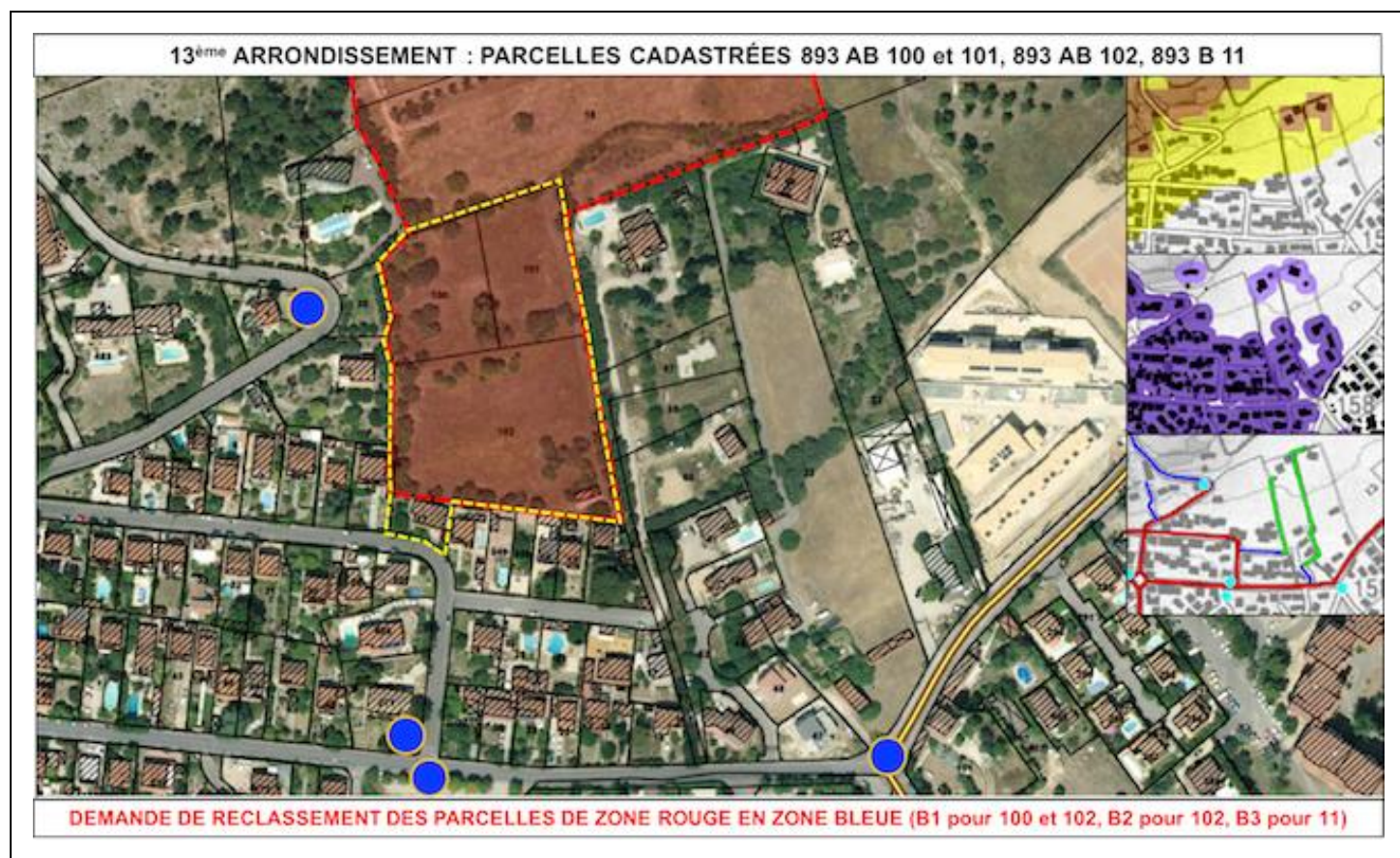
Situation identique, mais zonages différents.

Compte tenu des éléments de mon analyse ci-dessus et de l'avis de la DDTM :

JE RECOMMANDE : le reclassement de la parcelle cadastrée 882 A01 170 de zone rouge en zone bleue B1. Le même reclassement devrait être effectué pour les parcelles adjacentes : 882 A01 167, 235, 236, 237, 387 et 388.

A défaut de reclassement des parcelles ci-dessus identifiées, par souci de cohérence, il faudrait reclasser les parcelles 885 A01 166, 262, 263, 265, 380, 381 et 382 de zone bleue B1 en zone rouge.

N°	DATE	ARR	MOYEN			IDENTITE DU DEMANDEUR	DEMANDE
			R	C	@		
702	02/11/17	14	X	X		M. Robert MICHEL 160, impasse des Cerisiers 84210 Pernes les Fontaines	<p>Demande de reclassement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des parcelles 893 AB 100 et 101 de zone rouge en zone bleue (B1) ; - De la parcelle 893 AB 102 de zone rouge en zone bleue (B2) ; - De la parcelle 893 B 11 de zone bleue (B1) en zone bleue (B3). <p><u>Motifs invoqués</u> : Ces parcelles font l'objet d'un projet d'urbanisation soutenu par la ville de Marseille. Une demande de certificat d'urbanisme opérationnel pour 13 lots a été déposé le 1^{er} août 2017 et fait l'objet d'un certificat d'urbanisme tacite depuis le 1^{er} octobre 2017.</p> <p>Un dossier a été déposé, il est joint au registre d'enquête.</p> <p>Le 30/11/17, madame Martine LILLO est venue déposer le certificat d'urbanisme n° CU 013055 17 02061P0. Celui-ci a été joint au dossier existant.</p>



DOSSIER N° 702 : ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Les parcelles cadastrées 893 AB 100, 101 et 102 sont situées en zone **d'aléa feux de forêt moyen**, ces parcelles ne sont pas bâties pour l'instant, mais un **projet d'urbanisation est en cours** et une demande de certificat d'urbanisme a été déposé à la mairie de Marseille. Les moyens de protection existent car l'accès situé à l'Est des parcelles est maintenant ouvert en permanence et un accès a été aménagé sur la parcelle 893 B 11. Cet accès dispose des moyens (dispositif permettant le déverrouillage des portails et barrières) prévus par l'article G2.17 du règlement du Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt. Un hydrant existe à moins de 200 mètres de ces parcelles. Elles sont donc **défendables**. Si je me réfère à la grille de croisement des données techniques (Rapport de Présentation du Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt - Page 73), **ces parcelles devraient être classée au minimum en zone bleue (B1) et même, en appliquant à la lettre la grille de croisement en zone bleue (B2)**. Ceci d'autant plus que les parcelles situées à l'Est avec les mêmes données (aléa, type d'habitat et protection) sont classées en zone bleue (B1). Quatre parcelles voisines (19,22,23 et 56) sont classées également en zone bleue (B1) avec le même type d'habitat et une protection identique mais avec un aléa supérieur (très fort).

La parcelle 893 B 11 est en zone bleue (B1) est en se référant à la grille de croisement des données techniques elle pourrait être classée en zone bleue B2 et même éventuellement B3.

Le dossier n° DCP05517M070 de la **concertation publique** a reconnu pour ces parcelles un **aléa moyen et une bonne défendabilité** tout en maintenant le **zonage rouge**.

Je souligne que monsieur Robert MICHEL dispose, conformément aux termes de l'article G2.3 du règlement du PPRIF, d'un projet autorisé à la date d'approbation.

RECOMMANDATION DU CE : **Modifier le zonage actuel et reclasser les parcelles 893 AB 100, 101 et 102 en zone bleue (B1) et la parcelle 893 B 11 en zone bleue (B2).** Pour être cohérent, il faudrait également reclasser en zone bleue B2 les parcelles cadastrées 893 B 12, 549, 550, 14, 15, 16, 60 et 51.

DATE	16/01/2018	DOSSIER N° 702 : AVIS DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
<p>Voir le dossier suivant de la concertation publique : DCP05517M070</p> <p>Voir l'observation n° 6 de la Ville de Marseille à la consultation des POA : demande de déclassement en bleu.</p> <p>Concernant les parcelles 893 AB 100,101 et 102 : cette remarque de la commission d'enquête confirme la demande de la ville de Marseille (consultation POA). Cette remarque permettra à la DDTM la prise de contact avec les services de la ville de Marseille pour connaître la décision de l'instruction de l'autorisation d'urbanisme récemment déposée et réaliser une nouvelle expertise du risque (prise en compte d'enjeux récents). Cette nouvelle analyse pourrait entraîner un déclassement du zonage de rouge à bleu.</p> <p>Concernant la parcelle 893 B 11 : lors de la visite terrain, le bureau d'étude a expertisé une plus forte exposition à l'aléa (aléa fort) car la parcelle est en première ligne face au massif. Si la prise en compte des enjeux du projet des parcelles 893 AB 100,101 et 102 se confirme, la parcelle 893 B 11 ainsi que celles plus à l'Est ne seront plus en lisière de forêt.</p> <p>Une nouvelle expertise du risque sera réalisée.</p>		

DOSSIER N° 702 : AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

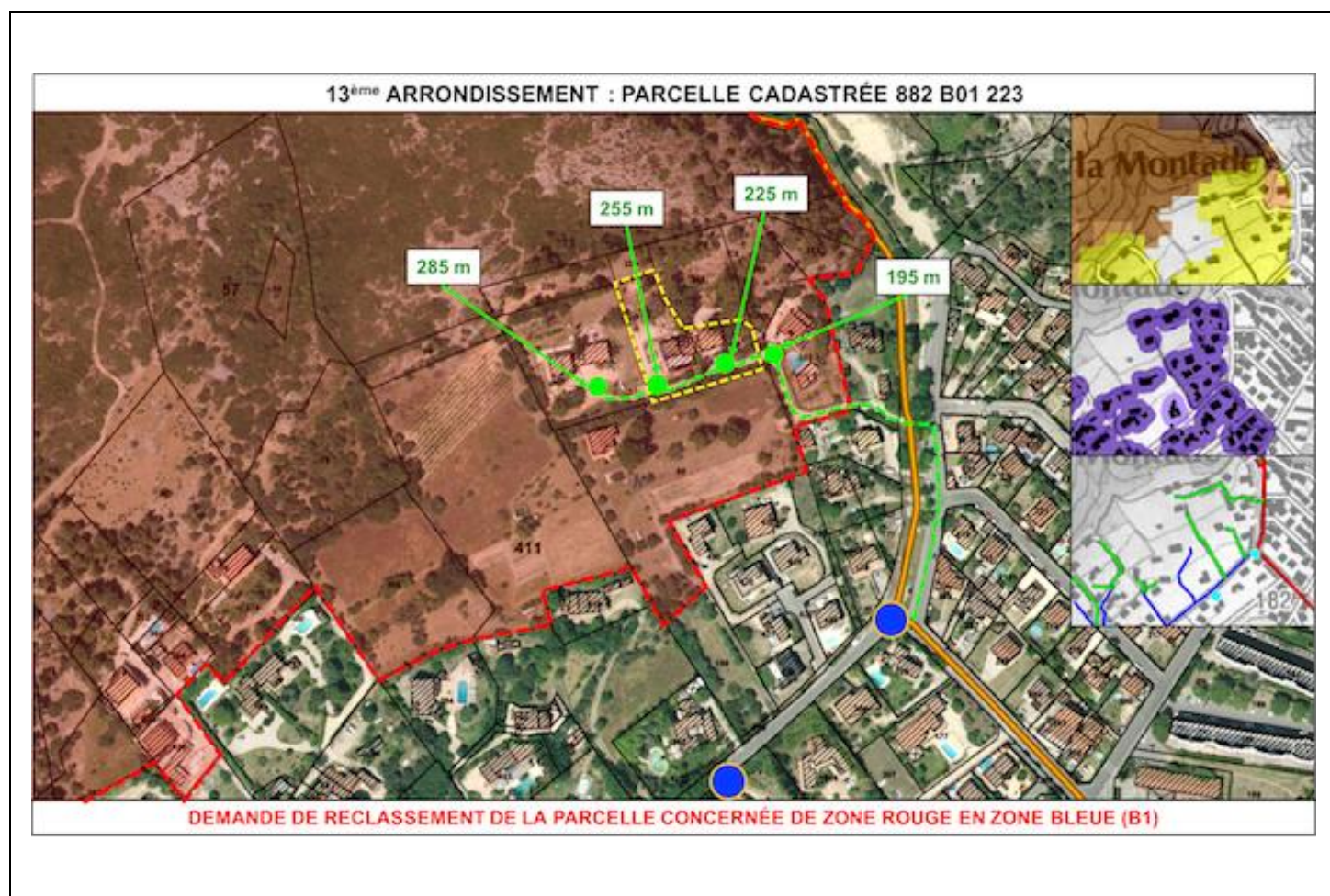
Les parcelles cadastrées 893 AB 100, 101 et 102 sont situées en zone d'aléa feux de forêt moyen, ces parcelles ne sont pas bâties pour l'instant mais monsieur Robert MICHEL dispose, conformément aux termes de l'article G2.3 du règlement du PPRIF, d'un projet d'urbanisation autorisé à la date d'approbation.

Si je me réfère à la grille de croisement des données techniques, ces parcelles devraient être classée au minimum en zone bleue B1.

Compte tenu des éléments de mon analyse ci-dessus et de l'avis de la DDTM :

JE RECOMMANDE : le reclassement des parcelles 893 AB 100, 101 et 102 en zone bleue (B1) et la parcelle 893 B 11 en zone bleue (B2). Pour être cohérent, il faudrait également reclasser en zone bleue B2 les parcelles cadastrées 893 B 12, 549, 550, 14, 15, 16, 60 et 51.

N°	DATE	ARR	MOYEN			IDENTITE DU DEMANDEUR	DEMANDE
			R	C	@		
703	02/11/17	13	X			M. Clément CIARLONE 233 chemin de la Grave 13013 Marseille	Demande de reclassement de la parcelle 882 A02 223 de zone rouge en zone bleue (B1). Première prise de contact, les éléments permettant de justifier cette demande seront fournis ultérieurement. Le 30/11/17, monsieur Clément CIARLONE dépose le dossier concernant cette parcelle. Celui-ci est joint au registre d'enquête.



DOSSIER N° 703 : ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

La parcelle cadastrée 882 A02 223 est située en zone **d'aléa feux de forêt moyen**, la typologie du bâti est un **habitat groupé dense**. Concernant les moyens de protection, **un hydrant existe mais à plus de 200 mètres** et **la voie d'accès est actuellement classée comme inexploitable pour l'engin de référence**. Cette parcelle est donc non défendable.

Si je me réfère à la grille de croisement des données techniques (Rapport de Présentation du Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt - Page 73), **cette parcelle, dans l'état actuel du dossier, doit rester classée en zone rouge**.

Les dossiers n° DCP05517M052, DCP05517C012 et DCP05517R006 de la **concertation publique** ont reconnu pour cette parcelle un **aléa moyen à fort et qu'elle était non défendable à cause d'une voie inaccessible et d'un déficit d'hydrant**. Le **zonage rouge** a été maintenu.

Dans le courrier du BMPM n° S1104/BMPM/EM/PVT/RINA/NP en date du 11 juillet 2017, il est stipulé qu'une modification du zonage nécessite : la création d'une aire de retournement, la normalisation de la voie (enrobé) et la création d'un hydrant H17. **Dans le dernier courrier reçu du BMPM (n° S1738/BMPM/EM/PVT/AEP/NP du 08/11/17), cette création d'hydrant n'est pas mentionnée.**

Dans le rapport de présentation du Plan de Prévention des risques d'Incendie de Forêt (4^{ème} Partie - Amélioration de la Défendabilité), un certain nombre de mesures sont déjà préconisées pour cette zone : la création d'une aire de retournement (AR13), la normalisation de cette voie (V66) et la création d'un hydrant (H17).

Il faut donc attendre que les travaux, préconisés ci-dessus et nécessaires à l'établissement de cette protection, soient réalisés.

RECOMMANDATION DU CE : Maintenir le zonage actuel. Ce zonage ne pourra être modifié qu'après l'exécution des travaux préconisés dans le rapport de présentation du PPRIF et qu'une nouvelle expertise du risque aura été réalisée.

DATE	16/01/2018	DOSSIER N° 703 : AVIS DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
<p>Voir les dossiers de concertation publique suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - DCP05517C012, DCP05517M052 et DCP05517R006 <p>En l'attente d'éléments nouveaux, le zonage est maintenu en l'état.</p>		

DOSSIER N° 703 : AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Cette parcelle est actuellement non défendable. Cette parcelle est donc classée en zone rouge.

Dans le rapport de présentation du Plan de Prévention des risques d'Incendie de Forêt (4^{ème} Partie - Amélioration de la Défendabilité), un certain nombre de mesures sont déjà préconisées pour cette zone : **la création d'une aire de retournement (AR13), la normalisation de cette voie (V66) et la création d'un hydrant (H17).**

Compte tenu des éléments de mon analyse ci-dessus et de l'avis de la DDTM :

J'APPROUVE : le maintien du zonage actuel. Celui-ci ne pourra être modifié qu'après l'exécution des travaux préconisés dans le rapport de présentation du PPRIF et qu'une nouvelle expertise du risque aura été réalisée.

N°	DATE	ARR	MOYEN			IDENTITE DU DEMANDEUR	DEMANDE
			R	C	@		
704	02/11/17	13	X			Association de Défense du Quartier des Médecins.	Première prise de contact pour une demande de reclassement de zone rouge en zone bleue (B1) des parcelles des adhérents de l'association. Les éléments permettant de justifier cette demande seront fournis ultérieurement.

DOSSIER N° 704 : ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Dans l'attente des éléments concernant cette demande de reclassement.

Aucun dossier n'a jamais été fourni par l'Association de Défense du Quartier des Médecins.

Demande sans objet.

DATE

16/01/2018

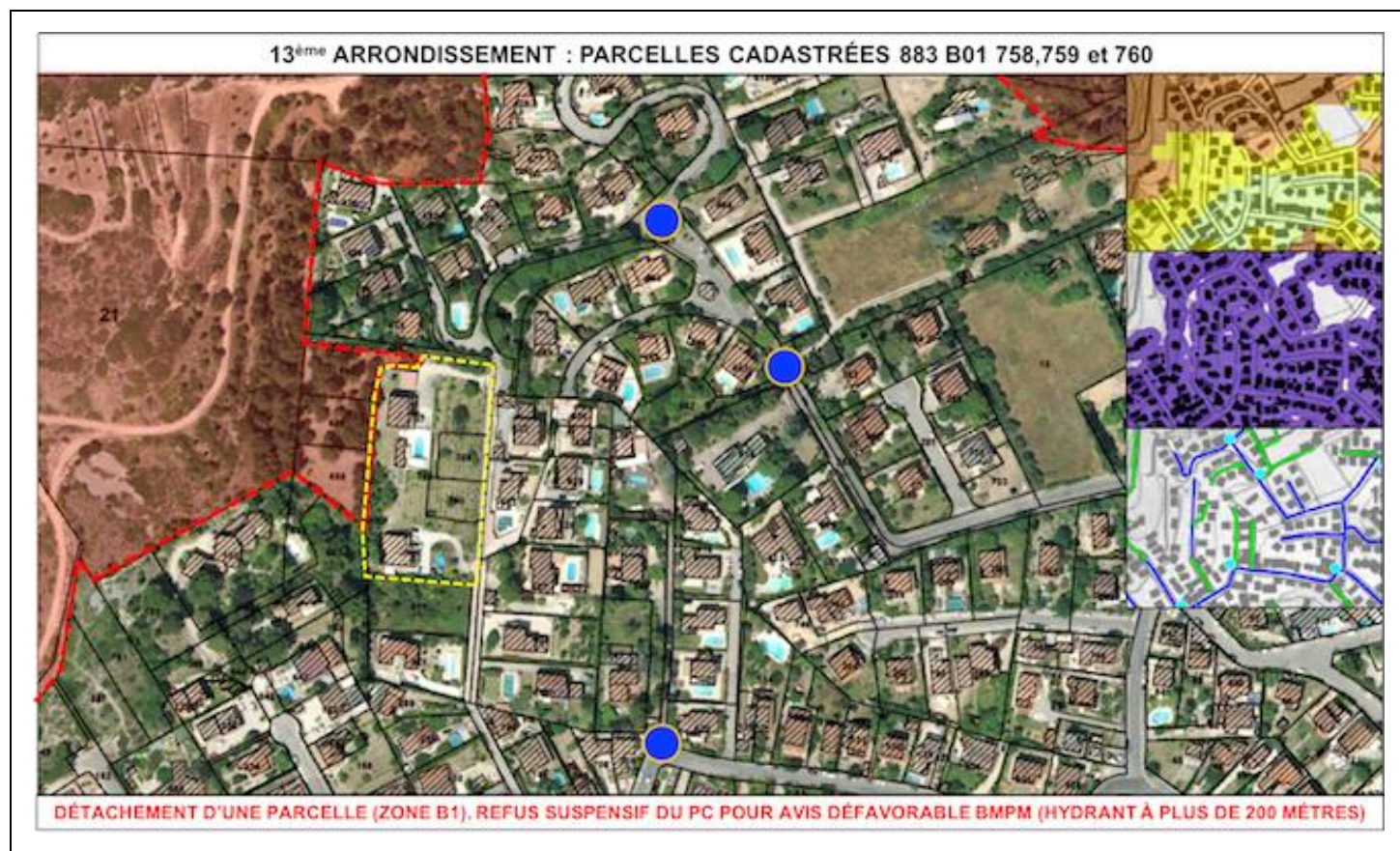
DOSSIER N° 704 : AVIS DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER

Sans observation.

DOSSIER N° 704 : AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Maintien du zonage actuel.

N°	DATE	ARR	MOYEN			IDENTITE DU DEMANDEUR	DEMANDE
			R	C	@		
705	02/11/17	13	X			M. et Mme Pierre CERRI 11, impasse des Indépendants 13013 Marseille	<p>Monsieur et madame CERRI ont cédé une parcelle de leur propriété à un tiers. Un compromis de vente a été signé.</p> <p>L'acquéreur n'a pas obtenu son permis de construire car le Bataillon des Marins Pompiers de Marseille a émis un avis défavorable.</p> <p><u>Les motifs invoqués sont les suivants</u> : absence d'hydrant à moins de 200 mètres et absence d'aire de retournement.</p> <p>Monsieur CERRI signale également que l'accès à la montée du Milou et à l'hydrant qui s'y trouve a été rendu impossible car le lotissement « Les campagnes Mouret 2 » a installé de manière unilatérale des plots de béton.</p>



ACCÈS UNIQUE ENTRE L'IMPASSE DES INDÉPENDANTS ET LA MONTÉE DU MILOU



La décision « Commune du Castellet n° 356571 du 26 février 2014 » du Conseil d'État stipule dans son arrêt à l'alinéa 4 :

« ... qu'il résulte par ailleurs des dispositions du code général des collectivités territoriales citées au point 3 que les services publics d'incendie et de secours sont, dans le cadre de leurs missions de protection et de secours, en droit d'intervenir sur tout le territoire de la commune, sans que puisse leur être opposé le caractère privé des voies qu'ils doivent emprunter ; que, dès lors, pour apprécier les possibilités d'accès de ces services au même terrain d'assiette, il appartient seulement à l'autorité compétente et au juge de s'assurer que les caractéristiques physiques d'une voie d'accès permettent l'intervention de leurs engins, la circonstance que cette voie ne serait pas ouverte à la circulation publique ou grevée d'une servitude de passage étant sans incidence ... »

DOSSIER N° 705 : ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Les parcelles cadastrées 883 B01 758, 759 et 760 sont situées en zone **d'aléa feux de forêt moyen**, la typologie du bâti est un **habitat groupé très dense** et les moyens de protection sont optimaux (**voie simple d'au moins 3 mètres et l'hydrant de la montée Milou à moins de 200 mètres**), elles sont donc **défendables**. **Ces parcelles sont d'ailleurs situées en zone bleue (B1).**

Si je me réfère à la grille de croisement des données techniques (Rapport de Présentation du Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt - Page 73), **ces parcelles, en appliquant à la lettre la grille de croisement, pourraient même être classées en zone bleue (B2).**

Ces parcelles étant classées en zone bleue, la protection est donc effective et reconnue. Les arguments d'absence d'hydrant et d'aire de retournement sont donc inappropriés.

L'occupation du sol prévue (maison d'habitation) est conforme aux dispositions de la 3^{ème} Partie - Titre 1 du Règlement du Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt. **Rien ne s'oppose donc à la délivrance d'un permis de construire.**

Le BMPM doit revoir cet avis.

Concernant l'accès à la montée Milou, je souligne que le fait d'interdire l'accès d'une voie, même privée, aux services publics d'incendie et de secours n'est pas conforme à la législation et à la réglementation en vigueur. Les plots en béton sont donc illégaux, puisqu'ils empêchent les services d'incendie d'accéder à l'hydrant de la montée Milou pour une intervention dans l'impasse des Indépendants. Or cet hydrant est incontournable pour la défendabilité des parcelles de monsieur CERRI. Ces plots devraient être remplacés par un portail ou une barrière équipé d'un dispositif permettant le déverrouillage comme prévu par l'article G2.17 du règlement du Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt.

Dans le rapport de présentation du Plan de Prévention des risques d'Incendie de Forêt (4^{ème} Partie - Amélioration de la Défendabilité), il est prévu pour cette zone la création d'un accès pompier dans le lotissement des Mourets entre l'impasse des Indépendants et les campagnes Mouret 2 (A4).

RECOMMANDATION DU CE : La commune doit être saisie de ce dossier pour rétablir l'accès de la montée Milou par l'impasse des Indépendants, donc faire enlever les plots en béton et faire remplacer ceux-ci par un portail ou une barrière équipé d'un dispositif permettant le déverrouillage. Ceci permettra aux services d'incendie et de secours d'intervenir sur tout le territoire de la commune (cf. décision « Commune du Castellet n° 356571 du 26 février 2014 » du Conseil d'État).

Concernant le permis de construire, l'acquéreur doit reprendre contact avec la commune de Marseille en tenant compte du rétablissement de l'accès à l'hydrant de la montée Milou.

DATE	16/01/2018	DOSSIER N° 705 : AVIS DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
<p><u>Concernant le classement en B1 des parcelles 883 B 758, 759 et 760 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Lors de la visite terrain, le bureau d'études a expertisé une plus forte exposition à l'aléa (aléa fort). <p><u>Concernant la délivrance d'un avis défavorable des services de secours à l'instruction du PC :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'autorité compétente pour l'instruction des autorisations d'urbanisme est la commune. La DDTM ne peut répondre à la réalisation d'une demande de révision d'un avis sur PC du BMPM (l'expertise du risque est réalisée au titre du R-111-2. Il se peut que d'autres éléments techniques aient été invoqués pour motiver le refus). <p>La DDTM demandera par ailleurs au BMPM confirmation de la problématique d'accessibilité à l'hydrant.</p>		

DOSSIER N° 705 : AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Outre que l'occupation du sol prévue (maison d'habitation) est conforme aux dispositions de la 3^{ème} Partie - Titre 1 du Règlement du Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt et que rien ne s'oppose donc à la délivrance d'un permis de construire, **l'élément important de ce dossier n'est pas le refus du permis de construire, mais que l'accès à la montée Milou, donc à l'hydrant qui s'y trouve, incontournable pour la défendabilité de ces parcelles, a été rendu impossible par l'installation de plots de béton par le lotissement « Les campagnes Mouret 2 »**. Ce « problème » a d'ailleurs été soulevé dans le rapport de présentation du Plan de Prévention des risques d'Incendie de Forêt (4^{ème} Partie - Amélioration de la Défendabilité).

La décision n° 356571 du 26 février 2014 du Conseil d'État stipule dans son arrêt à l'alinéa 4 :

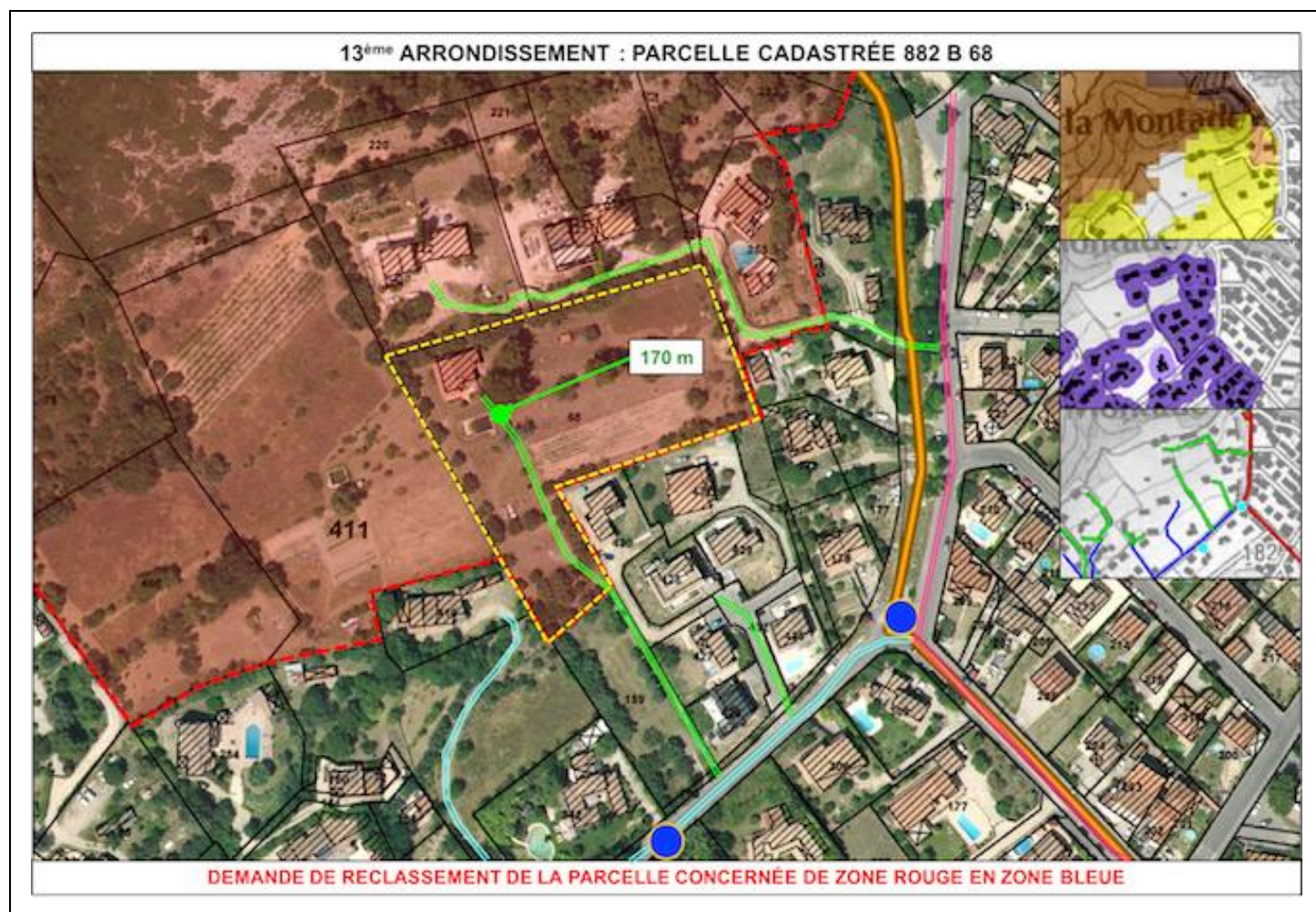
« ... qu'il résulte par ailleurs des dispositions du code général des collectivités territoriales citées au point 3 que **les services publics d'incendie et de secours sont, dans le cadre de leurs missions de protection et de secours, en droit d'intervenir sur tout le territoire de la commune, sans que puisse leur être opposé le caractère privé des voies** qu'ils doivent emprunter. »

Compte tenu des éléments de mon analyse ci-dessus et de l'avis de la DDTM :

JE RECOMMANDE : Cette « affaire » relevant des pouvoirs de police du maire, **la commune de Marseille doit être saisie de ce dossier pour rétablir l'accès de la montée Milou par l'impasse des Indépendants**. Si nécessaire, saisir, conformément aux dispositions de l'article L. 2215-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le préfet qui dispose d'un pouvoir de substitution en cas d'inaction du maire dans l'exercice de son pouvoir de police. L'exercice de ce pouvoir laisse intacte la responsabilité de la commune.

Concernant le permis de construire, l'acquéreur du lot cédé par monsieur CERRI doit reprendre contact avec la commune de Marseille pour que celui-ci soit réétudié en tenant compte du rétablissement de l'accès à l'hydrant situé dans la montée Milou.

N°	DATE	ARR	MOYEN			IDENTITE DU DEMANDEUR	DEMANDE
			R	C	@		
706	15/11/17 16/11/17	13	X	X		M. René TREILLARD 217, chemin de la Grave 13013 Marseille	<p>Demande, le 15/11/17 le reclassement de la parcelle 882 B 68 de zone rouge en zone bleue (B1). Un dossier a été déposé, il est joint au registre d'enquête.</p> <p>Monsieur TREILLARD est revenu le 16/11/17 en inscrivant au registre qu'il s'engageait à rendre son chemin accessible aux véhicules de secours et d'équiper son portail d'un dispositif de déverrouillage.</p> <p>Le 30/11/17, monsieur TREILLARD est venu déposer la facture d'achat d'un cadenas pompier. Ce document a été joint au dossier existant.</p>



PORTAIL ET CHEMIN D'ACCÈS À LA PARCELLE CADASTRÉE 882 B 68



DOSSIER N° 706 : ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

La parcelle cadastrée 882 B 68 est située en zone **d'aléa feux de forêt moyen**, la typologie du bâti est un **habitat groupé dense**. Concernant les moyens de protection, un **hydrant existe à moins de 200 mètres** mais **la voie d'accès est considérée comme inexploitable pour l'engin de référence**. **Cette parcelle est donc non défendable**.

Si je me réfère à la grille de croisement des données techniques (Rapport de Présentation du Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt - Page 73), **cette parcelle doit être classée en zone rouge**, ce qui est le cas dans la version actuelle du PPRIF.

Pour pouvoir être classée en zone bleue, l'accès doit être rendu possible en équipant, conformément à l'article G2.17 du règlement du Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt, le portail d'un dispositif permettant le déverrouillage. Le chemin d'accès doit également être conforme aux caractéristiques des voies accessibles aux engins de secours (Annexe 2 - Titre 1 : Accessibilité, du règlement du Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt).

Le 16/11/17, monsieur TREILLARD s'est engagé à rendre son chemin accessible aux véhicules de secours et d'équiper son portail d'un dispositif de déverrouillage. Dans l'état actuel du dossier, **cette parcelle n'est pas défendable et doit rester classée en zone rouge**.

Les dossiers n° DCP05517M009, DCP05517R006 et DCP05517R007 de la **concertation publique** ont reconnu pour cette parcelle un **aléa moyen et qu'elle était non défendable à cause d'une voie inaccessible**. Le **zonage rouge** a été maintenu.

Pour pouvoir obtenir le déclassement en zone bleue, monsieur TREILLARD devra prendre contact avec la DDTM pour que celle-ci détermine la nature des travaux à réaliser. Une fois les modifications effectuées et après avis du BMPM, il devra alors demander à la DDTM une modification du zonage concernant cette parcelle.

RECOMMANDATION DU CE : **Maintenir le zonage actuel**. Revoir celui-ci, après demande de monsieur TREILLARD, lorsque l'accès sera conforme aux caractéristiques des voies accessibles aux engins de secours (Annexe 2 - Titre 1 : Accessibilité, du règlement du Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt) et qu'une nouvelle expertise du risque aura été réalisée.

DATE	16/01/2018	DOSSIER N° 706 : AVIS DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
<p><u>En lien avec les dossiers de concertation publique suivants :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - DCP05517M009 - DCP05517R006 - DCP05517R007 <p>En l'attente d'éléments techniques nouveaux, le zonage est maintenu en l'état.</p>		

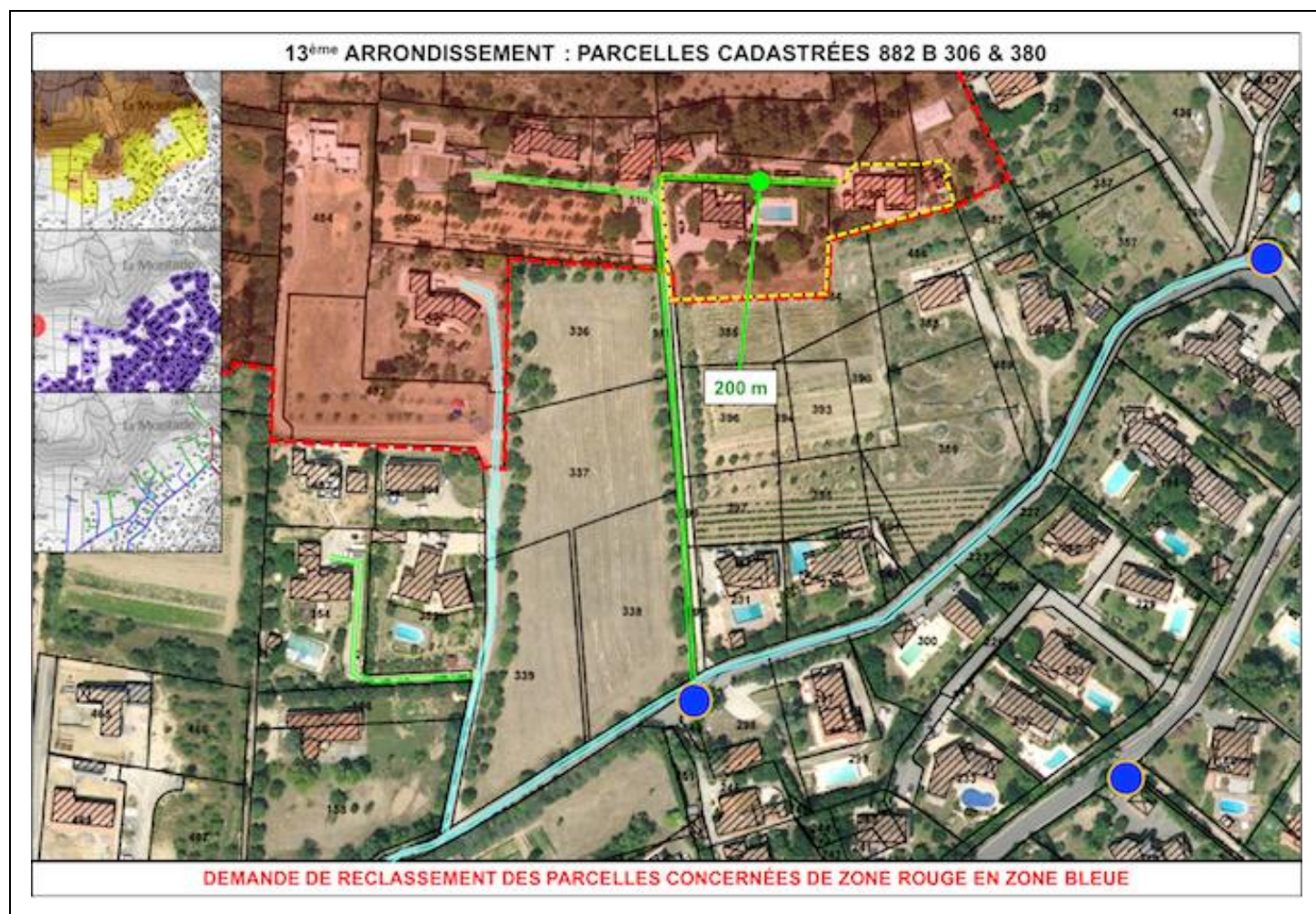
DOSSIER N° 706 : AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Outre l'équipement du portail, conformément à l'article G2.17 du règlement du Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt, d'un dispositif en permettant le déverrouillage ; pour pouvoir obtenir le déclassement en zone bleue, monsieur TREILLARD devra prendre contact avec la DDTM et le BMPM pour que ceux-ci déterminent la nature des travaux à réaliser sur sa voie d'accès.

Compte tenu des éléments de mon analyse ci-dessus et de l'avis de la DDTM :

J'APPROUVE : le maintien du zonage actuel. Celui-ci ne pourra être modifié que lorsque l'accès sera conforme (portail et voie) aux caractéristiques des voies accessibles aux engins de secours (Annexe 2 - Titre 1 : Accessibilité, du règlement du Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt) et qu'une nouvelle expertise du risque aura été réalisée.

N°	DATE	ARR	MOYEN			IDENTITE DU DEMANDEUR	DEMANDE
			R	C	@		
707	16/11/17	13	X	X		M. Christian GUEYDON 71, Chemin des Paroyes 13013 Marseille	Demande, au nom des familles GUEYDON Christian, Louis et Guy, de reclassement des parcelles 882 B 306 & 380 de zone rouge en zone bleue. Un dossier a été déposé, il est joint au registre d'enquête.



CHEMIN D'ACCÈS AUX PARCELLES CADASTRÉES 882 B 306 & 380 – HYDRANT DU 74 CHEMIN DES PAROYES



DOSSIER N° 707 : ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Les parcelles cadastrées 882 B 306 & 380 sont situées en zone **d'aléa feux de forêt fort (limite très fort)**, la typologie du bâti est un **habitat groupé dense**. Concernant les moyens de protection, un **hydrant existe à moins de 200 mètres** mais **la voie d'accès est considérée comme inexploitable pour l'engin de référence**. Ces parcelles sont donc **non défendables**.

Si je me réfère à la grille de croisement des données techniques (Rapport de Présentation du Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt - Page 73), **ces parcelles, en appliquant à la lettre la grille de croisement, doivent être classées rouge. Ce qui est le cas.**

Pour pouvoir être classée en zone bleue, l'accès à ces parcelles (chemin et portail et/ou barrière) doit être conforme aux caractéristiques des voies accessibles aux engins de secours (Annexe 2 - Titre 1 : Accessibilité, du règlement du Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt).

Dans l'état actuel du dossier, **ces parcelles ne sont pas défendables et doivent rester classées en zone rouge.**

Les dossiers n° DCP05517M059, DCP05517M069 et DCP05517R006 de la **concertation publique** ont reconnu pour cette parcelle un **aléa moyen à fort et qu'elle était non défendable à cause d'une voie inaccessible et d'un déficit d'hydrant**. Le **zonage rouge** a été maintenu.

Il existe un « poteau » à droite de la grille du 74, chemin de Paroyes, mais la distance est « limite » pour assurer une défendabilité optimale.

Dans le rapport de présentation du Plan de Prévention des risques d'Incendie de Forêt (4^{ème} Partie - Amélioration de la Défendabilité), un certain nombre de mesures sont déjà préconisées pour cette zone : création d'une aire de retournement (AR12) et création d'un hydrant (H15).

Il faut donc attendre que les travaux, préconisés ci-dessus et nécessaires à l'établissement de cette protection, soient réalisés.

RECOMMANDATION DU CE : Maintenir le zonage actuel. Ce zonage ne pourra être modifié qu'après l'exécution des travaux préconisés dans le rapport de présentation du PPRIF et qu'une nouvelle expertise du risque aura été réalisée.

DATE	16/01/2018	DOSSIER N° 707 : AVIS DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
<p>En lien avec les dossiers de concertation publique suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - DCP05517M059 - DCP05517M069 - DCP05517R006 <p>En l'attente d'éléments techniques nouveaux, le zonage est maintenu en l'état.</p>		

DOSSIER N° 707 : AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

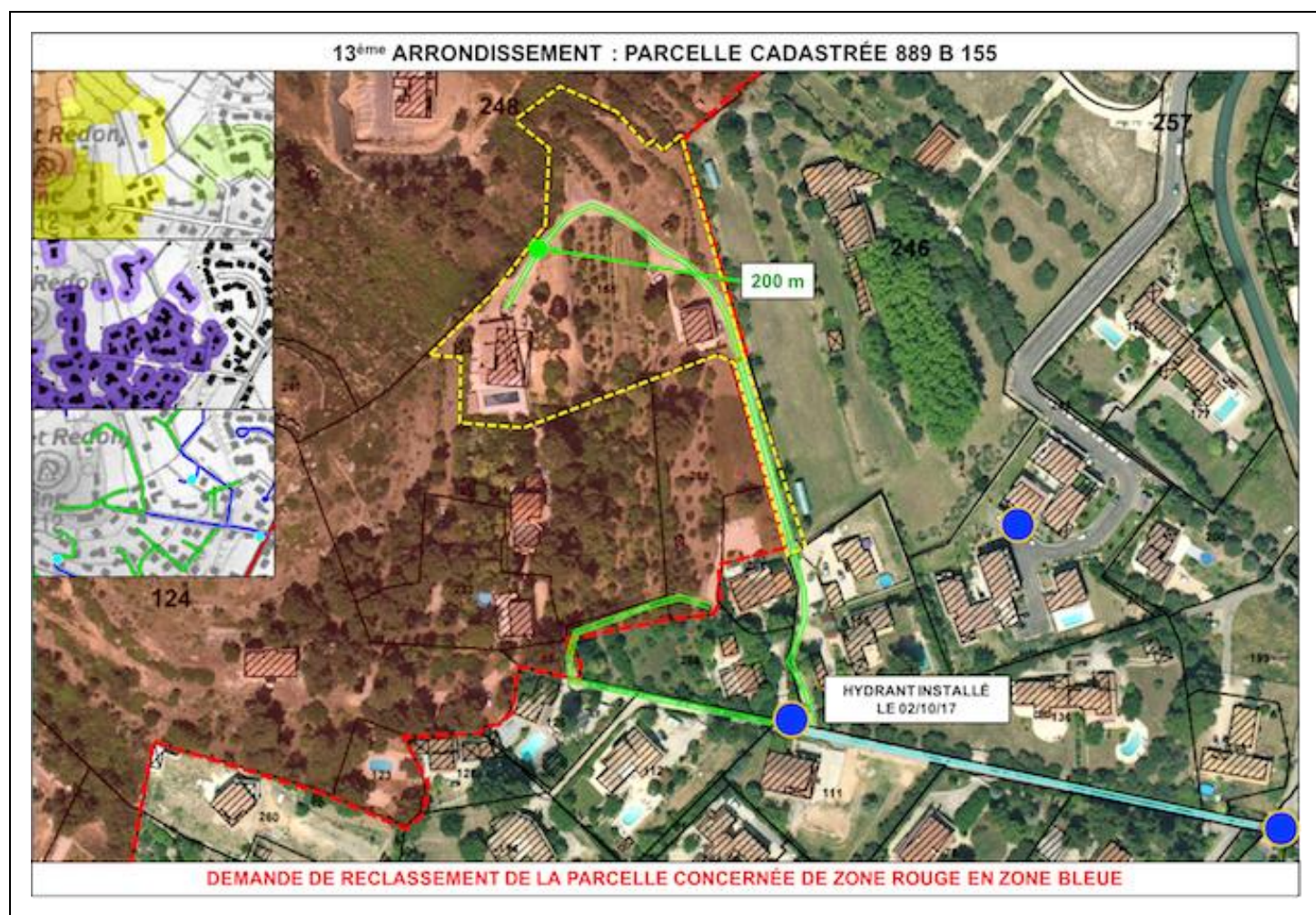
Ces parcelles sont actuellement non défendables. Ces parcelles sont donc classées en zone rouge.

Dans le rapport de présentation du Plan de Prévention des risques d'Incendie de Forêt (4^{ème} Partie - Amélioration de la Défendabilité), un certain nombre de mesures sont déjà préconisés pour cette zone : **création d'une aire de retournement (AR12) et création d'un hydrant (H15).**

Compte tenu des éléments de mon analyse ci-dessus et de l'avis de la DDTM :

J'APPROUVE : le maintien du zonage actuel. Celui-ci ne pourra être modifié qu'après l'exécution des travaux préconisés dans le rapport de présentation du PPRIF et qu'une nouvelle expertise du risque aura été réalisée.

N°	DATE	ARR	MOYEN			IDENTITE DU DEMANDEUR	DEMANDE
			R	C	@		
708	16/11/17	13	X	X		M. Franck GAGLIANO 24, traverse Tastevin 13013 Marseille	<p>Demande de reclassement de la parcelle 889 B 155 de zone rouge en zone bleue.</p> <p><u>Motifs invoqués</u> : suite à une demande de reclassement adressée à la DDTM, celle-ci demandait (courrier du 17/03/17) d'équiper le portail d'un système de déverrouillage et la pose d'un hydrant. <u>Ces travaux ont été réalisés.</u></p> <p>Un dossier a été déposé, il est joint au registre d'enquête.</p>





DOSSIER N° 708 : ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

La parcelle cadastrée 889 B 155 est située en zone **d'aléa feux de forêt moyen (limite très faible à nul)**, la typologie du bâti est un **habitat groupé très dense**. Concernant les moyens de protection, avant le 01/09/17, un **hydrant existait, mais à plus de 200 mètres** et **la voie d'accès était considérée comme inexploitable pour l'engin de référence** car le portail n'était pas équipé, conformément à l'article G2.17 du règlement du Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt, d'un dispositif permettant le déverrouillage. **Cette parcelle était donc non défendable.**

Si je me réfère à la grille de croisement des données techniques (Rapport de Présentation du Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt - Page 73), **cette parcelle devait être classée en zone rouge**, ce qui est le cas dans la version actuelle du PPRIF.

Les dossiers n° DCP05517M042 et DCP05517C006 de la **concertation publique** ont reconnu pour cette parcelle un **aléa moyen et qu'elle était non défendable à cause d'une voie inaccessible et d'un déficit d'hydrant**. Le **zonage rouge** a été maintenu.

Monsieur GAGLIANO a pris contact avec la DDTM par courrier en date du 3 février 2017. La DDTM a répondu le 17 mars 2017 en précisant que cette parcelle était classée en zone rouge car :

- Un portail non équipé d'un système permettant le déverrouillage par les services de secours restreint l'accès à la parcelle 889 B 155.
- La présence de citernes sur la propriété voisine est insuffisante pour défendre cette parcelle dans des conditions normales d'intervention.

Dans le rapport de présentation du Plan de Prévention des risques d'Incendie de Forêt (4^{ème} Partie - Amélioration de la Défendabilité), un certain nombre de mesures sont déjà préconisées pour cette zone : création d'un hydrant (H19).

Monsieur GAGLIANO, en liaison avec le BMPM a fait réaliser les travaux nécessaires. Son portail est maintenant équipé d'un système de déverrouillage et l'hydrant H19 a été placé à côté de son portail le 02/10/17 (cf. lettre n° S1738/BMPM/EM/PVT/AEP/NP du 08/11/17).

Rien ne s'oppose plus au **reclassement de cette parcelle de zone rouge en zone bleue**, au minimum B1 et même B2 en appliquant à la lettre la grille de croisement. Il convient également de revoir le classement en zone bleue de l'intégralité de la parcelle 267 et de la parcelle 268.

RECOMMANDATION DU CE : Les travaux demandés par la DDTM ayant été réalisés, **modifier le zonage de la parcelle 889 B 155 et la reclasser en zone bleue (B1 ou B2)**. Revoir le zonage des parcelles 267 et 268 qui bénéficient également, de par les travaux réalisés, d'une modification de leur défendabilité.

DATE	16/01/2018	DOSSIER N° 708 : AVIS DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
<p>En lien avec les dossiers de concertation publique suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - DCP05517C006 - DCP05517M042 <p>Cette remarque de la commission d'enquête permettrait à la DDTM de prendre en compte les travaux effectivement réalisés pour améliorer la défendabilité. Cette évolution pourrait entraîner un déclassement du zonage de rouge à bleu dans le cas d'une bonne défendabilité.</p>		

DOSSIER N° 708 : AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Dans le rapport de présentation du Plan de Prévention des risques d'Incendie de Forêt (4^{ème} Partie - Amélioration de la Défendabilité), un certain nombre de mesures sont déjà préconisées pour cette zone : **création d'un hydrant (H19)**.

Monsieur GAGLIANO, en liaison avec le BMPM a fait réaliser les travaux nécessaires définis par la DDTM dans son courrier du 17 mars 2017. Son portail est maintenant équipé d'un système de déverrouillage et l'hydrant H19 a été placé à côté de son portail le 02/10/17 (cf. lettre n° S1738/BMPM/EM/PVT/AEP/NP du 08/11/17).

Compte tenu des éléments de mon analyse ci-dessus et de l'avis de la DDTM :

JE RECOMMANDE : Les travaux demandés par la DDTM ayant été réalisés, de **modifier le zonage de la parcelle 889 B 155 et de la reclasser en zone bleue B1**. De revoir également le zonage des parcelles 267 et 268 qui bénéficient, de par les travaux réalisés, d'une

N°	DATE	ARR	MOYEN			IDENTITE DU DEMANDEUR	DEMANDE
			R	C	@		
709	16/11/17	13	X			M. Frédéric GUEYDON 12, boulevard François Perez 13013 Marseille	Demande de reclassement de la parcelle 883 B 771 de zone rouge en zone bleue. Les éléments permettant de justifier cette demande seront fournis le 30/11/17. Le 30/11/17, monsieur Frédéric GUEYDON dépose le dossier concernant cette parcelle. Celui-ci est joint au registre d'enquête.



DOSSIER N° 709 : ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

La parcelle cadastrée 883 B 771 est située en zone **d'aléa feux de forêt très fort à exceptionnel**, la typologie du bâti est un **habitat groupé très dense**. Concernant les moyens de protection, un **hydrant existe à environ 200 mètres** et **la voie d'accès (boulevard François Perez et chemin menant à la parcelle) est considérée comme inexploitable pour l'engin de référence**. Cette parcelle est donc non défendable.

Si je me réfère à la grille de croisement des données techniques (Rapport de Présentation du Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt - Page 73), **cette parcelle doit être classée en zone rouge**, ce qui est le cas dans la version actuelle du PPRIF.

Le dossier n° DCP05517M045 de la **concertation publique** a reconnu pour cette parcelle un **aléa très fort à exceptionnel et qu'elle était défendable sa voie étant accessible et aucun déficit d'hydrant n'était souligné**. Le **zonage rouge** a été maintenu à cause de l'aléa très fort à exceptionnel.

Il existe donc des « différences sensibles » entre la cartographie de la défendabilité du dossier du PPRIF et les conclusions de la concertation publique.

Quoiqu'il en soit, si je me réfère à la grille de croisement des données techniques (Rapport de Présentation du Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt - Page 73), **cette parcelle doit être classée en zone rouge**, ce qui est le cas dans la version actuelle du PPRIF. De plus, **compte tenu de l'aléa très fort à exceptionnel, cette parcelle, quelque-soit sa défendabilité ne peut être classée qu'en zone rouge.**

RECOMMANDATION DU CE : Maintenir le zonage actuel, non pas pour un problème de défendabilité, mais **l'aléa très fort à exceptionnel qui existe sur cette parcelle empêche tout reclassement.**

DATE	16/01/2018	DOSSIER N° 709 : AVIS DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
<p>En lien avec le dossier de concertation publique suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - DCP05517M045 <p>L'aléa sur le secteur environnant la parcelle 883 B 771 est de niveau très fort à exceptionnel.</p> <p>Le zonage est maintenu en Rouge.</p>		

DOSSIER N° 709 : AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

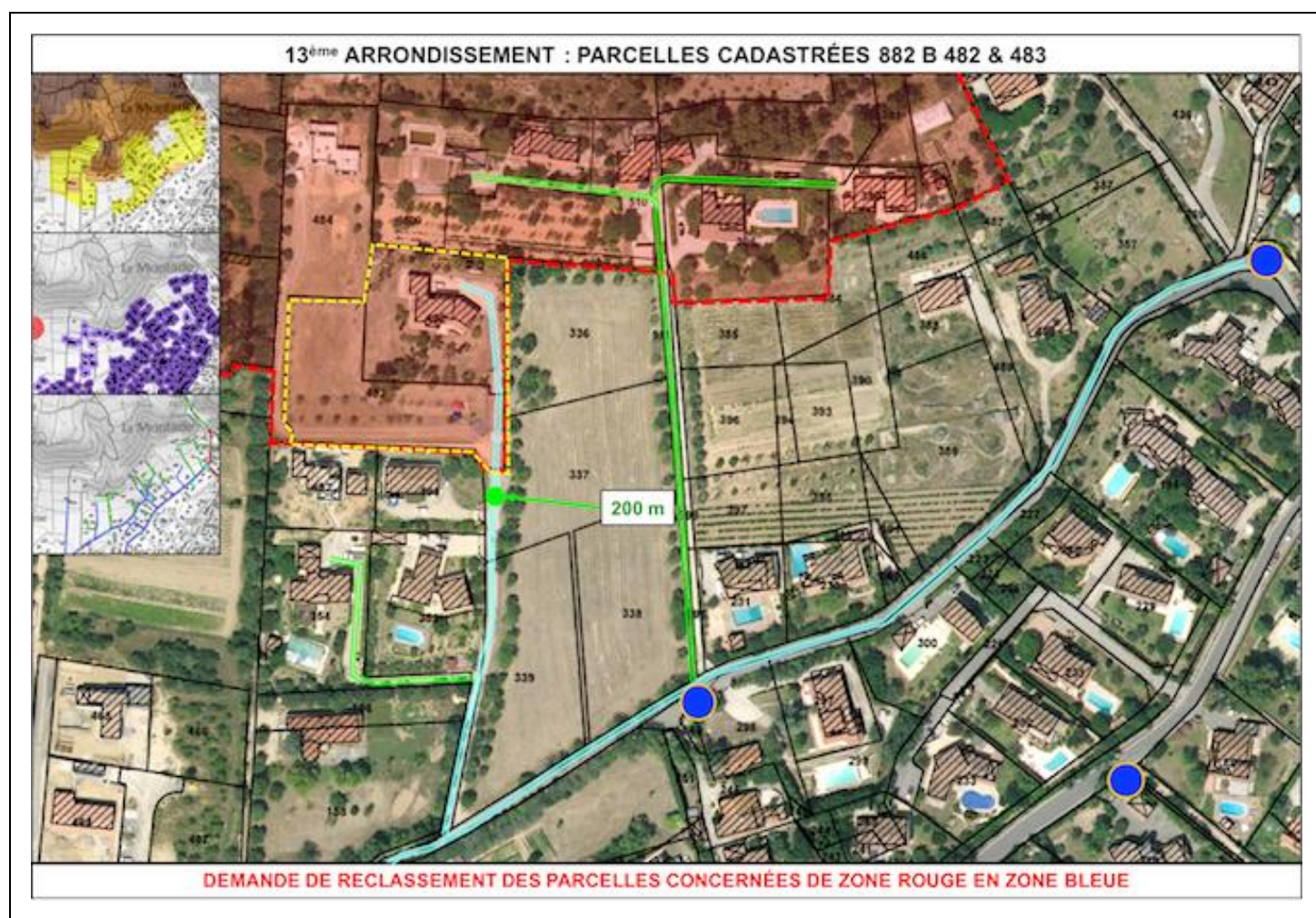
La parcelle cadastrée 883 B 771 est située en zone d'aléa feux de forêt très fort à exceptionnel,

Cette parcelle, quelque-soit sa défendabilité ne peut être classée qu'en zone rouge.

Compte tenu des éléments de mon analyse ci-dessus et de l'avis de la DDTM :

J'APPROUVE : le maintien du zonage actuel, non pas pour un problème de défendabilité, mais **l'aléa très fort à exceptionnel qui existe sur cette parcelle empêche tout reclassement**

N°	DATE	ARR	MOYEN			IDENTITE DU DEMANDEUR	DEMANDE
			R	C	@		
710	16/11/17	13	X			M. Robert DAVIN 63, chemin des Paroyes 13013 Marseille	Demande de reclassement des parcelles 882 B 482 & 483 de zone rouge en zone bleue. <u>Motifs invoqués</u> : ces parcelles sont en aléa feu de forêt faible, elles sont desservies par un chemin de 6 mètres de large comportant une aire de retournement. La mise en place d'un hydrant est également envisagée.



DOSSIER N° 710 : ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Les parcelles cadastrées 882 B 482 & 483 sont situées en zone **d'aléa feux de forêt moyen (limite fort pour la parcelle 482)**, la typologie du bâti est un **habitat groupé dense**. Concernant les moyens de protection, un **hydrant existe mais à plus de 200 mètres** et **la voie d'accès est une voie simple d'au moins 3 mètres donc utilisable par l'engin de référence**. Cette parcelle est donc non défendable à cause de la distance de l'hydrant le plus proche.

Si je me réfère à la grille de croisement des données techniques (Rapport de Présentation du Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt - Page 73), **ces parcelles, en appliquant à la lettre la grille de croisement, doivent être classées rouge. Ce qui est le cas.**

Pour pouvoir être classée en zone bleue, un hydrant doit être installé à proximité.

Dans l'état actuel du dossier, **ces parcelles ne sont pas défendables et doivent rester classées en zone rouge.**

Les dossiers n° DCP05517C016, DCP05517M053, DCP05517M054 et DCP05517R006 de la **concertation publique** ont reconnu pour cette parcelle un **aléa moyen à fort et qu'elle était non défendable à cause d'un déficit d'hydrant**. Le **zonage rouge** a été maintenu.

Dans le rapport de présentation du Plan de Prévention des risques d'Incendie de Forêt (4^{ème} Partie - Amélioration de la Défendabilité), un certain nombre de mesures sont déjà préconisées pour cette zone : création d'un hydrant (H14).

Il faut donc attendre que les travaux, préconisés ci-dessus et nécessaires à l'établissement de cette protection, soient réalisés.

RECOMMANDATION DU CE : **Maintenir le zonage actuel.** Ce zonage ne pourra être modifié qu'après la mise en place de l'hydrant H14 et qu'une nouvelle expertise du risque aura été réalisée.

DATE	16/01/2018	DOSSIER N° 710 : AVIS DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
<p>En lien avec les dossiers de concertation publique suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - DCP05517C016 - M053 - M054 - R006 <p>Absence d'éléments techniques nouveaux, le zonage est maintenu en l'état.</p>		

DOSSIER N° 710 : AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

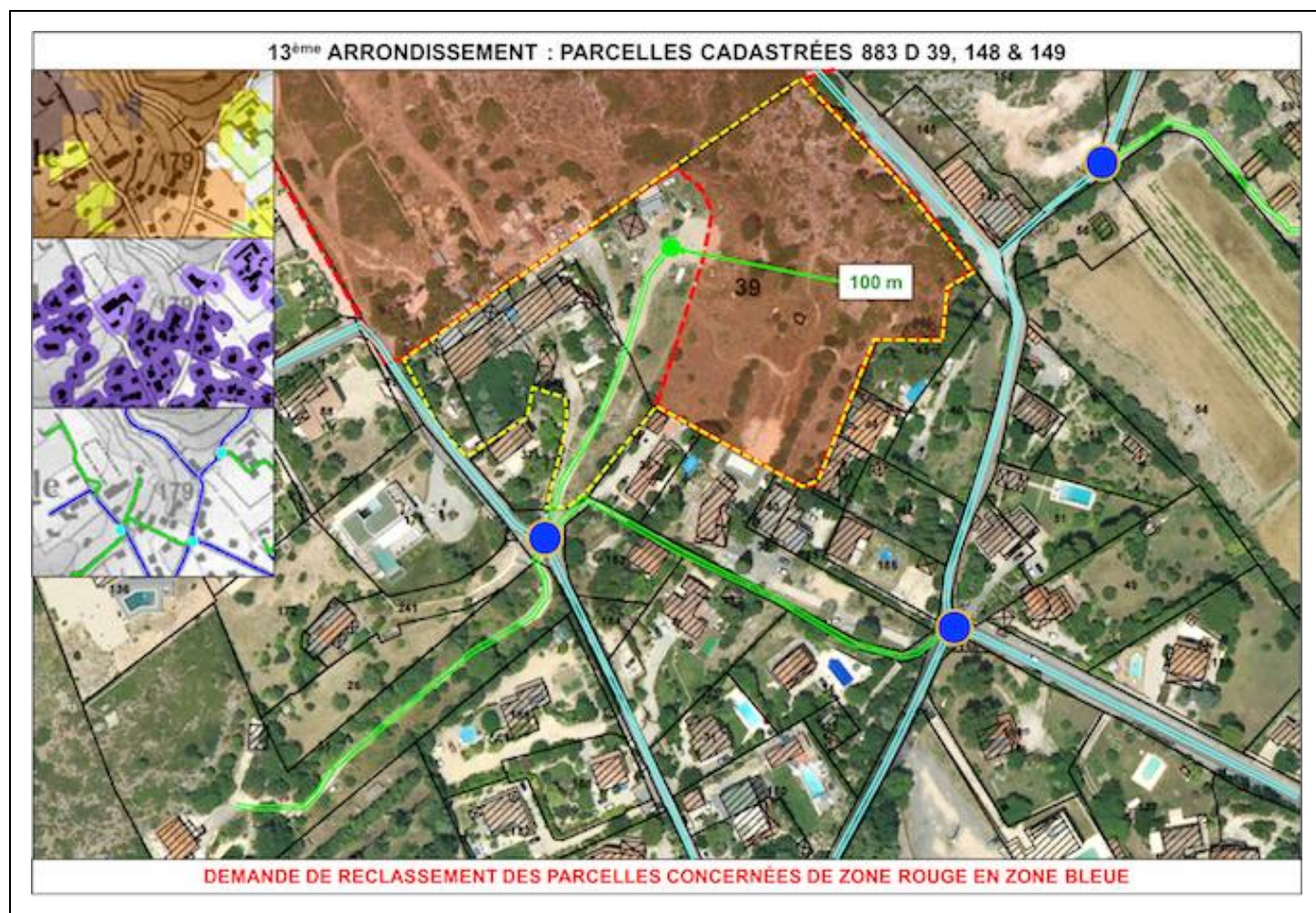
Ces parcelles sont actuellement non défendables. Ces parcelles sont donc classées en zone rouge.

Dans le rapport de présentation du Plan de Prévention des risques d'Incendie de Forêt (4^{ème} Partie - Amélioration de la Défendabilité), un certain nombre de mesures sont déjà préconisées pour cette zone : **création d'un hydrant (H14)**.

Compte tenu des éléments de mon analyse ci-dessus et de l'avis de la DDTM :

J'APPROUVE : **le maintien du zonage actuel.** Celui-ci ne pourra être modifié qu'après l'installation de l'hydrant H14 et qu'une nouvelle expertise du risque aura été réalisée.

N°	DATE	ARR	MOYEN			IDENTITE DU DEMANDEUR	DEMANDE
			R	C	@		
711	16/11/17	13	X			M. Thomas RISPOLI 30, traverse du Jas de la Serre 113013 Marseille	Demande de reclassement des parcelles 883 D 39, 148 & 149 de zone rouge en zone bleue (B1). Les éléments permettant de justifier cette demande seront fournis par courrier avant le 30/11/17.



DOSSIER N° 711 : ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Aucun dossier n'a jamais été fourni par monsieur Thomas RISPOLI.

Les parcelles cadastrées 883 D 39, 148 et 149 sont situées en zone **d'aléa feux de forêt très fort**, la typologie du bâti est un **habitat groupé dense**. Concernant les moyens de protection, un **hydrant existe à 100 mètres** mais **la voie d'accès est considérée comme inexploitable pour l'engin de référence**. Cette parcelle est donc non défendable.

Si je me réfère à la grille de croisement des données techniques (Rapport de Présentation du Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt - Page 73), **ces parcelles devraient être classées en zone rouge**. Dans la version actuelle du PPRIF, **la parcelle 148 et une partie de la parcelle 39 sont classées en zone bleue (B1)**.

Compte tenu de l'aléa feux de forêt très fort, il me paraît difficile de classer le reste de la parcelle 39 et la micro parcelle 149 en zone bleue (B1).

RECOMMANDATION DU CE : **Maintenir le zonage actuel**, compte tenu de l'aléa feux de forêt très fort.

DATE	16/01/2018	DOSSIER N° 711 : AVIS DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
<p>Une analyse du risque sera demandée au bureau d'étude en charge du PPRIF pour expliciter l'exposition au risque de la parcelle 883 D 148 par rapport à celle des parcelles 883 D 39 et 149.</p>		

DOSSIER N° 711 : AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Aucun dossier n'a jamais été fourni par monsieur Thomas RISPOLI.

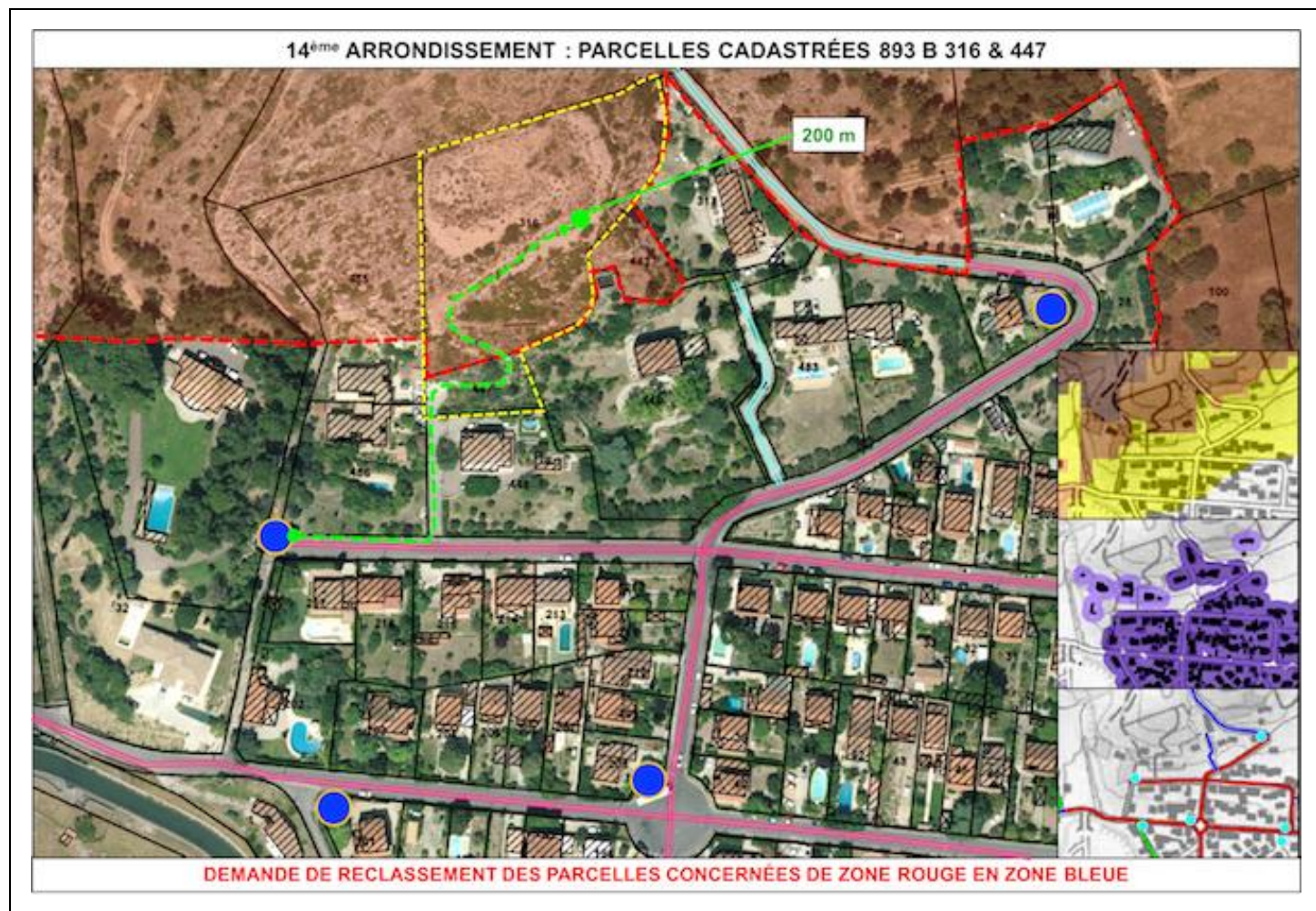
Les parcelles cadastrées 883 D 39, 148 et 149 sont situées en zone d'aléa feux de forêt très fort, la typologie du bâti est un habitat groupé dense. Concernant les moyens de protection, un hydrant existe à 100 mètres mais la voie d'accès est considérée comme inexploitable pour l'engin de référence.

Compte tenu de l'aléa feux de forêt très fort, il me paraît difficile de classer le reste de la parcelle 39 et la micro parcelle 149 en zone bleue (B1).

Compte tenu des éléments de mon analyse ci-dessus et de l'avis de la DDTM :

J'APPROUVE : **le maintien du zonage actuel**, compte tenu de l'aléa feux de forêt très fort

N°	DATE	ARR	MOYEN			IDENTITE DU DEMANDEUR	DEMANDE
			R	C	@		
712	16/11/17 24/11/17	14	X	X		M. Jean-Francis RISPOLI M. Thomas RISPOLI Chemin des grottes Loubières 13013 Marseille	<p>Demande de requalifier l'aléa subi de très fort à moyen/fort et le reclassement des parcelles 893 B 316 & 447 de zone rouge en zone bleue (B1). Ces parcelles sont situées Rue Latham 13014 Marseille et sont la propriété de M. et Mme André PAOLACCI et de Mme Monique BARBAROUX.</p> <p>Les éléments permettant de justifier cette demande seront fournis par courrier avant le 30/11/17.</p> <p>Le 27/11/17, messieurs Jean-Francis et Thomas RISPOLI font parvenir par courrier postal le dossier concernant ces parcelles. Celui-ci est joint au registre d'enquête.</p>



ACCÈS AUX PARCELLES CADASTRÉES 893 B 447 ET 316



DOSSIER N° 712 : ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Les parcelles cadastrées 893 D 316 et 447 sont la propriété de M. et Mme André PAOLACCI et de Mme Monique BARBAROUX. Messieurs Jean-Francis RISPOLI et Thomas RISPOLI ont un projet d'urbanisation sur ces parcelles. Une promesse de vente a été signée au mois d'avril 2016 avec comme clause suspensive l'obtention d'un permis de construire. A ma connaissance, aucune démarche administrative concernant ce projet n'a encore été effectuée.

Les parcelles cadastrées 893 D 316 et 447 sont situées en zone **d'aléa feux de forêt très fort**, la typologie du bâti est un **habitat groupé dense pour la parcelle 447 et une zone sans enjeu pour la parcelle 316**. Concernant les moyens de protection, un **hydrant existe à 100 mètres** et une **voie d'accès existe actuellement**.

Si je me réfère à la grille de croisement des données techniques (Rapport de Présentation du Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt - Page 73), **ces parcelles devraient, toutes deux, être classées en zone rouge**. Dans la version actuelle du PPRIF, **la parcelle 447 est classée en zone bleue (B1) et la parcelle 316 est classée en zone rouge**.

Les dossiers n° DCP05517M050, DCP05517M054 et DCP05517R006 de la **concertation publique** ont reconnu pour cette parcelle un **aléa très fort à exceptionnel et que la défendabilité était bonne**. Le **zonage rouge** a été maintenu pour la parcelle 316. La parcelle 447 est restée en zonage bleu (B1).

Compte tenu de l'aléa feux de forêt très fort, il me paraît difficile de reclasser la parcelle 316, même défendable en zone bleue (B1). De plus, messieurs Jean-Francis RISPOLI et Thomas RISPOLI ne disposent pas, aux termes de l'article G2.3, d'un projet autorisé à la date d'approbation du PPRIF.

RECOMMANDATION DU CE : **Maintenir le zonage actuel, compte tenu de l'aléa feux de forêt très fort.**

DATE	16/01/2018	DOSSIER N° 712 : AVIS DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
<p>En lien avec les dossiers de concertation publique suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - DCP05517M050, - DCP05517M067, - DCP05517M073. <p>L'aléa est de niveau très fort sur le secteur environnant la parcelle 893 B 316 et 447 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maintien du zonage en Rouge sur le secteur. 		

DOSSIER N° 712 : AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Les dossiers n° DCP05517M050, DCP05517M054 et DCP05517R006 de la concertation publique ont reconnu pour cette parcelle un aléa très fort à exceptionnel et que la défendabilité était bonne. Le zonage rouge a été maintenu pour la parcelle 316. La parcelle 447 est restée en zonage bleu (B1).

Compte tenu de l'aléa feux de forêt très fort, il me paraît difficile de reclasser la parcelle 316, même défendable en zone bleue (B1). De plus, messieurs Jean-Francis RISPOLI et Thomas RISPOLI ne disposent pas, aux termes de l'article G2.3, d'un projet autorisé à la date d'approbation du PPRIF.

Compte tenu des éléments de mon analyse ci-dessus et de l'avis de la DDTM :

J'APPROUVE : **le maintien du zonage actuel**, compte tenu de l'aléa feux de forêt très fort.

N°	DATE	ARR	MOYEN			IDENTITE DU DEMANDEUR	DEMANDE
			R	C	@		
713	16/11/17	13	X			Mme Véronique MICHEL 71, chemin des Paroyes 13013 Marseille	Demande de reclassement des parcelles 882 B 509 & 510 de zone rouge en zone bleue.



CHEMIN D'ACCÈS AUX PARCELLES CADASTRÉES 882 B 509 & 510 – HYDRANT DU 74 CHEMIN DES PAROYES



DOSSIER N° 713 : ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Les parcelles cadastrées 882 B 509 & 510 sont situées en zone **d'aléa feux de forêt fort**, la typologie du bâti est un **habitat groupé dense**. Concernant les moyens de protection, un **hydrant existe à moins de 200 mètres** mais **la voie d'accès est considérée comme inexploitable pour l'engin de référence**. Ces parcelles sont donc non défendables.

Si je me réfère à la grille de croisement des données techniques (Rapport de Présentation du Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt - Page 73), **ces parcelles, en appliquant à la lettre la grille de croisement, doivent être classées rouge. Ce qui est le cas.**

Pour pouvoir être classée en zone bleue, l'accès à ces parcelles (chemin et portail et/ou barrière) doit être conforme aux caractéristiques des voies accessibles aux engins de secours (Annexe 2 - Titre 1 : Accessibilité, du règlement du Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt).

Dans l'état actuel du dossier, **ces parcelles ne sont pas défendables et doivent rester classées en zone rouge.**

Les dossiers n° DCP05517M062, DCP05517M063, DCP05517M078, DCP05517C017, DCP05517R011 de la **concertation publique** ont reconnu pour cette parcelle un **aléa moyen à fort et qu'elle était non défendable à cause d'une voie inaccessible**. Le **zonage rouge** a été maintenu.

Dans le rapport de présentation du Plan de Prévention des risques d'Incendie de Forêt (4^{ème} Partie - Amélioration de la Défendabilité), un certain nombre de mesures sont déjà préconisées pour cette zone : création d'une aire de retournement (AR12) et création d'un hydrant (H15).

Il faut donc attendre que les travaux, préconisés ci-dessus et nécessaires à l'établissement de cette protection, soient réalisés.

RECOMMANDATION DU CE : **Maintenir le zonage actuel**. Ce zonage ne pourra être modifié qu'après l'exécution des travaux préconisés dans le rapport de présentation du PPRIF et qu'une nouvelle expertise du risque aura été réalisée.

DATE

16/01/2018

DOSSIER N° 713 : AVIS DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER

En lien avec les dossiers de concertation publique suivants :

- DCP05517C017, M062, M063, M078, R006 et R011.

Absence d'éléments techniques nouveaux, le zonage est maintenu en l'état.

DOSSIER N° 713 : AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Ces parcelles sont actuellement non défendables. Ces parcelles sont donc classées en zone rouge.

Dans le rapport de présentation du Plan de Prévention des risques d'Incendie de Forêt (4^{ème} Partie - Amélioration de la Défendabilité), un certain nombre de mesures sont déjà préconisées pour cette zone : **création d'une aire de retournement (AR12) et création d'un hydrant (H15).**

Compte tenu des éléments de mon analyse ci-dessus et de l'avis de la DDTM :

J'APPROUVE : **le maintien du zonage actuel**. Celui-ci ne pourra être modifié qu'après l'exécution des travaux préconisés dans le rapport de présentation du PPRIF et qu'une nouvelle expertise du risque aura été réalisée.

N°	DATE	ARR	MOYEN			IDENTITE DU DEMANDEUR	DEMANDE
			R	C	@		
714	19/11/17	13			X	M. Philippe LEFAIVRE 233, chemin de la Grave 13013 Marseille	Demande de reclassement des parcelles 882 A02 253 & 254 de zone rouge en zone bleue. Extrait du courriel : « <i>Nous sommes propriétaires des parcelles 253 et 254 chemin de la Grave et nous ne comprenons pas le classement en zone rouge</i> ». Cette demande a été effectuée par courriel. Celui-ci est annexé au registre d'enquête.



DOSSIER N° 714 : ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Les parcelles cadastrées 882 A02 253 et 254 sont situées en zone **d'aléa feux de forêt fort**, la typologie du bâti est un **habitat groupé dense**. Concernant les moyens de protection :

- Pour la parcelle 253, **un hydrant existe à environ 200 mètres** mais **la voie d'accès est actuellement classée comme inexploitable pour l'engin de référence**. Cette parcelle est donc non défendable.
- Pour la parcelle 254, **un hydrant existe à environ 100 mètres**. Si la voie d'accès « directe » est actuellement classée comme inexploitable pour l'engin de référence, il y a une possibilité de défendre cette parcelle à partir de la route (chemin de la Grave) qui la longe à l'Est.

Si je me réfère à la grille de croisement des données techniques (Rapport de Présentation du Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt - Page 73) :

- **La parcelle 253 doit être classée en zone rouge**, ce qui est le cas.
- **La parcelle 254 doit être classée en zone bleue (B1)**, ce qui est le cas.

Les dossiers n° DCP05517M061, DCP05517C015 et DCP05517R010 de la **concertation publique** ont reconnu pour la parcelle 882 A02 253 un **aléa moyen à fort et qu'elle était non défendable à cause d'une voie inaccessible et d'un déficit d'hydrant**. Le **zonage rouge** a été maintenu.

Dans le courrier du BMPM n° S1104/BMPM/EM/PVT/RINA/NP en date du 11 juillet 2017, il est stipulé qu'une modification du zonage nécessite : la création d'une aire de retournement, la normalisation de la voie (enrobé) et la création d'un hydrant H17. **Dans le dernier courrier reçu du BMPM (n° S1738/BMPM/EM/PVT/AEP/NP du 08/11/17), cette création d'hydrant n'est pas mentionnée.**

Dans le rapport de présentation du Plan de Prévention des risques d'Incendie de Forêt (4^{ème} Partie - Amélioration de la Défendabilité), un certain nombre de mesures sont déjà préconisées pour cette zone : la création d'une aire de retournement (AR13), la normalisation de cette voie (V66) et la création d'un hydrant (H17).

Il faut donc attendre que les travaux, préconisés ci-dessus et nécessaires à l'établissement de cette protection, soient réalisés.

RECOMMANDATION DU CE : **Maintenir le zonage actuel, bleu (B1) pour la parcelle 254 et rouge pour la parcelle 253.** Le zonage, de cette dernière parcelle, ne pourra être modifié qu'après l'exécution des travaux préconisés dans le rapport de présentation du PPRIF et qu'une nouvelle expertise du risque aura été réalisée

DATE	16/01/2018	DOSSIER N° 714 : AVIS DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
<p>En lien avec les dossiers suivants de la concertation publique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - DCP05517M061, DCP05517C015, DCP00517R006 et DCP05517R010 <p>Absence d'éléments techniques nouveaux, le zonage est maintenu en l'état.</p>		

DOSSIER N° 714 : AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

La parcelle cadastrée 882 A02 253 est actuellement non défendable. Elle est donc classée en zone rouge.

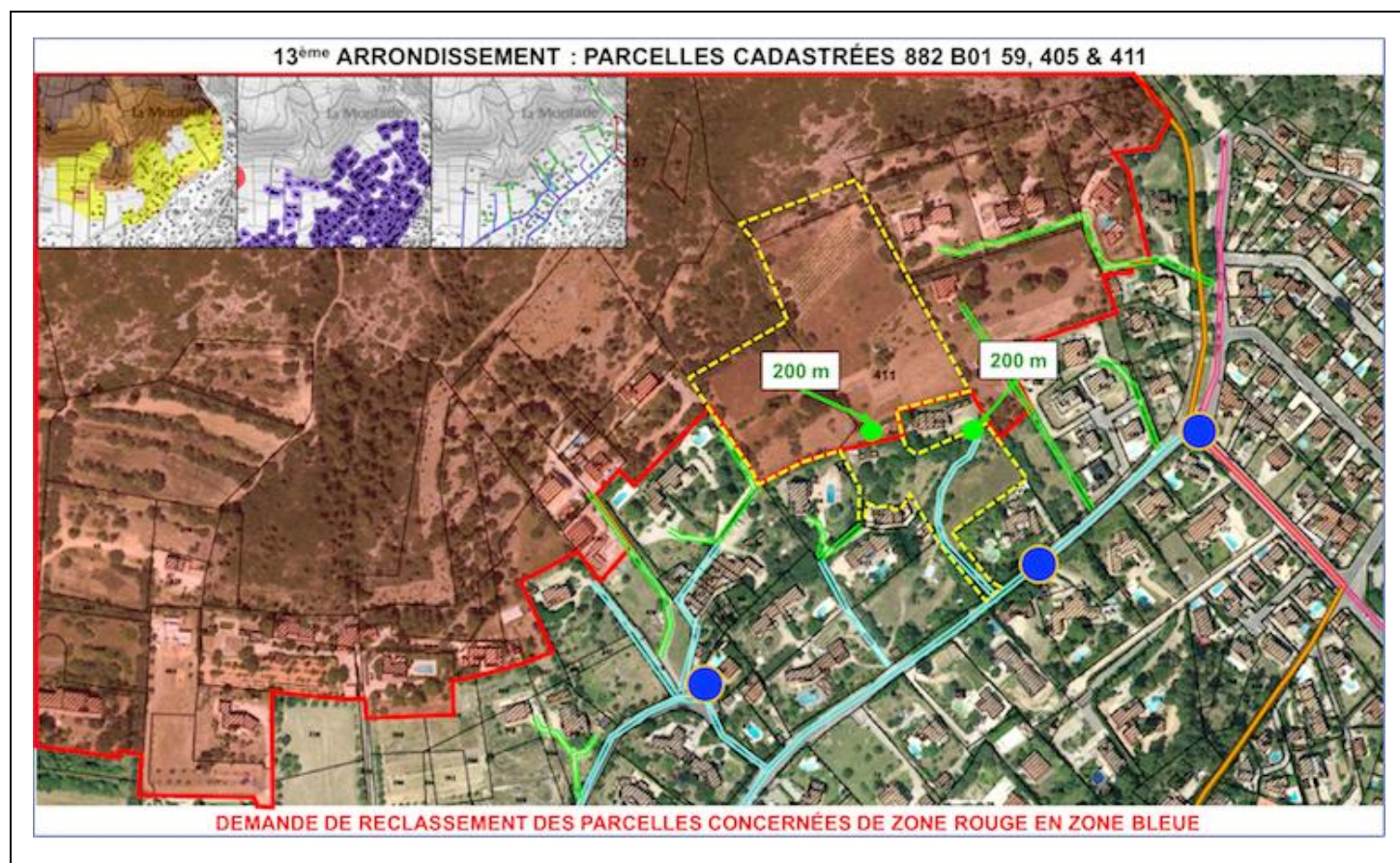
La parcelle cadastrée 882 A02 254 est actuellement défendable. Elle est donc classée en zone bleus B1.

Dans le rapport de présentation du Plan de Prévention des risques d'Incendie de Forêt (4^{ème} Partie - Amélioration de la Défendabilité), un certain nombre de mesures sont déjà préconisées pour cette zone : **la création d'une aire de retournement (AR13), la normalisation de cette voie (V66) et la création d'un hydrant (H17).**

Compte tenu des éléments de mon analyse ci-dessus et de l'avis de la DDTM :

J'APPROUVE : le maintien du zonage actuel, bleu (B1) pour la parcelle 254 et rouge pour la parcelle 253. Le zonage, de cette dernière parcelle, ne pourra être modifié qu'après l'exécution des travaux préconisés dans le rapport de présentation du PPRIF et qu'une nouvelle expertise du risque aura été réalisée.

N°	DATE	ARR	MOYEN			IDENTITE DU DEMANDEUR	DEMANDE
			R	C	@		
715	23/11/17	13	X	X		M. Pascal GRIMAUD 3, chemin de la Betheline 13013 Marseille	Monsieur Pascal GRIMAUD dépose cette demande au nom de monsieur Léon GRIMAUD et fils. Il demande que les parcelles 882 B01 59, 405 et 411 (Quartier Les Médecins) soient reclassées de zone rouge en zone bleue « avec le minimum de contraintes ». Un dossier a été déposé, il est joint au registre d'enquête.



DOSSIER N° 715 : ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

La situation des parcelles cadastrées faisant l'objet de la demande est la suivante :

- Parcelle 882 B01 59 en zone **d'aléa feux de forêt très fort** et il n'y a pas d'enjeu. Concernant les moyens de protection, il n'y a **pas d'hydrant à moins de 200 mètres** et **aucune voie d'accès n'existe**. Cette parcelle est donc non défendable.
- Parcelle 882 B01 405 en zone **d'aléa feux de forêt très faible ou nul** et il n'y a pas d'enjeu. Concernant les moyens de protection, il n'y a **pas d'hydrant à moins de 200 mètres** et **il n'y a aucune voie d'accès exploitable pour l'engin de référence**. Cette parcelle est donc non défendable.
- Parcelle 882 B01 441 en zone **d'aléa feux de forêt très faible ou nul au nord d'une ligne passant par les parcelles 284 à l'ouest et 410 à l'est, et moyen au sud de cette ligne**. Au nord de cette même ligne il n'y a aucun enjeu et au sud, la typologie du bâti est un **habitat groupé dense à très dense**. Concernant les moyens de protection,

un **hydrant existe à moins de 200 mètres** toujours jusqu'à cette même ligne de référence et **la voie d'accès est considérée comme exploitable pour l'engin de référence**. Cette parcelle est donc non défendable au nord de la ligne passant par les parcelles mitoyennes 284 et 410 et défendable au sud de celle-ci.

Si je me réfère à la grille de croisement des données techniques (Rapport de Présentation du Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt - Page 73), **ces parcelles, en appliquant à la lettre la grille de croisement, doivent être classées :**

- Parcelle 882 B01 59 en zone rouge.
- Parcelle 882 B01 405 en zone blanche.
- Parcelle 882 B01 441 Nord en zone blanche.
- Parcelle 882 B01 441 Sud en zone bleue B2.

Les dossiers n° DCP05517R003 et DCP05517R006 de la **concertation publique** ont reconnu pour la parcelle **882 B01 59 un aléa très fort à exceptionnel** et pour la parcelle **882 B01 405 un aléa moyen à fort**. Que ces parcelles étaient non défendables à cause d'une voie inaccessible. Le zonage rouge a été maintenu.

RECOMMANDATION DU CE : **Maintenir le zonage rouge actuel pour la parcelle 882 B01 59**. Compte tenu des différences importantes qui existent entre le zonage issu de la grille de croisement des données techniques et le zonage retenu pour le PPRIF, il me semble évident, même s'il faut tenir compte de l'aléa très fort sur la parcelle 882 B01 59, **qu'une nouvelle expertise du risque doit être réalisée.**

Sans « aller » jusqu'à un classement en zone blanche, un **reclassement en zone bleue B1 doit être réalisé pour les parcelles 882 B 01 405 et 411.**

DATE	16/01/2018	DOSSIER N° 715 : AVIS DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
<p>En lien avec les dossiers suivants de la concertation publique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - DCP00517R003 et DCP05517R006 <p>Une analyse du risque sera demandée au bureau d'étude en charge du PPRIF pour expliciter l'exposition au risque du sud de la parcelle 882 B 411 par rapport à celle des parcelles 882 B 59 et 405.</p>		

DOSSIER N° 715 : AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

La situation des parcelles cadastrées faisant l'objet de la demande est très différente de l'une à l'autre.

Si je me réfère à la grille de croisement des données techniques (Rapport de Présentation du Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt - Page 73), ces parcelles, en appliquant à la lettre la grille de croisement, doivent être classées : parcelle 882 B01 59 en zone rouge, parcelle 882 B01 405 en zone blanche, parcelle 882 B01 441 Nord en zone blanche et parcelle 882 B01 441 Sud en zone bleue B2.

Les dossiers n° DCP05517R003 et DCP05517R006 de la concertation publique ont reconnu pour la parcelle 882 B01 59 un aléa très fort à exceptionnel et pour la parcelle 882 B01 405 un aléa moyen à fort. Que ces parcelles étaient non défendables à cause d'une voie inaccessible. Le zonage rouge a été maintenu.

Compte tenu des éléments de mon analyse ci-dessus et de l'avis de la DDTM :

JE RECOMMANDE : le maintien du zonage rouge actuel pour la parcelle 882 B01 59. Compte tenu des différences importantes qui existent entre le zonage issu de la grille de croisement des données techniques et le zonage retenu pour le PPRIF, il me semble évident, même s'il faut tenir compte de l'aléa très fort sur la parcelle 882 B01 59, **qu'une nouvelle expertise du risque doit être réalisée.** Sans « aller » jusqu'à un classement en zone blanche, un **reclassement en zone bleue B1 doit être réalisé pour les parcelles 882 B 01 405 et 411.**

N°	DATE	ARR	MOYEN			IDENTITE DU DEMANDEUR	DEMANDE
			R	C	@		
716	ENTRE LE 23 ET LE 27 11/17	?	X			Demandeur inconnu Pas d'adresse.	Inscription trouvée sur le registre par le CE le 30/11/17 : « Raz le bol des constructions dans le 13 ^{ème} »

DOSSIER N° 716 : ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Inscription au registre qui n'a aucun rapport avec l'enquête en cours. A classer.

DATE	16/01/2018	DOSSIER N° 716 : AVIS DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
Sans observation.		

DOSSIER N° 716 : AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Sans objet.

N°	DATE	ARR	MOYEN			IDENTITE DU DEMANDEUR	DEMANDE
			R	C	@		
717	27/11/17	13	X			M. ? ou Mme ? ROSSI 45, traverse de la Baume Loubière 131013 Marseille	Inscription trouvée sur le registre par le CE le 30/11/17 : « Information rappel : 25 juillet 1997, le Collet Redon brûlait »

DOSSIER N° 717 : ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Inscription au registre qui n'apporte rien à l'enquête en cours. A classer.

DATE	16/01/2018	DOSSIER N° 717 : AVIS DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
Sans observation.		

DOSSIER N° 717 : AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Sans objet.

N°	DATE	ARR	MOYEN			IDENTITE DU DEMANDEUR	DEMANDE
			R	C	@		
718	27/11/17	13	X			M. MOYA 81, traverse de la Baume Loubière 13013 Marseille	<u>Inscription trouvée sur le registre par le CE le 30/11/17 :</u> « La Durante : 400 log. dont des pbs de circulation ds la traverse déjà encombrée ».

DOSSIER N° 718 : ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Inscription au registre qui n'apporte rien à l'enquête en cours. A classer.

DATE

16/01/2018

DOSSIER N° 718 : AVIS DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER

Sans observation.

DOSSIER N° 718 : AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Sans objet.

N°	DATE	ARR	MOYEN			IDENTITE DU DEMANDEUR	DEMANDE
			R	C	@		
719	29/11/17	14	X			CIQ de Sainte Marthe 2, rue Berthelot 13014 Marseille	Pas de demande, le CIQ de Sainte Marthe fait part des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Qu'une présentation du PPRIF a été faite à ses adhérents le 03/11/17, à partir du dossier d'enquête. - Qu'il approuve l'ensemble des dispositions du PPRIF. Que ces dispositions seront mises en place selon les dates prévues.

DOSSIER N° 719 : ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

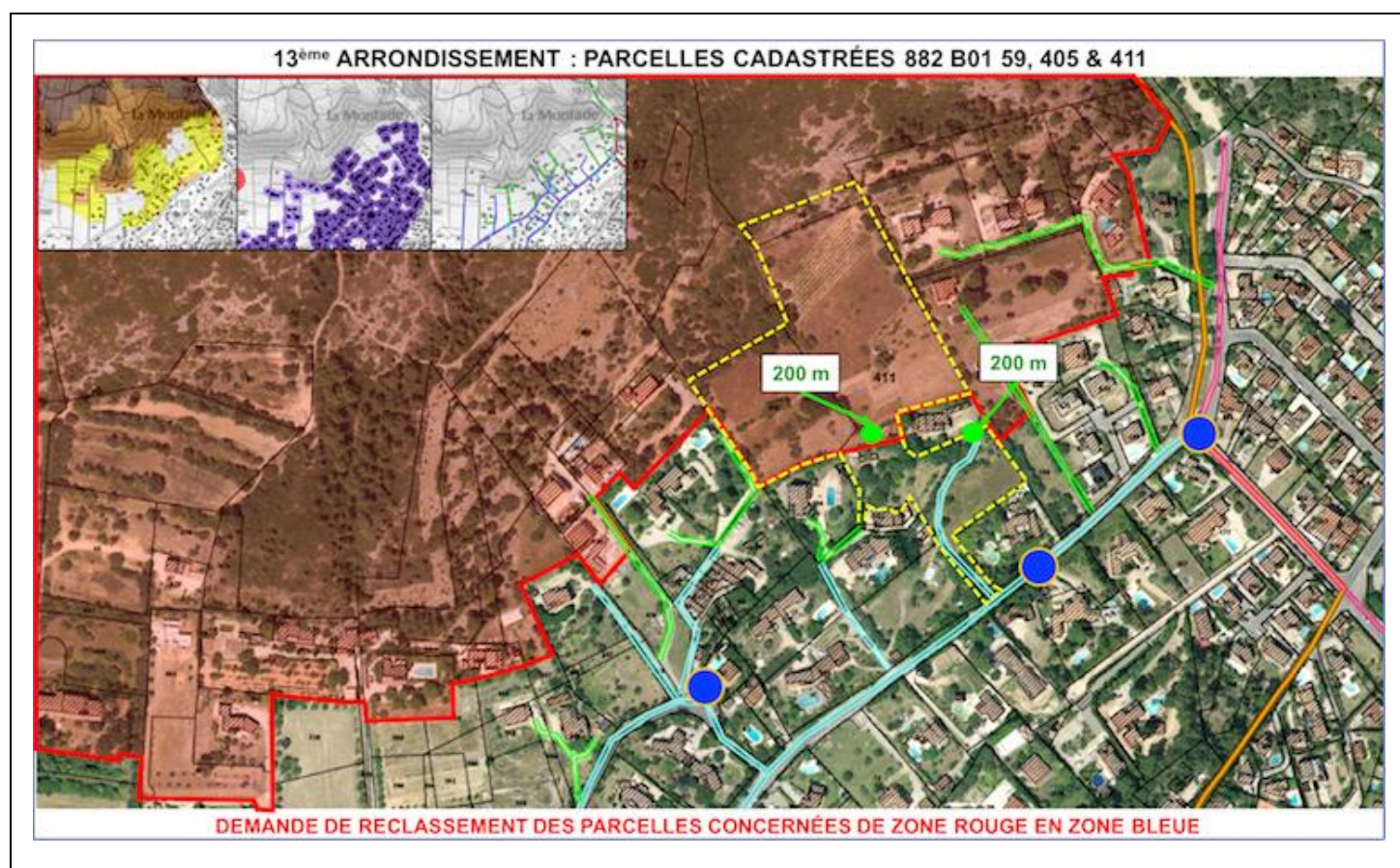
Pris note de l'approbation du PPRIF par le CIQ de Sainte Marthe.

DATE	16/01/2018	DOSSIER N° 719 : AVIS DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
Sans observation.		

DOSSIER N° 719 : AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Sans objet.

N°	DATE	ARR	MOYEN			IDENTITE DU DEMANDEUR	DEMANDE
			R	C	@		
720	30/11/17	13	X	X		M. Léon GRIMAUD 203-209, chemin de la Grave 13013 Marseille	Demande que le classement en zone rouge au PPRIF des parcelles 882 B01 59, 405 et 411 (Quartier Les Médecins) soit suspendu. Il demande le maintien du PLU et le classement de ces parcelles en UM1. Un dossier a été déposé, il est joint au registre d'enquête.



DOSSIER N° 720 : ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Analyse et recommandation du CE identiques à celles du dossier n° 715 (parcelles et demande identiques)

La situation des parcelles cadastrées faisant l'objet de la demande est la suivante :

- Parcelle 882 B01 59 en zone **d'aléa feux de forêt très fort** et il n'y a pas d'enjeu. Concernant les moyens de protection, il n'y a **pas d'hydrant à moins de 200 mètres** et **aucune voie d'accès n'existe**. Cette parcelle est donc non défendable.
- Parcelle 882 B01 405 en zone **d'aléa feux de forêt très faible ou nul** et il n'y a pas d'enjeu. Concernant les moyens de protection, il n'y a **pas d'hydrant à moins de 200 mètres** et **il n'y a aucune voie d'accès exploitable pour l'engin de référence**. Cette parcelle est donc non défendable.
- Parcelle 882 B01 441 en zone **d'aléa feux de forêt très faible ou nul au nord d'une ligne passant par les parcelles 284 à l'ouest et 410 à l'est, et moyen au sud de cette ligne**. Au nord de cette même ligne il n'y a aucun enjeu et au sud, la typologie du bâti est un **habitat groupé dense à très dense**. Concernant les moyens de protection,

un **hydrant existe à moins de 200 mètres** toujours jusqu'à cette même ligne de référence et **la voie d'accès est considérée comme exploitable pour l'engin de référence**. Cette parcelle est donc non défendable au nord de la ligne passant par les parcelles mitoyennes 284 et 410 et défendable au sud de celle-ci.

Si je me réfère à la grille de croisement des données techniques (Rapport de Présentation du Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt - Page 73), **ces parcelles, en appliquant à la lettre la grille de croisement, doivent être classées :**

- Parcelle 882 B01 59 en zone rouge.
- Parcelle 882 B01 405 en zone blanche.
- Parcelle 882 B01 441 Nord en zone blanche.
- Parcelle 882 B01 441 Sud en zone bleue B2.

Les dossiers n° DCP05517R003 et DCP05517R006 de la **concertation publique** ont reconnu pour la parcelle **882 B01 59 un aléa très fort à exceptionnel** et pour la parcelle **882 B01 405 un aléa moyen à fort**. Que ces parcelles étaient non défendables à cause d'une voie inaccessible. Le zonage rouge a été maintenu.

RECOMMANDATION DU CE : **Maintenir le zonage rouge actuel pour la parcelle 882 B01 59.** Compte tenu des différences importantes qui existent entre le zonage issu de la grille de croisement des données techniques et le zonage retenu pour le PPRIF, il me semble évident, même s'il faut tenir compte de l'aléa très fort sur la parcelle 882 B01 59, **qu'une nouvelle expertise du risque doit être réalisée.**

Sans « aller » jusqu'à un classement en zone blanche, un reclassement en **zone bleue B1** doit être réalisé **pour les parcelles 882 B 01 405 et 411.**

DATE	16/01/2018	DOSSIER N° 720 : AVIS DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
<p>Idem fiche n°15 :</p> <p>En lien avec les dossiers suivants de la concertation publique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - DCP00517R003 et DCP05517R006 <p>Une analyse du risque sera demandée au bureau d'étude en charge du PPRIF pour expliciter l'exposition au risque du sud de la parcelle 882 B 411 par rapport à celle des parcelles 882 B 59 et 405.</p>		

DOSSIER N° 720 : AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

La situation des parcelles cadastrées faisant l'objet de la demande est très différente de l'une à l'autre.

Si je me réfère à la grille de croisement des données techniques (Rapport de Présentation du Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt - Page 73), ces parcelles, en appliquant à la lettre la grille de croisement, doivent être classées : parcelle 882 B01 59 en zone rouge, parcelle 882 B01 405 en zone blanche, parcelle 882 B01 441 Nord en zone blanche et parcelle 882 B01 441 Sud en zone bleue B2.

Les dossiers n° DCP05517R003 et DCP05517R006 de la concertation publique ont reconnu pour la parcelle 882 B01 59 un aléa très fort à exceptionnel et pour la parcelle 882 B01 405 un aléa moyen à fort. Que ces parcelles étaient non défendables à cause d'une voie inaccessible. Le zonage rouge a été maintenu.

Compte tenu des éléments de mon analyse ci-dessus et de l'avis de la DDTM :

JE RECOMMANDE : le maintien du zonage rouge actuel pour la parcelle 882 B01 59. Compte tenu des différences importantes qui existent entre le zonage issu de la grille de croisement des données techniques et le zonage retenu pour le PPRIF, il me semble évident, même s'il faut tenir compte de l'aléa très fort sur la parcelle 882 B01 59, **qu'une nouvelle expertise du risque doit être réalisée.** Sans « aller » jusqu'à un classement en zone blanche, un **reclassement en zone bleue B1 doit être réalisé pour les parcelles 882 B 01 405 et 411.**

N°	DATE	ARR	MOYEN			IDENTITE DU DEMANDEUR	DEMANDE
			R	C	@		
721	30/11/17	13	X	X		M. SCHEIBLING & M. et Mme DIDIER 237, chemin de la Grave 13013 Marseille	Monsieur SCHEIBLING et monsieur et madame DIDIER sont copropriétaires de la parcelle 882 A02 222. Ils demandent le reclassement de cette parcelle de zone rouge en zone bleue (B1). Ils demandent également que la future aire de retournement soit positionnée « <i>sur la rotonde existante en terminaison du chemin d'accès commun et située « à cheval » sur notre terrain et celui de notre voisin</i> ». Un dossier a été déposé, il est joint au registre d'enquête.



DOSSIER N° 721 : ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

La parcelle cadastrée 882 A02 222 est située en zone **d'aléa feux de forêt moyen**, la typologie du bâti est un **habitat groupé dense**. Concernant les moyens de protection, **un hydrant existe mais à plus de 200 mètres** et **la voie d'accès est actuellement classée comme inexploitable pour l'engin de référence**. Cette parcelle est donc non défendable.

Si je me réfère à la grille de croisement des données techniques (Rapport de Présentation du Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt - Page 73), **cette parcelle, dans l'état actuel du dossier, doit rester classée en zone rouge.**

Les dossiers n° DCP05517M030 et DCP05517R008 de la **concertation publique** ont reconnu pour cette parcelle un **aléa moyen à fort et qu'elle était non défendable à cause d'une voie inaccessible et d'un déficit d'hydrant**. Le **zonage rouge** a été maintenu.

Dans le courrier du BMPM n° S1104/BMPM/EM/PVT/RINA/NP en date du 11 juillet 2017, il est stipulé qu'une modification du zonage nécessite : la création d'une aire de retournement, la normalisation de la voie (enrobé) et la création d'un hydrant H17. **Dans le dernier courrier reçu du BMPM (n° S1738/BMPM/EM/PVT/AEP/NP du 08/11/17), cette création d'hydrant n'est pas mentionnée.**

Concernant le positionnement de l'aire de retournement, c'est à l'autorité en charge de la D.E.C.I (Défense Extérieure Contre l'Incendie) d'en déterminer l'emplacement. Ses caractéristiques devront être conformes aux caractéristiques définies à l'annexe 2 - Titre 1 : Accessibilité, du règlement du Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt.

Je souligne également que contrairement à l'affirmation portée au registre par les demandeurs, il n'existe aucune interdiction de reconstruire après destruction dans le Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt. **L'article G2.11 définit avec précision les modalités de reconstruction à l'identique après destruction par un incendie de forêt.**

Dans le rapport de présentation du Plan de Prévention des risques d'Incendie de Forêt (4^{ème} Partie - Amélioration de la Défendabilité), un certain nombre de mesures sont déjà préconisées pour cette zone : la création d'une aire de retournement (AR13), la normalisation de cette voie (V66) et la création d'un hydrant (H17).

Il faut donc attendre que les travaux, préconisés ci-dessus et nécessaires à l'établissement de cette protection, soient réalisés.

RECOMMANDATION DU CE : Maintenir le zonage actuel. Ce zonage ne pourra être modifié qu'après l'exécution des travaux préconisés dans le rapport de présentation du PPRIF et qu'une nouvelle expertise du risque aura été réalisée.

DATE	16/01/2018	DOSSIER N° 721 : AVIS DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
<p>En lien avec les dossiers suivants de la concertation publique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - DCP05517M030, DCP05517M056, DCP00517R006 et DCP05517R008 <p>Absence d'éléments techniques nouveaux, le zonage est maintenu en l'état.</p>		

DOSSIER N° 721 : AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

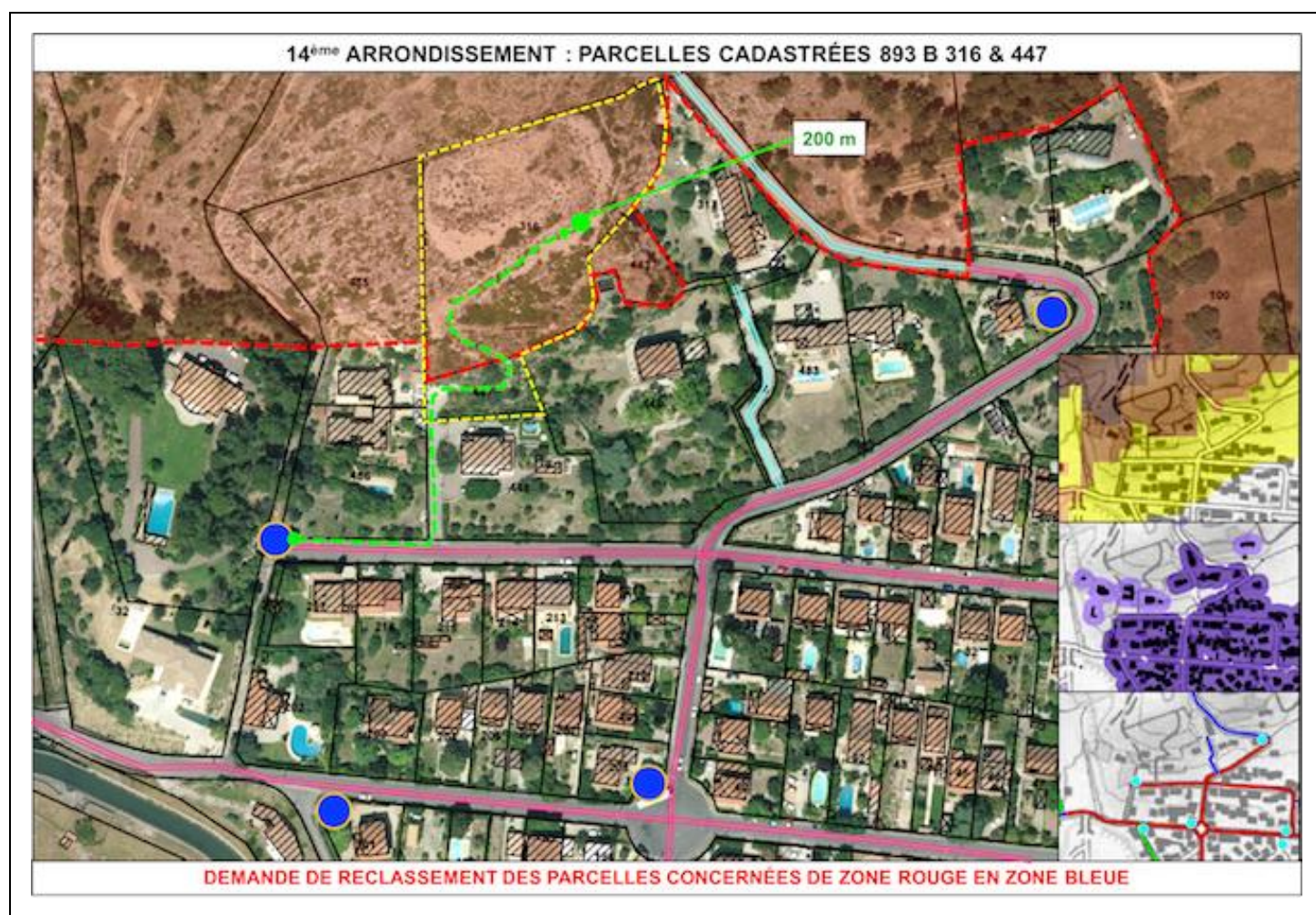
Cette parcelle est actuellement non défendable. Cette parcelle est donc classée en zone rouge.

Dans le rapport de présentation du Plan de Prévention des risques d'Incendie de Forêt (4^{ème} Partie - Amélioration de la Défendabilité), un certain nombre de mesures sont déjà préconisées pour cette zone : **la création d'une aire de retournement (AR13), la normalisation de cette voie (V66) et la création d'un hydrant (H17).**

Compte tenu des éléments de mon analyse ci-dessus et de l'avis de la DDTM :

J'APPROUVE : le maintien du zonage actuel. Celui-ci ne pourra être modifié qu'après l'exécution des travaux préconisés dans le rapport de présentation du PPRIF et qu'une nouvelle expertise du risque aura été réalisée.

N°	DATE	ARR	MOYEN			IDENTITE DU DEMANDEUR	DEMANDE
			R	C	@		
722	30/11/17	14	X	X		M. et Mme André PAOLACCI 448, chemin St Euphémie La Vigneraie n°5 13180 Allauch Mme Monique BARBAROUX 10, impasse François Camoins 13013 Marseille	M. et Mme André PAOLACCI et Mme Monique BARBAROUX sont propriétaires des parcelles 893 B 316 & 447. Signataires, depuis le mois d'avril 2016, d'une promesse de vente avec clauses suspensives d'obtention d'un permis de construire, ils demandent de conserver à ces terrains et plus particulièrement à la parcelle 893 B 316 « sa constructibilité ». Ils demandent le reclassement de zone rouge en zone bleue. Un dossier a été déposé, il est joint au registre d'enquête.



DOSSIER N° 722 : ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Les parcelles cadastrées 893 D 316 et 447 sont la propriété de M. et Mme André PAOLACCI et de Mme Monique BARBAROUX. Une promesse de vente a été signée au mois d'avril 2016 avec comme clause suspensive l'obtention d'un permis de construire.

Les parcelles cadastrées 893 D 316 et 447 sont situées en zone **d'aléa feux de forêt très fort**, la typologie du bâti est un **habitat groupé dense pour la parcelle 447 et une zone sans enjeu pour la parcelle 316**. Concernant les moyens de protection, un **hydrant existe à 100 mètres** et une **voie d'accès existe actuellement**.

Si je me réfère à la grille de croisement des données techniques (Rapport de Présentation du Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt - Page 73), **ces parcelles devraient, toutes deux, être classées en zone rouge**. Dans la version actuelle du PPRIF, **la parcelle 447 est classée en zone bleue (B1) et la parcelle 316 est classée en zone rouge**.

Les dossiers n° DCP05517M050, DCP05517M054 et DCP05517R006 de la **concertation publique** ont reconnu pour cette parcelle un **aléa très fort à exceptionnel et que la défendabilité était bonne**. Le **zonage rouge** a été maintenu pour la parcelle 316. La parcelle 447 est restée en zonage bleu (B1).

Compte tenu de l'aléa feux de forêt très fort, il me paraît difficile de reclasser la parcelle 316, même défendable en zone bleue (B1).

RECOMMANDATION DU CE : **Maintenir le zonage actuel, compte tenu de l'aléa feux de forêt très fort.**

DATE	16/01/2018	DOSSIER N° 722 : AVIS DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
<p>En lien avec les dossiers suivants de la concertation publique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - DCP05517M050, DCP05517M067 et DCP05517M073 <p>Voir également la fiche n°12</p> <p>L'aléa est de niveau très fort sur le secteur environnant la parcelle 893 B 316 et 447 : maintien du zonage en rouge sur le secteur.</p>		

DOSSIER N° 722 : AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Les dossiers n° DCP05517M050, DCP05517M054 et DCP05517R006 de la concertation publique ont reconnu pour cette parcelle un aléa très fort à exceptionnel et que la défendabilité était bonne. Le zonage rouge a été maintenu pour la parcelle 316. La parcelle 447 est restée en zonage bleu (B1).

Compte tenu de l'aléa feux de forêt très fort, il me paraît difficile de reclasser la parcelle 316, même défendable en zone bleue (B1).

Compte tenu des éléments de mon analyse ci-dessus et de l'avis de la DDTM :

J'APPROUVE : **le maintien du zonage actuel**, compte tenu de l'aléa feux de forêt très fort.

N°	DATE	ARR	MOYEN			IDENTITE DU DEMANDEUR	DEMANDE
			R	C	@		
723	30/11/17	14	X	X		COLINÉO Association pour la Protection et l'Éducation à l'Environnement 64, boulevard Bolivar 13014 Marseille	Madame Monique BERCET, présidente de l'association COLINÉO, a déposé un avis favorable au Projet de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt de la ville de Marseille. Un courrier a été déposé, il est annexé au registre d'enquête. L'association COLINÉO a également envoyé un courriel de teneur identique le 29/11/17. Celui-ci est annexé au registre.

DOSSIER N° 723 : ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Pris note de l'approbation du PPRIF par l'Association COLINÉO.

DATE

16/01/2018

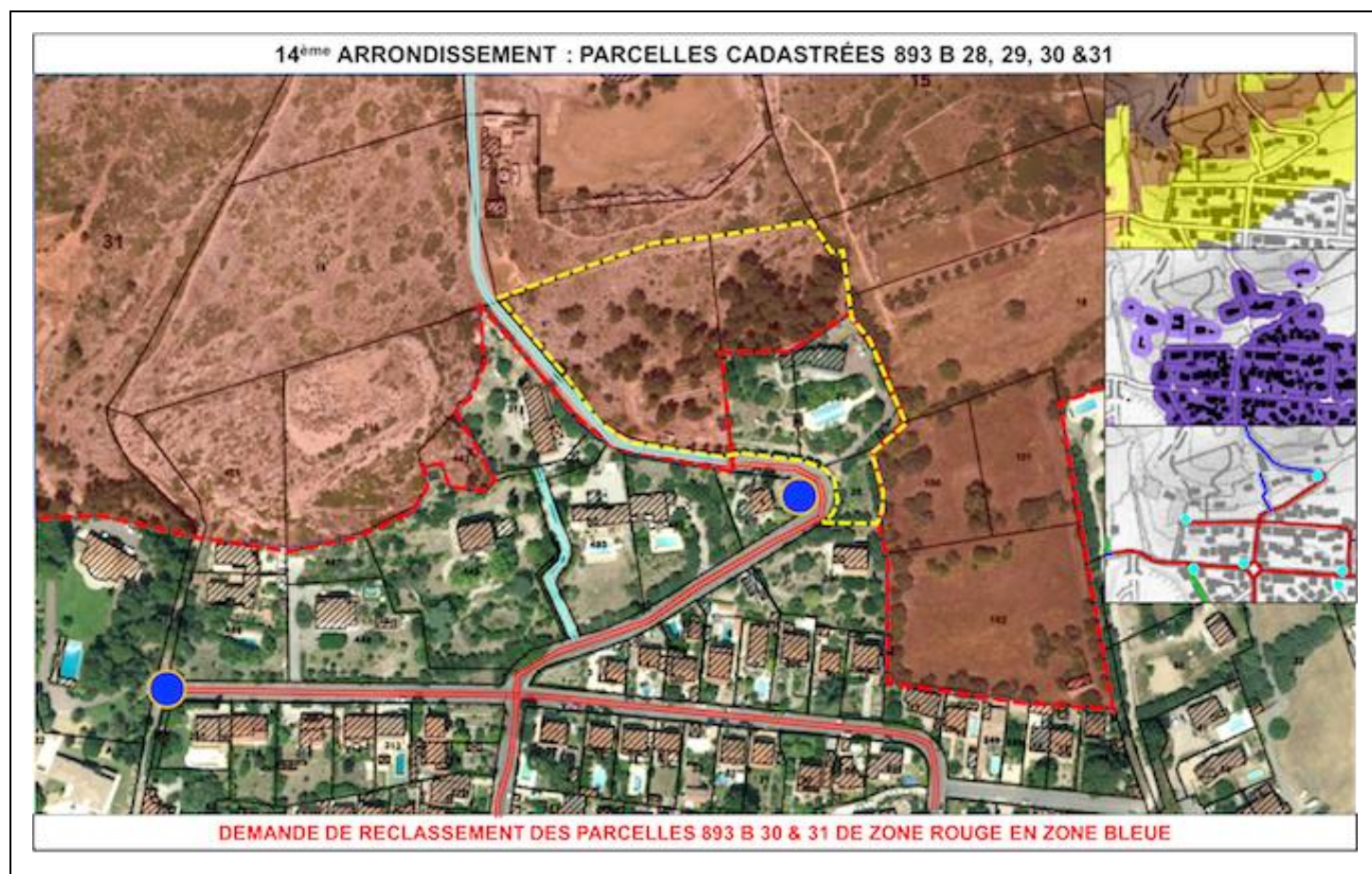
DOSSIER N° 723 : AVIS DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER

Sans observation.

DOSSIER N° 723 : AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Sans objet.

N°	DATE	ARR	MOYEN			IDENTITE DU DEMANDEUR	DEMANDE
			R	C	@		
724	30/11/17	14	X	X		Mme Monique BERCET 22, impasse Guynemer 13014 Marseille	<p>Madame Monique BERCET est propriétaire des parcelles 893 AB 28, 29, 30 et 31. Les deux premières sont classées en zone bleue (B1) et les deux autres (30 et 31) en zone rouge.</p> <p>Madame BERCET demande le reclassement des parcelles 893 AB 30 et 31 en zone bleue B1.</p> <p>Un courrier a été déposé, il est annexé au registre d'enquête.</p> <p>Madame Monique BERCET a également envoyé un courriel de teneur identique le 30//11/17. Celui-ci est annexé au registre.</p>



DOSSIER N° 724 : ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Les parcelles cadastrées 893 AB 28, 29, 30 et 31 sont situées en zone **d'aléa feux de forêt moyen et très fort**, la typologie du bâti est un **habitat groupé dense**. Concernant la défendabilité, la voie qui dessert ces parcelles est accessible et un hydrant existe à proximité.

- Parcelle 893 AB 28 est située en zone **d'aléa feux de forêt moyen**.
- Parcelle 893 AB 29 en zone **d'aléa feux de forêt moyen**.
- Parcelle 893 AB 30 en zone **d'aléa feux de forêt moyen et très fort**.

- Parcelle 893 AB 31 en zone **d'aléa feux de forêt très fort**.

Si je me réfère à la grille de croisement des données techniques (Rapport de Présentation du Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt - Page 73) :

- **La parcelle 28 doit être classée en zone bleue (B1)**, ce qui est le cas.
- **La parcelle 29 doit être classée en zone bleue (B1)**, ce qui est le cas.
- **La parcelle 30 doit être classée en zone rouge**, ce qui n'est pas le cas. En effet, le Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt tient compte de la partie classée en zone d'aléa de feux de forêt moyen et scinde ainsi cette parcelle en une zone bleue B1 (au sud) et une zone rouge (au nord).
- **La parcelle 31 doit être classée en zone rouge**, ce qui est le cas.

Compte tenu de l'aléa feux de forêt très fort, il me paraît difficile de reclasser la parcelle 31 et l'ensemble de la parcelle 30, mêmes défendables en zone bleue (B1). Le zonage actuel allie au mieux la sécurité des biens et des personnes, donc l'intérêt général, et l'intérêt particulier de madame Monique BERCET.

RECOMMANDATION DU CE : **Maintenir le zonage actuel**, compte tenu de l'aléa feux de forêt très fort.

DATE	16/01/2018	DOSSIER N° 724 : AVIS DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
L'aléa est de niveau très fort sur le secteur environnant les parcelles 893 AB 30 (nord) et 31 : maintien du zonage en rouge sur le secteur.		

DOSSIER N° 724 : AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

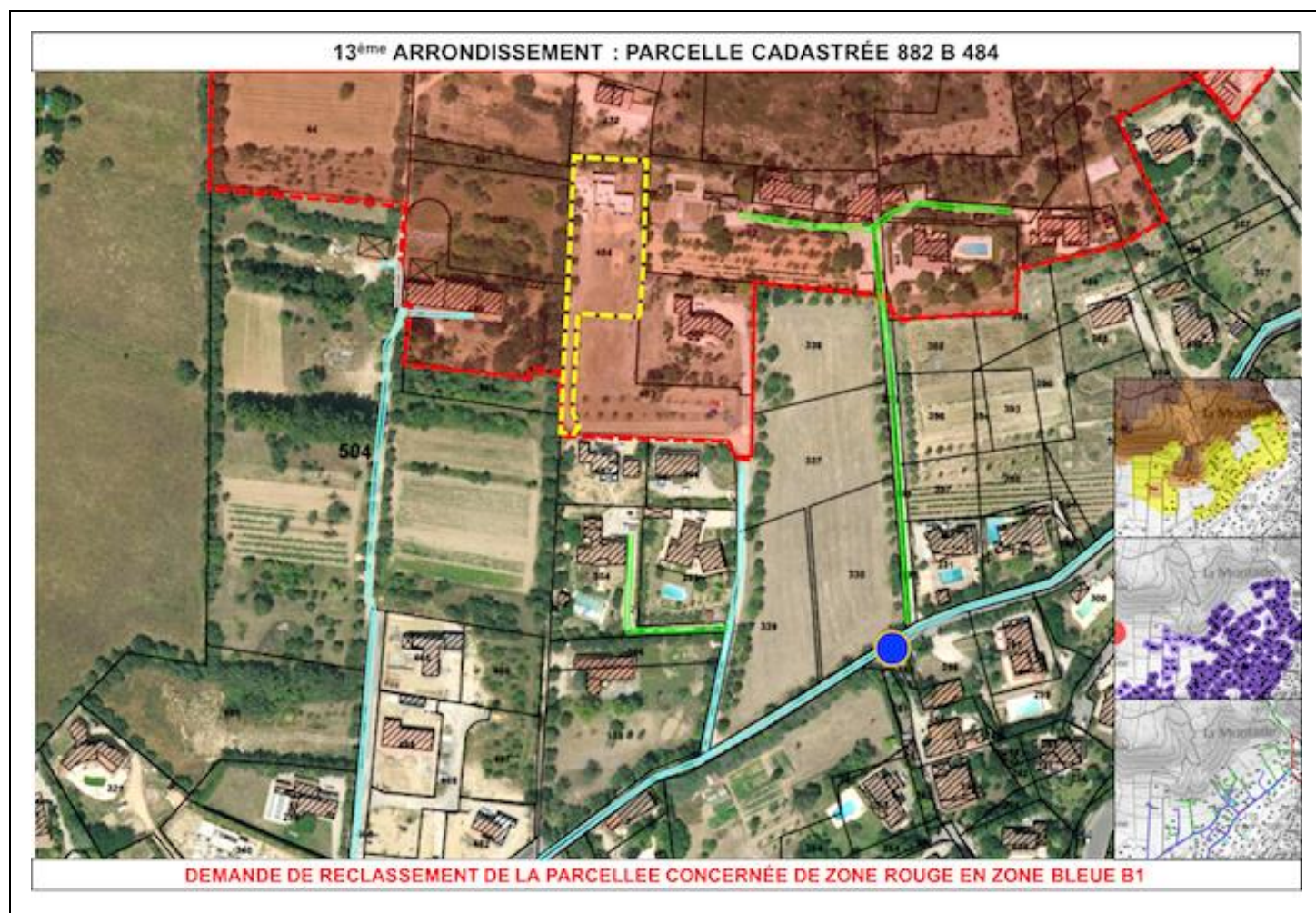
Si je me réfère à la grille de croisement des données techniques (Rapport de Présentation du Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt - Page 73) :

- La parcelle 28 doit être classée en zone bleue (B1), ce qui est le cas.
- La parcelle 29 doit être classée en zone bleue (B1), ce qui est le cas.
- La parcelle 30 doit être classée en zone rouge, ce qui n'est pas le cas. En effet, le Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt tient compte de la partie classée en zone d'aléa de feux de forêt moyen et scinde ainsi cette parcelle en une zone bleue B1 (au sud) et une zone rouge (au nord).
- La parcelle 31 doit être classée en zone rouge, ce qui est le cas.

Compte tenu des éléments de mon analyse ci-dessus et de l'avis de la DDTM :

J'APPROUVE : **le maintien du zonage actuel**, compte tenu de l'aléa feux de forêt très fort.

N°	DATE	ARR	MOYEN			IDENTITE DU DEMANDEUR	DEMANDE
			R	C	@		
725	30/11/17	13	X	X		M. Sébastien DELMAS 63, chemin des Paroyes 13013 Marseille	Monsieur Sébastien DELMAS demande le reclassement de la parcelle 882 B 484 de zone rouge en zone bleue B1. Un dossier a été déposé, il est joint au registre d'enquête.



DOSSIER N° 725 : ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

La parcelle cadastrée 882 B 484 est située en zone **d'aléa feux de forêt moyen (limite fort)**, la typologie du bâti est un **habitat groupé dense**. Concernant les moyens de protection, un **hydrant existe mais à plus de 200 mètres**.

La parcelle 882 B 484 est donc non défendable à cause de la distance de l'hydrant le plus proche.

Si je me réfère à la grille de croisement des données techniques (Rapport de Présentation du Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt - Page 73), **cette parcelle doit être classée rouge**. Ce qui est le cas.

Les dossiers n° DCP05517M055, DCP05517M076 et DCP05517R006 de la **concertation publique** ont reconnu pour cette parcelle un **aléa moyen à fort et qu'elle était non défendable à cause d'un déficit d'hydrant**. Le **zonage rouge** a été maintenu.

Dans le rapport de présentation du Plan de Prévention des risques d'Incendie de Forêt (4^{ème} Partie - Amélioration de la Défendabilité), un certain nombre de mesures sont déjà préconisées pour cette zone : création d'un hydrant (H14).

Il faut donc attendre que les travaux, préconisés ci-dessus et nécessaires à l'établissement de cette protection, soient réalisés.

RECOMMANDATION DU CE : **Maintenir le zonage actuel**. Ce zonage ne pourra être modifié qu'après l'installation de l'hydrant H14 et qu'une nouvelle expertise du risque ait été réalisée, en particulier que le chemin d'accès de la parcelle 484 soit conforme aux caractéristiques des voies accessibles aux engins de secours (Annexe 2 - Titre 1 : Accessibilité, du règlement du Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt).

DATE	16/01/2018	DOSSIER N° 725 : AVIS DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
<p>En lien avec les dossiers suivants de la concertation publique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - DCP05517M055, DCP05517M076 et DCP05517R006 <p>Absence d'éléments techniques nouveaux, le zonage est maintenu en l'état.</p>		

DOSSIER N° 725 : AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

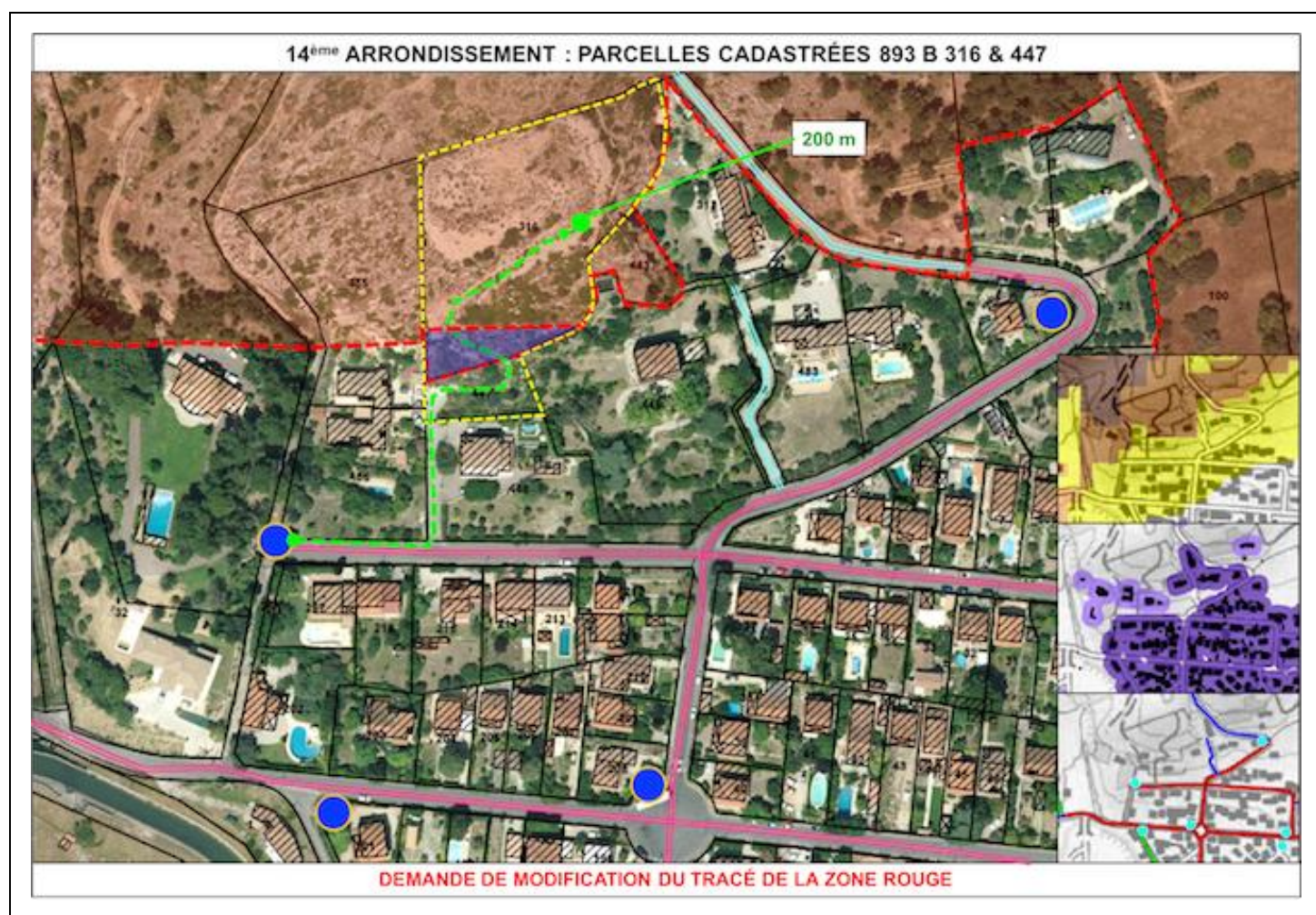
Les dossiers n° DCP05517M055, DCP05517M076 et DCP05517R006 de la concertation publique ont reconnu pour cette parcelle un aléa moyen à fort et qu'elle était non défendable à cause d'un déficit d'hydrant. Le zonage rouge a été maintenu.

Dans le rapport de présentation du Plan de Prévention des risques d'Incendie de Forêt (4^{ème} Partie - Amélioration de la Défendabilité), un certain nombre de mesures sont déjà préconisées pour cette zone : **création d'un hydrant (H14)**.

Compte tenu des éléments de mon analyse ci-dessus et de l'avis de la DDTM :

J'APPROUVE : **le maintien du zonage actuel**. Celui-ci ne pourra être modifié qu'après l'installation de l'hydrant H14 et qu'une nouvelle expertise du risque ait été réalisée, en particulier que le chemin d'accès de la parcelle 484 soit conforme aux caractéristiques des voies accessibles aux engins de secours (Annexe 2 - Titre 1 : Accessibilité, du règlement du Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt).

N°	DATE	ARR	MOYEN			IDENTITE DU DEMANDEUR	DEMANDE
			R	C	@		
726	30/11/17	14	X	X		Société ANÉMOS 11, rue Latham 13014 Marseille	<p>Monsieur Denis ROYER, gérant de la société ANÉMOS, souhaite construire un maison « passive » sur les parcelles 893 B 447 et 893 B 316. Pour réaliser ce projet, les contraintes d'occupation des sols du PLU interdisant ce projet, il demande une modification de la limite de la zone rouge et de déplacer celle-ci vers le nord à la hauteur d'un mur de soutènement existant sur la parcelle 316.</p> <p>Un dossier a été déposé, il est joint au registre d'enquête.</p>



ACCÈS A LA PARCELLE CADASTRÉE 893 B 447



LIMITE ZONE ROUGE DEMANDÉE

DOSSIER N° 726 : ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Les parcelles cadastrées 893 D 316 et 447 sont la propriété de M. et Mme André PAOLACCI et de Mme Monique BARBAROUX. Une promesse de vente a été signée au mois d'avril 2016 avec messieurs Jean-Francis RISPOLI et Thomas RISPOLI qui ont un projet d'urbanisation sur ces parcelles. Cette promesse de vente comporte comme clause suspensive l'obtention d'un permis de construire. Quel est le rôle de la société ANÉMOS ? En me basant sur les éléments dont je dispose, cette société n'a, actuellement, aucune « légitimité » sur ces parcelles même si son siège social est mitoyen de la parcelle 893 B 447.

Les parcelles cadastrées 893 D 316 et 447 sont situées en zone **d'aléa feux de forêt très fort**, la typologie du bâti est un **habitat groupé dense pour la parcelle 447 et une zone sans enjeu pour la parcelle 316**. Concernant les moyens de protection, un **hydrant existe à 100 mètres** et une **voie d'accès existe actuellement**.

Si je me réfère à la grille de croisement des données techniques (Rapport de Présentation du Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt - Page 73), **ces parcelles devraient, toutes deux, être classées en zone rouge**. Dans la version actuelle du PPRIF, **la parcelle 447 est classée en zone bleue (B1) et la parcelle 316 est classée en zone rouge**. **J'ajoute que la parcelle adjacente (893 D 446) soumise elle aussi à un aléa feux de forêt très fort devrait elle aussi, pour sa partie nord, être classée en zone rouge.**

Les dossiers n° DCP05517M050, DCP05517M054 et DCP05517R006 de la **concertation publique** ont reconnu pour la parcelle 316 un **aléa très fort à exceptionnel et que la défendabilité était bonne**. Le **zonage rouge** a été maintenu pour la parcelle 316. La parcelle 447 est restée en zonage bleu (B1).

La société ANÉMOS demande uniquement une modification de la limite de la zone rouge et de déplacer celle-ci vers le nord à la hauteur d'un mur de soutènement existant sur la parcelle 316 afin de pouvoir réaliser son projet de construction de maison « passive ». Cette modification, compte tenu du classement en zone bleue B1 de la parcelle 893 D 447 et du classement identique de la parcelle 893 D 446 adjacente (aléa très fort) me paraît envisageable. Mais, la société ANÉMOS ne dispose pas, aux termes de l'article G2.3, d'un projet autorisé à la date d'approbation du PPRIF et de plus aucune promesse de vente n'a jamais été signée avec M. et Mme André PAOLACCI et de Mme Monique BARBAROUX.

RECOMMANDATION DU CE : **Maintenir le zonage actuel, compte tenu de l'aléa feux de forêt très fort.**

DATE	16/01/2018	DOSSIER N° 726 : AVIS DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
<p>En lien avec les dossiers suivants de la concertation publique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - DCP05517M050, DCP05517M067 et DCP05517M073 <p>Voir également les fiches 12 et 22.</p> <p>L'aléa est de niveau très fort sur le secteur environnant les parcelles 893 B 316 et 447 : maintien du zonage en rouge sur le secteur.</p>		

DOSSIER N° 726 : AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

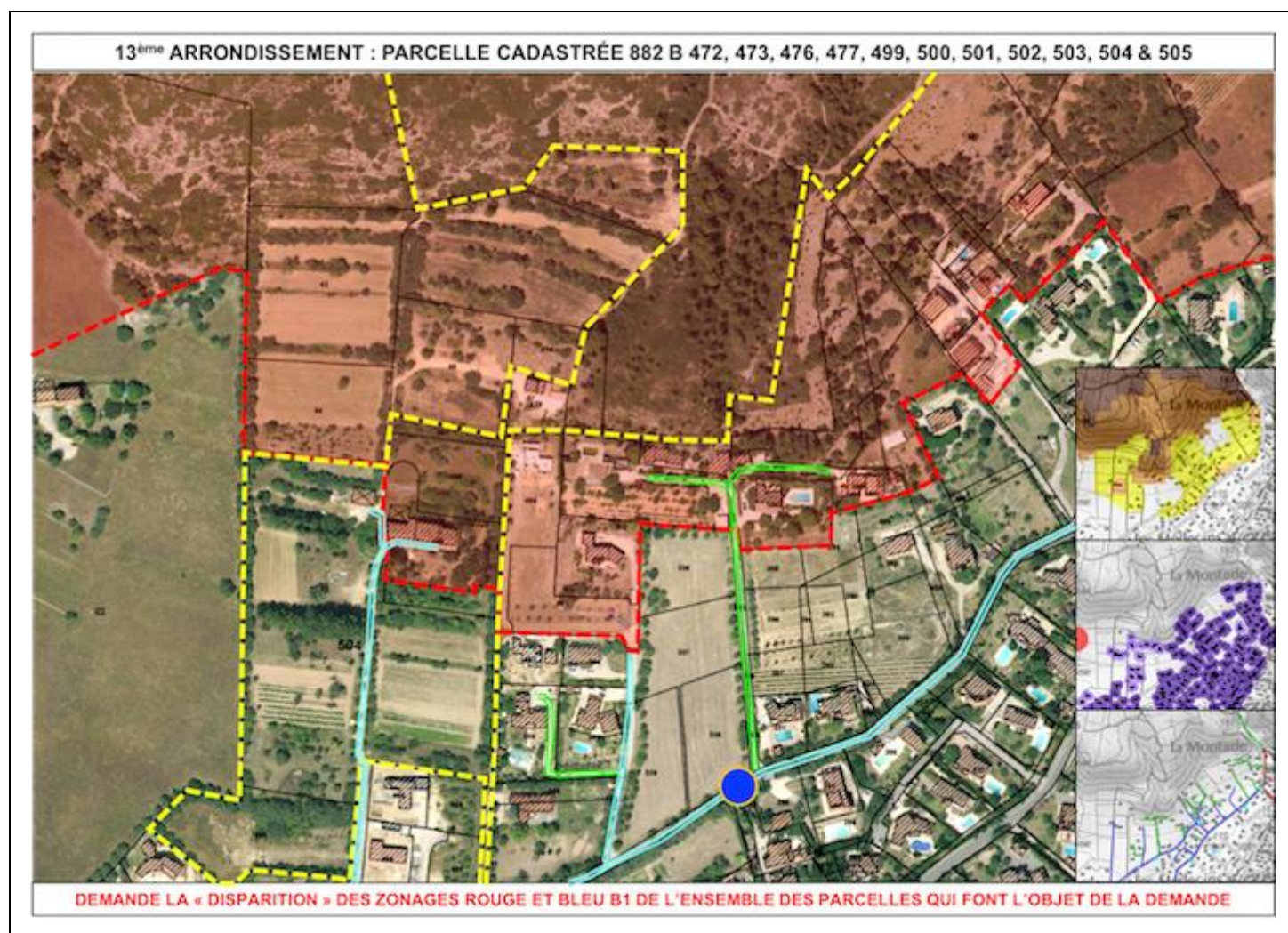
Les dossiers n° DCP05517M050, DCP05517M054 et DCP05517R006 de la concertation publique ont reconnu pour cette parcelle un aléa très fort à exceptionnel et que la défendabilité était bonne. Le zonage rouge a été maintenu pour la parcelle 316. La parcelle 447 est restée en zonage bleu (B1).

Compte tenu de l'aléa feux de forêt très fort, il me paraît difficile de reclasser la parcelle 316, même défendable en zone bleue (B1). La société ANÉMOS ne dispose pas, aux termes de l'article G2.3, d'un projet autorisé à la date d'approbation du PPRIF et de plus aucune promesse de vente n'a jamais été signée avec M. et Mme André PAOLACCI et de Mme Monique BARBAROUX.

Compte tenu des éléments de mon analyse ci-dessus et de l'avis de la DDTM :

J'APPROUVE : **le maintien du zonage actuel**, compte tenu de l'aléa feux de forêt très fort.

N°	DATE	ARR	MOYEN			IDENTITE DU DEMANDEUR	DEMANDE
			R	C	@		
727	30/11/17	13		X		M. Jacques FAUROUX 13, chemin des Aires Hautes 13510 Eguilles	<p>Monsieur Jacques FAUROUX est propriétaire de la bastide dite « la Politre » 41, chemin des Paroyes 13013 Marseille ainsi que des 6 000 m2 de terrain qui l'entourent et aussi de la parcelle 882 B 505.</p> <p>Il estime que les zones rouge et bleue B1, compte tenu de l'installation future d'une pompe surpuissante sur un bassin existant, ne paraissent pas nécessaire.</p> <p>Un courrier a été déposé, il est annexé au registre d'enquête.</p>



DOSSIER N° 727 : ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Monsieur Jacques FAUROUX, dans son courrier en date du 29/11/17 n'avait précisé les données cadastrales que d'une seule parcelle, le reste se résumait aux termes suivants : « ... la bastide dite « La Politre » ... ainsi que les 6 000 m2 de

terrain qui l'entourent. » Le dossier DCP05517C013 de la concertation publique a permis de préciser l'ensemble des parcelles, à savoir : 882 B 472, 473, 476, 477, 499, 500, 501, 502, 503, 504 et 505.

Il est impossible de traiter cette demande de manière globale, tellement ces parcelles sont disparates.

- Les parcelles 472, 473 et 476 sont situées en zone d'aléa feux de forêt fort à très fort et la typologie du bâti est habitat groupé dense. Elles ne sont pas défendables. **Elles sont classées en zone rouge.**
- La parcelle 477 est située en zone d'aléa feux de forêt très fort à exceptionnel et il n'y a pas d'enjeu. Elle n'est pas défendable. **Elle est classée en zone rouge**
- Les parcelles 499, 500, 501 et 502 sont situées en zone d'aléa feux de forêt moyen à fort et la typologie du bâti est habitat groupé dense. Elles ne sont pas défendables. **Elles sont classées en zone rouge**
- La parcelle 503 est située en zone d'aléa feux de forêt moyen à fort et il n'y a pas d'enjeu. Elle est défendable. **Elle est classée en zone bleue B1**
- Les parcelles 504 et 505 sont situées en zone d'aléa feux de forêt très faible à moyen et il n'y a pas d'enjeu. Elles sont défendables. **La parcelle 504 est classée en zone bleue B1 et la parcelle 505 en zone blanche.**

Lors de la concertation publique, **un déficit d'hydrant a été souligné et aucune modification de zonage n'a été effectuée.**

Dans le rapport de présentation du Plan de Prévention des risques d'Incendie de Forêt (4^{ème} Partie - Amélioration de la Défendabilité), un certain nombre de mesures sont déjà préconisés pour cette zone : création d'un hydrant (H13).

Il faut donc attendre que les travaux, préconisés ci-dessus et nécessaires à l'établissement de cette protection, soient réalisés.

RECOMMANDATION DU CE : **Maintenir le zonage actuel.** Ce zonage ne pourra éventuellement être modifié qu'après l'installation de l'hydrant H13.

Cette installation effectuée, je recommande :

- **De maintenir les parcelles 882 B 472, 473, 476, 477, 501 et 502 en zone rouge.**
- **De maintenir les parcelles 882 B 503 et 504 en zone bleue B1 et la parcelle 882 B 505 en zone blanche.**

DATE	16/01/2018	DOSSIER N° 727 : AVIS DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
<p>En lien avec les dossiers suivants de la concertation publique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - DCP05517C013, DCP05517M058 et DCP05517R006 <p>Absence d'éléments techniques nouveaux, le zonage est maintenu en l'état.</p>		

DOSSIER N° 727 : AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

La situation des parcelles cadastrées faisant l'objet de la demande est très différente de l'une à l'autre.

Lors de la concertation publique, un déficit d'hydrant a été souligné et aucune modification de zonage n'a été effectuée.

Dans le rapport de présentation du Plan de Prévention des risques d'Incendie de Forêt (4^{ème} Partie - Amélioration de la Défendabilité), un certain nombre de mesures sont déjà préconisées pour cette zone : création d'un hydrant (H13).

Il faut donc attendre que les travaux, préconisés ci-dessus et nécessaires à l'établissement de cette protection, soient réalisés.

Compte tenu des éléments de mon analyse ci-dessus et de l'avis de la DDTM :

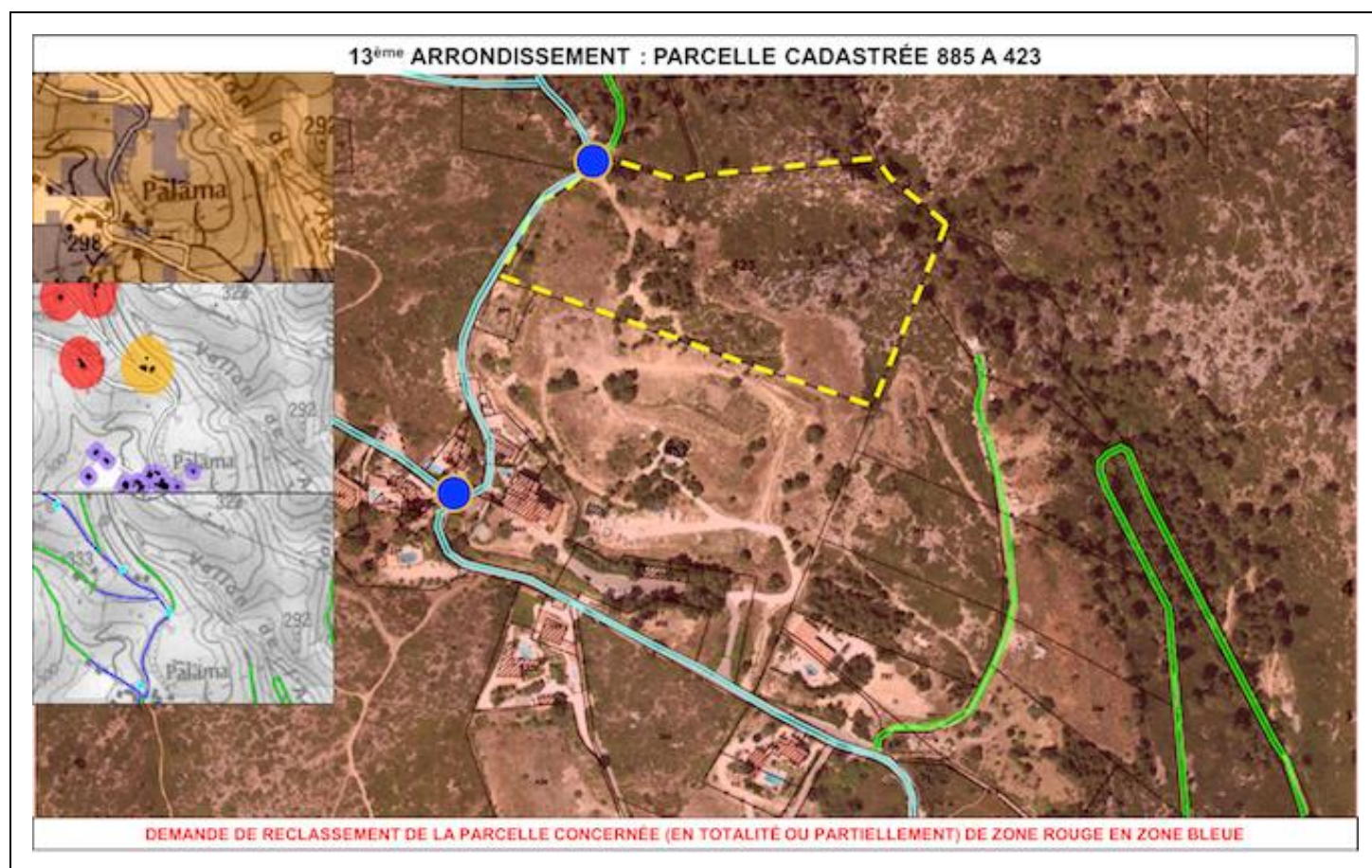
J'APPROUVE : le maintien du zonage actuel, ce zonage ne pourra éventuellement être modifié qu'après l'installation de l'hydrant H13.

Cette installation effectuée, JE RECOMMANDE :

- **De maintenir les parcelles 882 B 472, 473, 476, 477, 501 et 502 en zone rouge.**
- **De maintenir les parcelles 882 B 503 et 504 en zone bleue B1 et la parcelle 882 B 505 en zone blanche.**

Qu'une nouvelle expertise du risque doit être réalisée sur les parcelles 882 B 499 et 500 pour un éventuel reclassement en zone bleue B1.

N°	DATE	ARR	MOYEN			IDENTITE DU DEMANDEUR	DEMANDE
			R	C	@		
728	30/11/17	13	X	X		M. Murat DINKCI 116, boulevard de Beaumont 13012 Marseille	Monsieur Murat DINKCI est propriétaire de la parcelle 885 A 423 située à l'adresse suivante : 242, chemin de Palama 13013 Marseille. Il demande le reclassement de cette parcelle, ou au moins une partie, de zone rouge en zone bleue en vue de l'installation de chalets en bois. Un courrier a été déposé, il est annexé au registre d'enquête.



DOSSIER N° 728 : ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

La parcelle cadastrée 885 A 423 est située en zone **d'aléa feux de forêt très fort à exceptionnel** et il n'y a pas d'enjeu. Concernant les moyens de protection, des **hydrants existent à moins de 200 mètres** et **la voie d'accès est considérée comme exploitable pour l'engin de référence**. Cette parcelle est donc défendable.

Si je me réfère à la grille de croisement des données techniques (Rapport de Présentation du Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt - Page 73), **cette parcelle, compte tenu de l'aléa feux de forêt très fort à exceptionnel, doit être classée en zone rouge**. Ce qui est le cas dans la version actuelle du PPRIF.

Monsieur Murat DINKCI demande le reclassement de cette parcelle, ou au moins une partie, de zone rouge en zone bleue en vue de l'installation de chalets en bois.

Je souhaite rappeler deux articles du règlement du PPRIF :

Article G2.3 : « On entend par « projet » la **réalisation d'aménagements ou d'ouvrages**, les constructions nouvelles quelle que soit leur destination, l'extension et les travaux sur les constructions existantes régulièrement édifiées ou **autorisées à la date d'approbation du présent plan, et la création de nouvelles activités.** »

Article R3.1 : « Dans la zone rouge telle que définie à l'article G1.3, **sont interdites** toutes les constructions ou occupations du sol qui ne sont pas expressément visées aux articles R3.2 et R3.3, ainsi que **toutes les activités nouvelles qui conduisent à accroître la population présente.** »

En tenant compte de ces deux articles, monsieur Murat DINKCI ne peut pas ériger ses chalets en bois, car cela est interdit en zone rouge et de plus, il ne dispose pas, aux termes de l'article G2.3, d'un projet autorisé à la date d'approbation du PPRIF.

RECOMMANDATION DU CE : **Maintenir le zonage actuel**, non pas pour un problème de défendabilité, **mais l'aléa très fort à exceptionnel qui existe sur cette parcelle empêche tout reclassement.** De plus, aucun projet n'existe actuellement qui soit conforme aux exigences de l'article G2.3 du PPRIF.

DATE	16/01/2018	DOSSIER N° 728 : AVIS DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
L'aléa est de niveau très fort à exceptionnel sur le secteur environnant la parcelle 885 A 423 : maintien du zonage en rouge sur le secteur.		

DOSSIER N° 728 : AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

La parcelle cadastrée 885 A 423 est située en zone d'aléa feux de forêt très fort à exceptionnel et il n'y a pas d'enjeu.

Monsieur Murat DINKCI demande le reclassement de cette parcelle, ou au moins une partie, de zone rouge en zone bleue en vue de l'installation de chalets en bois.

En tenant compte de l'article R3.1 du règlement du PPRIF, monsieur Murat DINKCI ne peut pas ériger ses chalets en bois, car cela est interdit en zone rouge. De plus, il ne dispose pas, aux termes de l'article G2.3 du règlement du PPRIF, d'un projet autorisé à la date d'approbation.

Compte tenu des éléments de mon analyse ci-dessus et de l'avis de la DDTM :

J'APPROUVE : **le maintien du zonage actuel** non pas pour un problème de défendabilité, **mais l'aléa très fort à exceptionnel qui existe sur cette parcelle empêche tout reclassement.** De plus, aucun projet n'existe actuellement qui soit conforme aux exigences de l'article G2.3 du PPRIF.

4. Rapport du commissaire enquêteur en charge du VIIème secteur.

Au sein de la commission d'enquête, le commissaire enquêteur désigné pour mener l'enquête publique sur le territoire de la mairie du secteur VII (13° et 14° arrondissements) a été monsieur Marcel HUARD.

Ce rapport a pour objet de relater l'ensemble des événements qui se sont déroulés pendant l'enquête, les observations, les suggestions, les propositions présentées et les documents reçus.

Désignation de la commission d'enquête :

- Décision n° E17000132/13 de monsieur le Président du Tribunal Administratif de Marseille en date du 21 août 2017.
- Arrêté de monsieur le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur – Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud – Préfet des Bouches-du-Rhône en date du 9 octobre 2017.

Durée et siège de l'enquête :

- L'enquête d'une durée de trente-deux (32) jours consécutifs, aux jours et heures habituelles d'ouverture des bureaux à l'exception des jours fériés et éventuels ponts, s'est déroulée du lundi 30 octobre 2017 au jeudi 30 novembre 2017 inclus.
- Pendant cette période, le dossier et le registre d'enquête ont été tenus à la disposition du public dans les lieux suivants :
 - Mairie centrale (Délégation Générale de l'Urbanisme, de l'Aménagement et de l'Habitat) - 40, rue Fauchier 13233 Marseille Cedex 20.
 - Mairie secteur IV (6° et 8° arrondissements) - 125, rue du Commandant Rolland 13008 Marseille.
 - Mairie secteur V (9° et 10° arrondissements) - 150, boulevard Paul Claudel 13009 Marseille.
 - Mairie secteur VI (11° et 12° arrondissements) - Boulevard Bouyala d'Arnaud 13012 Marseille.
 - Mairie secteur VII (13° et 14° arrondissements) - 72, rue Paul Coxe 13014 Marseille.
 - Mairie secteur VIII (15° et 16° arrondissements) - 246, rue de Lyon 13015 Marseille.

J'ai assuré la réception du public, conformément aux errements définis par l'arrêté de monsieur le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur – Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud – Préfet des Bouches-du-Rhône :

- **A la mairie centrale - 40, rue Fauchier 13233 Marseille Cedex 20.**
 - Lundi 30 octobre 2017 de 09h00 à 12h00.
 - Jeudi 30 novembre 2017 de 09h00 à 12h00.
- **A la mairie du VII° secteur (13° et 14° arrondissements) - 72, rue Paul Coxe 13014 Marseille.**
 - Jeudi 02 novembre 2017 de 09h00 à 12h00.
 - Jeudi 16 novembre 2017 de 13h30 à 16h30.
 - Jeudi 30 novembre 2017 de 13h30 à 16h30.

Publicité :

L'avis de monsieur le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur – Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud – Préfet des Bouches-du-Rhône, en date du 9 octobre 2017 a été publié par voie d'affiches quinze jours au moins avant la date fixée pour l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci aux lieux et places habituels. Cet avis a également été affiché, dans les mêmes conditions de délai et de durée, à la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

Cet avis a été également par les soins du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur – Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud – Préfet des Bouches-du-Rhône publié dans deux journaux (La Provence et La Marseillaise) habilités à publier les annonces légales dans le département et ce à deux reprises, le samedi 14 et le dimanche 15 octobre 2017 ainsi que le jeudi 2 novembre 2017.

Cet avis a été également mis en ligne sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône quinze jours avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

Déroulement de l'enquête :

• Observations, courriels et documents reçus :

- Observations consignées au registre : 29 (mairie du VII^e secteur) + 1 (mairie centrale)
- Courriers reçus : 3 (mairie du VII^e secteur) + 1 (mairie centrale), ce dernier est arrivé hors délai (4 décembre 2017).
- Courriels reçus : 3
- Dossiers déposés : 14 (pour un total de 208 feuillets).

En tenant compte des doublons et autres redondances, l'ensemble des **éléments recueillis** lors de cette enquête publique, pour le VII^{ème} secteur de la commune de Marseille, se résume à **28 dossiers** :

N°	DATE	IDENTITE DU DEMANDEUR	DEMANDE
701	02/11/17	M. et Mme Boris LECOMTE 210, chemin de Palama 13013 Marseille	Demande de reclassement de la parcelle 885 A01 170 de zone rouge en zone bleue.
702	02/11/17	M. Robert MICHEL 160, impasse des Cerisiers 84210 Pernes les Fontaines	Demande de reclassement : - Des parcelles 893 AB 100 et 101 de zone rouge en zone bleue (B1) ; - De la parcelle 893 AB 102 de zone rouge en zone bleue (B2) ; - De la parcelle 893 B 11 de zone bleue (B1) en zone bleue (B3).
703	02/11/17	M. Clément CIARLONE 233 chemin de la Grave 13013 Marseille	Demande de reclassement de la parcelle 882 A02 223 de zone rouge en zone bleue (B1).
704	02/11/17	Association de Défense du Quartier des Médecins.	Première prise de contact pour une demande de reclassement des parcelles des adhérents de l'association. Aucun dossier n'a jamais été fourni.

705	02/11/17	M. et Mme Pierre CERRI 11, impasse des Indépendants 13013 Marseille	Monsieur et madame CERRI ont cédé une parcelle de leur propriété à un tiers. Un compromis de vente a été signé. L'acquéreur n'a pas obtenu son permis de construire car le Bataillon des Marins Pompiers de Marseille a émis un avis défavorable, pour absence d'hydrant à moins de 200 mètres et absence d'aire de retournement (<u>Source</u> : monsieur CERRI). Monsieur CERRI signale également que l'accès à la montée Milou et à l'hydrant qui s'y trouve a été rendu impossible car le lotissement « Les campagnes Mouret 2 » a installé des plots de béton.
706	15/11/17 16/11/17	M. René TREILLARD 217, chemin de la Grave 13013 Marseille	Demande de reclassement de la parcelle 882 B 68 de zone rouge en zone bleue (B1).
707	16/11/17	M. Christian GUEYDON 71, Chemin des Paroyes 13013 Marseille	Demande de reclassement des parcelles 882 B 306 & 380 de zone rouge en zone bleue.
708	16/11/17	M. Franck GAGLIANO 24, traverse Tastevin 13013 Marseille	Demande de reclassement de la parcelle 889 B 155 de zone rouge en zone bleue. La DDTM, a demandé (courrier du 17/03/17) d'équiper le portail d'un système de déverrouillage et la pose d'in hydrant. Ces travaux ont été réalisés.
709	16/11/17	M. Frédéric GUEYDON 12, boulevard François Perez 13013 Marseille	Demande de reclassement de la parcelle 883 B 771 de zone rouge en zone bleue.
710	16/11/17	M. Robert DAVIN 63, chemin des Paroyes 13013 Marseille	Demande de reclassement des parcelles 882 B 482 & 483 de zone rouge en zone bleue.
711	16/11/17	M. Thomas RISPOLI 30, traverse du Jas de la Serre 113013 Marseille	Demande de reclassement des parcelles 883 D 39, 148 & 149 de zone rouge en zone bleue (B1).
712	16/11/17 24/11/17	M. Jean-Francis RISPOLI M. Thomas RISPOLI Chemin des grottes Loubières 13013 Marseille	Demande de requalifier l'aléa subi de très fort à moyen/fort et le reclassement des parcelles 893 B 316 & 447 de zone rouge en zone bleue (B1).
713	16/11/17	Mme Véronique MICHEL 71, chemin des Paroyes 13013 Marseille	Demande de reclassement des parcelles 882 B 509 & 510 de zone rouge en zone bleue.
714	19/11/17	M. Philippe LEFAIVRE 233, chemin de la Grave 13013 Marseille	Demande de reclassement des parcelles 882 A02 253 & 254 de zone rouge en zone bleue.
715	23/11/17	M. Pascal GRIMAUD 3, chemin de la Betheline 13013 Marseille	Demande de reclassement des parcelles 882 B01 59, 405 et 411 de zone rouge en zone bleue « <i>avec le minimum de contraintes</i> ».

716	Entre le 23 et le 27/11/17	Demandeur inconnu Pas d'adresse.	Inscription trouvée sur le registre par le CE le 30/11/17 : « Raz le bol des constructions dans le 13 ^{ème} »
717	27/11/17	M. ? ou Mme ? ROSSI 45, traverse de la Baume Loubière 131013 Marseille	Inscription trouvée sur le registre par le CE le 30/11/17 : « Information rappel : 25 juillet 1997, le Collet Redon brûlait »
718	27/11/17	M. MOYA 81, traverse de la Baume Loubière 13013 Marseille	Inscription trouvée sur le registre par le CE le 30/11/17 : « La Durante : 400 log. dont des pbs de circulation ds la traverse déjà encombrée ».
719	29/11/17	CIQ de Sainte Marthe 2, rue Berthelot 13014 Marseille	Pas de demande, le CIQ de Sainte Marthe fait part des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Qu'une présentation du PPRIF a été faite à ses adhérents le 03/11/17, à partir du dossier d'enquête. - Qu'il approuve l'ensemble des dispositions du PPRIF. - Que ces dispositions seront mises en place selon les dates prévues.
720	30/11/17	M. Léon GRIMAUD 203-209, chemin de la Grave 13013 Marseille	Demande que le classement en zone rouge au PPRIF des parcelles 882 B01 59, 405 et 411 soit suspendu. Il demande le maintien du PLU et le classement de ces parcelles en UM1.
721	30/11/17	M. SCHEIBLING & M. et Mme DIDIER 237, chemin de la Grave 13013 Marseille	Monsieur SCHEIBLING et monsieur et madame DIDIER sont copropriétaires de la parcelle 882 A02 222. Ils demandent le reclassement de cette parcelle de zone rouge en zone bleue (B1). Ils demandent également que la future aire de retournement soit positionnée « sur la rotonde existante en terminaison du chemin d'accès commun et située « à cheval » sur notre terrain et celui de notre voisin ».
722	30/11/17	M. et Mme André PAOLACCI 448, chemin St Euphémie La Vigneraie n°5 13180 Allauch Mme Monique BARBAROUX 10, impasse François Camoins 13013 Marseille	M. et Mme André PAOLACCI et Mme Monique BARBAROUX sont propriétaires des parcelles 893 B 316 & 447. Signataires, depuis le mois d'avril 2016, d'une promesse de vente avec clauses suspensives d'obtention d'un permis de construire, ils demandent de conserver à ces terrains et plus particulièrement à la parcelle 893 B 316 « sa constructibilité ». Ils demandent le reclassement de zone rouge en zone bleue
723	30/11/17	COLINÉO Association pour la Protection et l'Éducation à l'Environnement 64, boulevard Bolivar 13014 Marseille	Dépôt d'un avis favorable au Projet de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt de la ville de Marseille.
724	30/11/17	Mme Monique BERCET 22, impasse Guynemer 13014 Marseille	Demande de reclassement des parcelles 893 AB 30 et 31 en zone bleue B1.

725	30/11/17	M. Sébastien DELMAS 63, chemin des Paroyes 13013 Marseille	Demande le reclassement de la parcelle 882 B 484 de zone rouge en zone bleue B1.
726	30/11/17	Société ANÉMOS 11, rue Latham 13014 Marseille	Monsieur Denis ROYER, gérant de la société ANÉMOS, souhaite construire un maison « passive » sur les parcelles 893 B 447 et 893 B 316. Pour réaliser ce projet, les contraintes d'occupation des sols du PLU interdisant ce projet, il demande une modification de la limite de la zone rouge et de déplacer celle-ci vers le nord à la hauteur d'un mur de soutènement existant sur la parcelle 316.
727	30/11/17	M. Jacques FAUROUX 13, chemin des Aires Hautes 13510 Eguilles	Monsieur Jacques FAUROUX est propriétaire de la bastide dite « la Politre » 41, chemin des Paroyes 13013 Marseille ainsi que des 6 000 m2 de terrain qui l'entourent et aussi de la parcelle 882 B 505. Il estime que les zones rouge et bleue B1, compte tenu de l'installation future d'une pompe surpuissante sur un bassin existant, ne paraissent pas nécessaire.
728	30/11/17	M. Murat DINKCI 116, boulevard de Beaumont 13012 Marseille	Demande de reclassement de la parcelle 885 A 423, ou au moins une partie, de zone rouge en zone bleue en vue de l'installation de chalets en bois.
CODE COULEUR			
		Dossier jamais fourni.	
		Sans aucun rapport avec l'enquête.	
		3 dossiers traitent des mêmes parcelles.	
		2 dossiers traitent des mêmes parcelles.	
		Approbation du PPRIF par 2 associations ;	

• Conditions matérielles de réception du public :

A cause de travaux ... les conditions de réception du public ont été plus que « spartiates » à la mairie du VII^e secteur. En effet, cette réception se faisait dans un hall, en plein courant d'air avec un va et vient permanent et soutenu. Le bruit était difficilement supportable et les personnes qui attendaient, pour exprimer leur demande, s'en plaignaient. Et ce d'autant plus que le nombre de sièges était plus que restreint.

De plus, dans ce hall, aucune connexion wi-fi n'était possible. Ceci interdisait ainsi de présenter, aux personnes venues consulter le dossier, le projet de Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt avec les moyens informatiques qu'avaient mis en place la Direction Départementale des Territoires et de la Mer.

Compagnie des Commissaires Enquêteurs Provence Alpes

